



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 avril 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 26 avril 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud

Les membres du Groupe d'experts, dont le mandat a été prorogé conformément à la résolution [2633 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité, ont l'honneur de transmettre ci-joint leur rapport final, soumis en application du paragraphe 18 de la résolution.

Le rapport a été communiqué le 17 mars 2023 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud, qui l'a examiné le 31 mars 2023.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport final à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Michael **Gibb**

(*Signé*) Mayank **Bubna**
Expert

(*Signé*) Ivonne **Gallegos**
Experte

(*Signé*) Thato **Ramoeletsi**
Expert

(*Signé*) Valerie **Yankey-Wayne**
Experte



Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud présenté en application de la résolution 2633 (2022)

Résumé

Dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud s'est entretenu avec des éléments diplômés des Forces unifiées nécessaires qui attendaient d'être informés de leur déploiement. Ils avaient fait ce que l'on attendait d'eux dans le cadre du processus de paix mais n'avaient pas reçu de solde ou de vivres en quantité suffisante depuis des mois. Tout en étant de plus en plus exaspérés et désillusionnés par le processus, ils conservaient néanmoins de l'espoir. Rares étaient ceux qui entrevoyaient d'autres solutions viables au processus politique, dans lequel ils étaient encore fiers de jouer un petit rôle. Ils continuaient donc de se présenter, deux fois par semaine, aux défilés.

Bon nombre de Sud-Soudanais doivent probablement se reconnaître dans cette expérience du fait que leur patience, leur confiance dans le processus et leur capacité de survie ont également été mises à rude épreuve depuis la signature en 2018 de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud.

La date du 22 février 2023 aurait dû signaler la fin de la période de transition, si ce n'était pour la prorogation de deux ans décidée à Djouba en août 2022. À l'approche de la date symbolique, le Gouvernement a fait une longue déclaration à la presse, mettant l'accent sur les résultats obtenus, tout en soulignant qu'il devait continuer « comme si de rien n'était », tout au long de cette reconduction.

Son message comportait implicitement le besoin d'apaiser deux craintes. Premièrement, que la prorogation ne soit mise à profit pour compromettre les structures fragiles de partage du pouvoir, préalablement à l'application des dispositions les plus problématiques de l'accord de la paix, notamment celles liées à la sécurité, à l'élaboration de la constitution et à la préparation des élections. Deuxièmement, que le « comme si de rien n'était » signifie de nouveaux retards et non pas les progrès que la paix promettait.

La période de transition n'était pas censée durer autant. Elle devait être renforcée par d'importantes réformes qui apporteraient la sécurité, la stabilité économique et le développement, tout en remédiant au déficit démocratique des arrangements actuels, par l'établissement d'un calendrier électoral clair.

Comme l'a souligné le Gouvernement dans sa déclaration du 21 février, quelques progrès ont été accomplis. Un Gouvernement provisoire d'union nationale à Djouba a survécu, tandis qu'une série de lois a préparé la voie à l'élaboration d'une constitution et à la tenue d'élections en décembre 2024. Le premier contingent des quelque 55 000 éléments des Forces unifiées nécessaires a obtenu son diplôme, même s'ils n'ont pas encore été déployés.

Dans le même temps, les déplacements n'ont jamais été aussi nombreux depuis la signature de l'accord de paix, alors que l'insécurité alimentaire est au plus haut depuis l'indépendance. Être une femme ou un agent humanitaire au Soudan du Sud n'a jamais été aussi dangereux. Plus des deux tiers de la population auront besoin d'une aide humanitaire en 2023. Pour la plupart d'entre eux, notamment hors de Djouba, la période de transition ne s'est accompagnée d'aucun progrès concret.

La dégradation de la situation humanitaire résulte en partie de la violence. Ces récents mois, la plupart des régions du pays ont connu de graves affrontements entre des forces bien armées qui ont entraîné des décès, des déplacements, des atteintes

graves aux droits humains, des violences sexuelles liées au conflit et des entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire. Le Groupe d'experts a étayé les violences et les atteintes, notamment les graves violences fondées sur le genre liées au conflit dans les États du Haut-Nil, de Jongleï et d'Équatoria-Central. Elles découlent en majeure partie de l'accumulation de faiblesses multiples dans la mise en œuvre du processus de paix à ce jour.

Les tentatives d'affaiblir les groupes d'opposition, la dépendance politique constante à l'égard de milices locales de jeunes et les retards dans la formation d'une armée nationale unifiée ont fragmenté le paysage de la sécurité, auxquels est venue s'ajouter la libre circulation des armes entre les civils et les militaires. Les crises humanitaires et économiques ont dressé les communautés les unes contre les autres dans la rivalité autour de ressources de plus en plus rares, aggravées par les inondations et les obstacles à l'aide humanitaire. Ces luttes ont été, à leur tour, politisées par les dirigeants locaux et nationaux, dont le propre sort dépend souvent de l'aptitude à exploiter la violence.

Le mécontentement grandissant à l'égard du processus politique à Djouba suscite également, de plus en plus, des violences. Les retards subis et la dégradation des conditions humanitaires ont mis à mal la patience et la confiance de bon nombre de dirigeants politiques et militaires à l'intérieur du pays, qui ont cherché à se tracer leur propre voie, au cours d'une période de transition qui ne semblait plus provisoire, aux yeux de bon nombre de personnes. Ils ont donc mobilisé des forces pour contester des territoires et des moyens locaux, comme les points de contrôle fluviaux et le bétail, tandis que les dirigeants nationaux étaient de moins en moins en mesure de contrôler et de juguler la violence.

Les recettes pétrolières, dispersées sur toute une série de comptes et sujettes à des détournements et à des malversations, ne sont pas parvenues dans une grande mesure aux institutions qui auraient pu stabiliser la situation au moyen du versement de salaires réguliers, de l'acheminement de secours humanitaires et d'une aide au développement.

Bon nombre de ces résultats ne sont pas contestés. La majeure partie du débat a plutôt porté sur des nuances sémantiques. Les dirigeants, désireux de se décharger de leur responsabilité de supérieur hiérarchique, ont cherché à qualifier la violence « d'intercommunautaire », tandis que les efforts visant à la distinguer des récentes périodes de guerre civile en soulignaient les traits « infranationaux ». La fragmentation des groupes de l'opposition, facilitée par les négociateurs du Gouvernement, a permis d'affirmer que les signataires de l'accord avaient évité un conflit direct, alors même que leurs milices alliées et leurs récents camarades s'affrontaient.

Les efforts visant à contrôler les discours, notamment avec des élections à l'horizon, se sont également accompagnés de contraintes constantes sur l'espace civique, notamment une intensification du harcèlement et de la détention de journalistes et d'activistes en ligne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Soudan du Sud.

Avec la prolongation de la période de transition, le « comme si de rien n'était » suscitera indéniablement diverses attentes dans tout le Soudan du Sud. La stabilité de cette période dépendra probablement de la capacité du Gouvernement de récompenser la patience de ceux qui demeurent attachés à la paix, plutôt que de ceux qui cherchent à la transformer par la violence.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte	6
A. Mandat et déplacements	6
B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes	6
C. Méthode de travail	7
II. Application de l'accord de paix	8
A. Progrès dans l'application de la feuille de route.	8
B. Dilemmes des salaires	9
C. Élections	10
D. Pourparlers avec des groupes armés non signataires	12
E. Conflit avec le Front de salut national	13
III. Arrangements de sécurité	14
A. Fin de la formation et déploiement des Forces unifiées nécessaires.	14
B. Les femmes dans les Forces unifiées nécessaires.	16
IV. Violences infranationales	17
A. Conséquences humanitaires des violences infranationales	18
B. Région du Haut-Nil.	19
C. Violences sexuelles à la suite d'une attaque contre Aburoc	21
D. Zone administrative du Grand Pibor	22
E. Violence liée au bétail dans l'État de l'Équatoria-Central.	24
F. Diminution des violences infranationales dans l'État des Lacs.	27
V. Armes.	28
A. Achat de véhicules blindés de transport de troupes	28
B. Forces fluviales.	30
VI. Espace civique.	31
A. Opérations spéciales contre les activistes	31
B. Augmentation des cyberattaques	32
VII. Ressources publiques	33
A. Recettes pétrolières.	33
B. Faiblesses structurelles.	34
C. Emprunts coûteux	35
D. Dépenses extrabudgétaires.	35
E. Fragmentation des finances publiques.	37
F. L'or et le bois d'œuvre	39
VIII. Conclusion	40

IX. Recommandations	40
Annexes*	43

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Contexte

A. Mandat et déplacements

1. Par sa résolution [2206 \(2015\)](#), le Conseil de sécurité a imposé un régime de sanctions visant des personnes et des entités qui participent au conflit au Soudan du Sud et créé un comité des sanctions (Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud). Le 1^{er} juillet 2015, le Comité a désigné six personnes devant faire l'objet de sanctions ciblées. Par l'adoption de sa résolution [2428 \(2018\)](#), le Conseil a imposé un embargo sur les armes sur le territoire sud-soudanais et ajouté deux personnes à la liste des personnes désignées. Le 26 mai 2022, il a adopté la résolution [2633 \(2022\)](#), dans laquelle il a reconduit le régime de sanctions jusqu'au 31 mai 2023.

2. Par sa résolution [2633 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a également prorogé jusqu'au 1^{er} juillet 2023 le mandat du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud chargé de fournir au Comité des informations et des analyses qui l'aideraient dans ses travaux, notamment pour ce qui est de désigner des personnes ou entités qui se livreraient aux activités décrites au paragraphe 7 de la résolution [2206 \(2015\)](#), actualisé au paragraphe 15 de la résolution [2521 \(2020\)](#) et tout dernièrement reconduit par la résolution [2633 \(2022\)](#).

3. Le 22 juin 2022, en consultation avec le Comité, le Secrétaire général a désigné les cinq membres du Groupe d'experts¹.

4. Durant la période du mandat, le Groupe d'experts s'est rendu au Soudan du Sud à plusieurs occasions, notamment dans la capitale, Djouba, dans les États du Haut-Nil et de Bahr el-Ghazal occidental, ainsi qu'aux Émirats arabes unis, au Kenya et en Ouganda.

B. Coopération avec les organisations internationales et les autres parties prenantes

5. Bien qu'il mène ses travaux indépendamment, le Groupe d'experts tient à remercier la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ainsi que d'autres membres du personnel des Nations Unies, en particulier à New York.

6. Durant ses déplacements au Soudan du Sud, le Groupe d'experts a demandé à rencontrer un grand nombre de représentants d'institutions et de ministères dans l'administration sud-soudanaise ainsi que des gouvernements des États. Il est reconnaissant d'avoir eu l'occasion de rencontrer, à Djouba, le Ministre du Cabinet ministériel, Martin Lomuro, l'ancienne Ministre de la défense et des anciens combattants, la Gouverneure de l'État de Bahr el-Ghazal occidental et le Gouverneur par intérim de l'État du Haut-Nil. Il s'est également entretenu avec des chefs de comté, des représentants du Service national de sécurité, du renseignement militaire et de la Police nationale sud-soudanaise ainsi qu'avec de hauts responsables des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition (M/APLS dans l'opposition), des membres de l'Assemblée législative nationale provisoire revitalisée et d'autres hauts fonctionnaires et responsables du secteur de la sécurité. Il a rencontré en outre bon nombre de représentants de sociétés privées actives au Soudan du Sud, d'organisations de la société civile, des activistes, des intervenants et membres d'organisations humanitaires, des journalistes et des chefs religieux.

¹ Voir [S/2022/508](#).

7. Au paragraphe 17 de sa résolution [2633 \(2022\)](#), le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que le Groupe d'experts tienne des consultations régulières avec les États Membres concernés, les organisations internationales, régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec la MINUSS.

8. Le Groupe d'experts a tenu de longues consultations avec des représentants d'organes de l'ONU et d'institutions au Soudan du Sud et ailleurs. Il a également consulté les mécanismes de sécurité créés par l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud.

9. Le Groupe d'experts a adressé de nombreuses demandes à des représentants d'États Membres de la région et d'ailleurs et a pu s'entretenir, dans les capitales, avec ceux des Gouvernements émirien et ougandais, ainsi qu'avec ceux de l'Union africaine au Soudan du Sud et bon nombre de représentants du corps diplomatique à Djouba.

10. Le Groupe d'experts a adressé 44 lettres au Gouvernement sud-soudanais, aux États Membres de la région et à d'autres personnes et entités et reçu 21 réponses concrètes avant l'établissement du présent rapport final.

C. Méthode de travail

11. Le présent rapport a été établi à l'issue de recherches et d'enquêtes minutieuses menées par le Groupe d'experts, qui a procédé à bon nombre d'entretiens pour réunir un ensemble d'informations crédibles, obtenues de sources très diverses. Il a examiné les documents mis à sa disposition par des personnes, des entités commerciales, des sources confidentielles et le Gouvernement. Il s'est également inspiré de travaux antérieurs, dont des rapports au Conseil de sécurité et au Comité, tant publics que confidentiels.

12. Le Groupe d'experts a respecté les normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 ([S/2006/997](#)). Il a corroboré les informations figurant dans le présent rapport au moyen de sources multiples et indépendantes afin de respecter le critère de preuve exigé.

13. Le Groupe d'experts a mené ses travaux dans la plus grande transparence et a été soucieux de respecter la confidentialité de ses sources si nécessaire. Peu de personnes étaient disposées à être identifiées dans le rapport, de crainte de représailles ou de harcèlement à la suite de leurs contacts avec le Groupe d'experts. Dans d'autres cas, les questions abordées comportaient un risque de stigmatisation sociale, qu'elles n'ont pas souhaité subir ou faire subir à leurs familles. Dans ces cas, le Groupe d'experts a fourni une description générale des éléments les plus marquants de leurs témoignages. Dans les cas où cela n'a pas pu se faire sans identifier la source, celle-ci a été qualifiée de « confidentielle ».

14. Le Gouvernement sud-soudanais et les personnes et entités identifiées dans le contexte d'allégations graves dans le rapport ont pu bénéficier d'un droit de réponse à un résumé des conclusions, et les réponses reçues avant la publication ont été annexées au rapport.

II. Application de l'accord de paix

A. Progrès dans l'application de la feuille de route

15. Le 21 février 2023, un comité permanent de haut niveau représentant les parties à l'accord de paix a présenté bon nombre de résultats, tandis que la prorogation de deux ans de la période de transition, décidée en août 2022, commençait officiellement². Dix lois importantes ont été promulguées, dont plusieurs qui sont essentielles à l'élaboration de la constitution et à la tenue d'élections futures³. Des lois clefs sur la sécurité ont été adoptées, à l'exception du projet relatif à la sécurité nationale. À l'issue de l'élimination des articles contestables du projet, qui accordaient au Service national de sécurité de vastes pouvoirs d'arrestation, les organes législatifs ont montré qu'ils pouvaient désormais exercer un contrôle rigoureux⁴. Plusieurs autres projets de loi sont en attente, tandis que bon nombre de pactes internationaux ont été adoptés⁵. De nouvelles consultations ont été promises concernant la Commission vérité, réconciliation et apaisement et l'Autorité d'indemnisation et de réparation⁶, bien que les progrès concernant la création du Tribunal mixte aient été minimes, ni le Gouvernement sud-soudanais ni l'Union africaine n'ayant pris d'initiatives en vue de sa formation.

16. Au cours d'entretiens avec le Groupe d'experts, le Gouvernement a insisté sur les résultats obtenus, tout en soulignant la pénurie de ressources, les inondations et la situation du Soudan du Sud en tant que pays relativement jeune⁷. Il a donc cherché de plus en plus à établir ses propres priorités et à revoir les calendriers et l'échelonnement de l'accord de paix de 2018. Lors d'une réunion avec le Groupe d'experts, par exemple, le Ministre du Cabinet ministériel a souligné que la feuille de route était « un processus, pas une activité », exhortant le Groupe d'experts à ne pas être obnubilé par les dates et à admettre qu'il n'était nul besoin d'attendre qu'une phase soit achevée pour passer à l'autre⁸.

17. La mise en œuvre de la feuille de route a donc pris du retard sur le calendrier, comme on pouvait s'y attendre.

18. Une série de retards a été constatée dans la remise des diplômes au premier contingent des éléments des Forces unifiées nécessaires et dans l'attribution des postes dans la structure de commandement de niveau intermédiaire et inférieur des forces armées. Cela a retardé, à son tour, le déploiement du premier contingent ainsi que l'achèvement de la formation du deuxième contingent alors que d'après la feuille de route, elle aurait dû se terminer au 30 novembre 2022.

19. Les institutions requises pour l'élaboration de la constitution et la préparation officielle des élections doivent encore être constituées, les parties n'ayant toujours pas présenté leurs candidats à la Commission nationale de révision de la constitution, à la Commission de rédaction de la Constitution et à la sous-commission préparatoire⁹ et le Parlement n'ayant pas encore promulgué de loi électorale nationale¹⁰. Le 7 mars

² Voir annexe 1.

³ Ibid.

⁴ Les pouvoirs d'arrestation sans mandat ont été transférés par la suite à la Police nationale sud-soudanaise. Voir Elvince Joshua, « Police get back the power to arrest », *The City Review South Sudan*, 25 février 2023.

⁵ Entretiens avec des législateurs, février et mars 2023.

⁶ Information fournie par le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles.

⁷ Entretiens avec des représentants des autorités, Djouba, janvier et février 2023.

⁸ Entretien avec le Ministre du Cabinet ministériel, Djouba, 1^{er} février 2023.

⁹ Entretiens avec des législateurs, février et mars 2023.

¹⁰ Ibid.

2023, le Comité national chargé des amendements constitutionnels a suspendu ses travaux, faute de moyens, affirmant qu'il travaillait depuis près de trois ans sans être rémunéré¹¹.

B. Dilemmes des salaires

20. L'irrégularité du versement des traitements des agents de l'État est devenu un signe manifeste de l'exaspération à l'égard du Gouvernement de transition, alimentant également les soupçons d'avantages accordés principalement au petit cercle de responsables qui dirigent le processus¹².

21. Même avant l'indépendance et tout au long des négociations de paix successives, le fait de rajouter des personnes à la liste des fonctionnaires rémunérés par l'État était un moyen probant de se rallier leur appui. Hormis les postes politiques de haut rang, cependant, les salaires n'ont jamais été véritablement ajustés et leur valeur réelle a plongé tandis que la livre sud-soudanaise se dépréciait et que l'inflation s'envolait¹³. La plupart des traitements des fonctionnaires ne permettent plus aujourd'hui de survivre. Une capitaine de police a déclaré au Groupe d'experts que ses 7 000 livres sud-soudanaises par mois (9 dollars) ne représentaient « rien »¹⁴. De plus, même si le coût des salaires qu'il doit verser a baissé¹⁵, le Gouvernement ne peut souvent plus payer régulièrement les traitements, accumulant souvent jusqu'à sept mois d'arriérés.

22. Par conséquent, les membres des forces de sécurité dans le pays travaillent généralement dans leur communauté, parallèlement à leurs fonctions militaires, ou recourent à des activités telles que l'exploitation forestière, la production de charbon de bois ou la gestion de barrages routiers. De même, les fonctionnaires et représentants du Gouvernement exploitent de plus en plus leur position politique à des fins personnelles.

23. Le Gouvernement est conscient du problème et a épongé des mois d'arriérés de salaires¹⁶. Leur valeur ne faisant toutefois que se déprécier, leur augmentation est devenue prioritaire. Il est néanmoins pratiquement impossible de le faire véritablement, au vu des pratiques de dépenses actuelles.

24. Le budget pour 2022/23 se chiffre à 1 400 milliards de livres sud-soudanaises, tout en comportant un déficit reporté de 560 milliards de livres¹⁷. Un barème des traitements révisé, prévoyant une hausse des salaires des agents de l'État, qui pourrait être étendu par exemple aux jeunes diplômés des Forces unifiées nécessaires, a été approuvé, mais s'il est appliqué, cela rajouterait 526 milliards de livres, soit près de 40 %, au budget existant, tout en doublant le déficit¹⁸. Il s'est révélé impossible de

¹¹ Voir annexe 2.

¹² Voir [S/2022/884](#).

¹³ Avant 2015, la livre sud-soudanaise avait une parité fixe avec le dollar des États-Unis, le taux de change étant de 2,96 livres contre un dollar des États-Unis mais en mars 2023, le dollar des États-Unis s'échangeait à quelque 800 livres.

¹⁴ Entretien avec une capitaine de police dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, février 2023.

¹⁵ Malgré l'emploi d'un nombre relativement important de personnes, le montant des dépenses de l'État consacrées à la rémunération des salariés du service public, inscrit au budget approuvé pour 2022/23, ne représente que 248 millions de dollars au taux de change actuel.

¹⁶ Voir Fonds monétaire international (FMI), *Republic of South Sudan: 2022 Article IV Consultation and Second Review under the Staff-Monitored Programme*, Rapport des services du FMI n° 22/266 (2022).

¹⁷ Budget approuvé pour l'exercice 2022/23.

¹⁸ Entretiens avec des législateurs à Djouba en octobre 2022. Voir également Keji Janefer, « Economic cluster approves half a trillion budget for civil servants' pay », *The City Review South Sudan*, 8 novembre 2022.

procéder aux coupes claires dans les dépenses qu'exigerait une telle augmentation, ce qui a retardé les hausses de salaires promises, alors que les institutions gouvernementales se renvoyaient mutuellement la responsabilité¹⁹.

C. Élections

25. À la suite de la prolongation de la période de transition, les élections ont été fixées au mois de décembre 2024. Alors que d'autres priorités à court terme, comme les arrangements de sécurité, continuaient d'occuper le devant de la scène politique, la perspective de la tenue prochaine des élections a commencé à changer le paysage politique. Le Mouvement populaire de libération du Soudan dans l'opposition (MPLS dans l'opposition) étant fragmenté et affaibli sur les plans militaire et politique, le Gouvernement a cherché à tirer profit de la situation en remaniant des institutions clefs aux niveaux national et des États. Cela a déjà déclenché des affrontements importants parmi les signataires de l'accord de paix, avant même le lancement de bon nombre d'activités contestées liées à la préparation des élections.

26. En octobre 2022, le Bureau politique du parti Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) a mis fin à la qualité de membres du Premier Vice-Président, Riek Machar, chef du MPLS dans l'opposition, et de l'ancien Secrétaire général du parti, Pagan Amum, qui est à présent le chef du Vrai Mouvement populaire de libération du Soudan²⁰. Peu après, le Secrétaire général par intérim du MPLS, Peter Lam Both, a ordonné la dissolution tant du MPLS dans l'opposition que du Vrai Mouvement populaire de libération du Soudan²¹.

27. L'image de marque du MPLS demeure un puissant symbole politique au Soudan du Sud. Hésitant à renoncer à cet atout politique avant les élections, le MPLS dans l'opposition a donc fait valoir que le Mouvement était constitué de trois factions dont on ne pouvait écarter unilatéralement aucune²².

28. À la suite du renvoi de MM. Machar et Amum, la composition du Conseil de libération nationale et du Bureau politique, deux des organes de plus haut rang du MPLS, s'est rapidement rajeunie et élargie pour englober des personnalités politiques et militaires influentes proches du Président, Salva Kiir Mayardit. Ces organes sont chargés de la mise en place des politiques et des réglementations du parti avant les élections. Leurs membres comprennent à présent le Conseiller à la sécurité nationale, Tut Gatluak, le Ministre des affaires présidentielles, Barnaba Marial Benjamin, le Gouverneur de l'État des Lacs, Rin Tueny Mabor, et l'homme d'affaires et Envoyé spécial présidentiel, Benjamin Bol Mel²³.

29. Les pouvoirs présidentiels ont également servi à remanier les institutions exécutives et législatives au niveau des États. En juin 2022, par exemple, les Vice-Gouverneurs des États du Haut-Nil et de Jongleï et l'Administrateur en chef de la Zone administrative de Ruweng dans le nord de l'État de l'Unité ont été révoqués par

¹⁹ Voir, par exemple, Keji Janefer, « Delayed ratification of pay increase for organized forces not deliberate, Kumba says », *The City Review South Sudan*, 8 mars 2023.

²⁰ Voir annexe 3.

²¹ Entretien téléphonique avec un responsable du MPLS, novembre 2022. Voir également annexe 4.

²² Entretiens téléphoniques avec des représentants du Mouvement populaire de libération du Soudan au Gouvernement (MPLS au Gouvernement) et du MPLS dans l'opposition, novembre 2022. Voir annexe 3.

²³ Entretiens avec des responsables des autorités et des dirigeants politiques, décembre 2022. Voir également annexe 5, Radio Tamazuj, « Kiir unveils SPLM leadership structure », 7 décembre 2022.

décret présidentiel²⁴. Leurs remplaçants ont reçu l'ordre express de « ramener » des membres des autres partis politiques dans le giron du MPLS et se sont entendu dire qu'il était de leur devoir de veiller à ce que les habitants de leur État ou de leur zone administrative soient unis en tant qu'adeptes et membres du MPLS²⁵.

30. Dans le Jonglei, le Président de l'Assemblée de l'État et représentant de plus haut rang du MPLS dans l'opposition dans cet État, Amer Ateny Ali, a également été congédié par décret présidentiel²⁶, ce qui a poussé des groupes de l'opposition à boycotter la réouverture de l'Assemblée de l'État²⁷. Le chef du comté de Twic désigné par le MPLS dans l'opposition, Deng Tong, a été de même renvoyé par décret présidentiel en janvier 2023²⁸, tandis que de puissants gouverneurs d'État usaient également de leurs pouvoirs pour marginaliser des opposants politiques dans les États des Lacs²⁹ et de l'Équatoria-Oriental³⁰.

31. Le MPLS s'est également employé à accroître considérablement la mobilisation locale, tout en cherchant à perturber les activités politiques des partis de l'opposition. D'après la loi sur les partis politiques qui a été récemment amendée, un parti doit compter au moins 500 adhérents immatriculés dans les deux tiers des 10 États et zones administratives pour pouvoir s'enregistrer aux élections³¹.

32. Dans l'État de l'Unité, le Gouverneur, Joseph Monytil, qui est également Président du MPLS dans l'État, a annoncé en septembre 2022 « une mobilisation extraordinaire et le recrutement de nouveaux adhérents au MPLS »³². Depuis, plusieurs membres du MPLS dans l'opposition dans le comté de Koch ont fait défection pour passer au MPLS³³. Les entretiens menés par le Groupe d'experts laissent entendre que plusieurs désertions résultaient d'actes d'intimidation et de menaces, notamment de la confiscation de troupeaux de bétail³⁴.

33. Durant plusieurs mois, les forces de sécurité à Bahr el-Ghazal septentrional ont perturbé les manifestations politiques du MPLS dans l'opposition et détenu plusieurs membres de l'opposition et d'activistes connus, qui seraient affiliés à l'Armée/Front

²⁴ Présenté sur la chaîne South Sudan News Broadcast, juin 2022, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également Sudans Post, « Kiir revokes appointment of Upper Nile Deputy Governor, Ruweng Chief Administrator », 4 juin 2022.

²⁵ South Sudan News Broadcast, juin 2022, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

²⁶ Sudans Post, « Activist decries 'blatant violation' of peace deal after Kiir removed top SPLM-IO lawmaker », 6 janvier 2022. Vidéo du point de presse par les représentants du MPLS dans l'opposition au niveau de l'État, tenu le 5 janvier 2023, conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

²⁷ Voir annexe 6.

²⁸ Décret présenté sur South Sudan News Broadcast, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également Charles Wote, « Kiir fires 14 officials in Jonglei and Unity States », Eye Radio, 4 janvier 2023.

²⁹ Rapports d'observateurs internationaux et nationaux dans l'État des Lacs, janvier 2023. Entretien avec un représentant des autorités, janvier 2023.

³⁰ Radio Tamazuj, « Governor Lobong indefinitely suspends Kapoeta South County commissioner », 15 février 2023.

³¹ Voir Soudan du Sud, la loi sur les partis politiques de 2012 et son amendement de 2022, sect. 7.

³² Message dans les médias sociaux du Secrétaire de presse du Gouverneur de l'État de l'Unité.

³³ Voir annexe 7. En décembre 2022, d'autres représentants du MPLS dans l'opposition dans le comté de Koch ont affirmé avoir fait défection au MPLS. Voir Juba Echo, « 55 opposition members cross over to Kiir's SPLM in Unity State », 17 janvier 2023.

³⁴ Entretiens avec des journalistes et des représentants de jeunes dans le comté de Koch, janvier 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux dans l'État de l'Unité, janvier 2023.

uni du Soudan du Sud de Paul Malong (SSi.008)³⁵, alors que dans le comté de Tonj-Nord, des membres du Parlement de l'État qui appartiennent au MPLS dans l'opposition ont été détenus provisoirement par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, au motif qu'ils auraient distribué du matériel de leur parti³⁶. Dans le comté de Raja (État de Bahr el-Ghazal occidental), le chef du comté désigné par le MPLS dans l'opposition a accusé le président de la section locale du MPLS de chercher à enregistrer des commerçants soudanais comme des ressortissants sud-soudanais, afin de grossir les rangs du parti³⁷.

D. Pourparlers avec des groupes armés non signataires

34. En janvier 2023, le Gouvernement a accepté de reprendre, avec les groupes armés non signataires³⁸, les pourparlers de paix de Rome, qui avaient été suspendus au moment du retrait du Gouvernement en novembre 2022. L'annonce a coïncidé avec la visite du Pape, de l'Archevêque de Canterbury et d'autres chefs religieux au Soudan du Sud, du 3 au 5 février 2023. La Communauté de Sant'Egidio, qui accueille les pourparlers, comptait reprendre les réunions à Rome en mars 2023³⁹. M. Malong (SSi.008) s'est vu accorder une dérogation à l'interdiction de voyager par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud afin de pouvoir y participer.

35. Les groupes d'opposition se sont félicités de la reprise des pourparlers mais se sont interrogés sur la sincérité des intentions du Gouvernement et sur le fait de savoir s'il ne cherchait pas simplement à gagner du temps, tout en s'employant à fragmenter et à poursuivre les groupes d'opposition sur le plan militaire et en préparant le terrain à une victoire électorale⁴⁰.

36. D'autres se sont demandé si la reprise des pourparlers devrait s'élargir de manière à tenir compte du paysage de l'opposition politique qui avait changé. M. Amum, membre du Vrai Mouvement populaire de libération du Soudan, et M. Malong (SSi.008) de l'Armée/Front uni du Soudan du Sud, qui s'était récemment scindée en deux⁴¹, ont déclaré au Groupe d'experts que « les pourparlers devraient associer l'ensemble de l'opposition »⁴².

37. Les parlementaires ont réclamé l'inclusion dans les pourparlers de paix de Rome de Simon Gatwech (SSi.002) et de Johnson Olony, au vu de leur influence sur la

³⁵ Entretiens avec un dirigeant politique local, des observateurs civils et des activistes locaux, novembre-décembre 2022. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux, des messages dans les médias sociaux et des photographies conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

³⁶ Entretien avec la victime, février 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux et de représentants des autorités et des messages dans les médias sociaux. Pour plus d'informations sur les allégations de harcèlement politique dans l'État de Ouarrap, voir annexe 8.

³⁷ Entretiens avec des responsables du comté et des organisations de la société civile, janvier 2023. Corroboré par des rapports d'agents humanitaires et d'observateurs internationaux.

³⁸ Déclarations du Bureau du Président, 28 janvier 2023, conservées dans les dossiers du Groupe d'experts.

³⁹ Entretien avec la Communauté de Sant'Egidio, février 2023.

⁴⁰ Entretiens téléphoniques avec des chefs de groupes armés non signataires, février 2023. Voir également Alhadi Hawari, « Malong, Cirillo groups voice reservations over Rome talks resumption », Eye Radio, 30 janvier 2023.

⁴¹ Sudan Post, « Dickson Gatluak officially installs himself SSUF/A leader, unveils interim leadership », 6 février 2023.

⁴² Entretiens téléphoniques avec des chefs de groupes armés non signataires, février 2023.

violence et l'instabilité dans l'État du Haut-Nil⁴³. Des représentants des forces Agwelek dirigées par M. Olony ont cependant déclaré qu'ils souhaitaient négocier un accord séparé entre le MPLS au Gouvernement et le M/APLS dans l'opposition-Kit-Gwang sur le statut des forces avec le Gouvernement⁴⁴.

38. Le Président du Mouvement/Armée populaire du Soudan du Sud, Stephen Buay, conserve une certaine influence et des capacités militaires dans des secteurs de l'État de l'Unité, en particulier autour de Mayom. Il a déclaré au Groupe d'experts qu'il ne « souciait guère qu'ils soient associés ou non », mais s'est déclaré peu intéressé par des négociations sur un cessez-le-feu avec l'actuel Gouvernement du Président⁴⁵.

E. Conflit avec le Front de salut national

39. Parallèlement à la suspension et à la reprise des pourparlers de paix de Rome, le conflit du Gouvernement avec le Front de salut national a reflué et débordé dans la partie sud de l'État de l'Équatoria-Central, en étant souvent centré dans la région de Yei et alentour.

40. Le conflit reste asymétrique, plusieurs unités du Front de salut national opérant de manière semi-autonome, au moyen d'un approvisionnement limité. Les affrontements directs ont donc été rares entre leurs éléments et les Forces sud-soudanaises de défense du peuple. Les deux camps s'en sont largement pris aux populations civiles qu'ils percevaient comme appuyant la partie adverse.

41. Les forces gouvernementales ont visé des membres des minorités de la région de l'Équatoria, des chefs traditionnels, des activistes de la société civile, des avocats et d'autres personnes soupçonnées d'être solidaires du Front de salut national⁴⁶. Leurs soldats ont incendié des habitations, pillé des biens et détenu arbitrairement ou tué des civils, notamment des anciens⁴⁷. Des violences sexuelles, notamment des viols et des viols collectifs de femmes et de mineurs, ont également été signalées près des casernes des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, des postes de contrôle et des camps de déplacés⁴⁸.

42. De même, une contre-offensive lancée par le Front de salut national comprenait des passages à tabac et des enlèvements de civils, notamment de chefs locaux et d'agents humanitaires, travaillant dans des secteurs contrôlés par le Gouvernement, ainsi que des embuscades sur les routes et des attaques contre des activités d'exploitation forestière et de construction de routes⁴⁹.

⁴³ Entretiens avec des législateurs à Djouba, janvier et février 2023. Voir également Chol Makol, « Lawmaker wants Olony and Gatwech included in Rome peace talks », *The City Review South Sudan*, 9 février 2023.

⁴⁴ James Atem, « Olony: I'm 'not interested' in Rome peace talks », *The City Review South Sudan*, 17 février 2023.

⁴⁵ Entretien téléphonique avec Stephen Buay, février 2023.

⁴⁶ Entretiens avec des représentants de la société civile, des agents humanitaires et des avocats, au téléphone et à Djouba en juillet-décembre 2022. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux et de représentants de la société civile.

⁴⁷ Rapports d'observateurs internationaux, d'observateurs humanitaires, de groupes de la société civile et un journaliste, février 2022-février 2023.

⁴⁸ Entretiens avec une organisation humanitaire, décembre 2022. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux, d'observateurs des droits humains et d'organisations de la société civile. Voir également Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, « CTSAMVM report 2023/02: SGBV incident in Central Equatoria State », 16 janvier 2023.

⁴⁹ Rapports d'observateurs internationaux, de représentants de la société civile et d'observateurs des droits humains, février 2022-janvier 2023. Voir également Keji Janefer, « Adil links holdout

III. Arrangements de sécurité

A. Fin de la formation et déploiement des Forces unifiées nécessaires

43. Le 14 janvier 2023 au Soudan du Sud, la fin de la formation du premier contingent des Forces unifiées nécessaires a été marquée par une cérémonie de remise de diplômes qui s'est tenue à Bentiu (État de l'Unité)⁵⁰. Une phase importante a donc été accomplie dans la mise en œuvre des dispositions transitoires de sécurité.

44. L'accord de paix de 2018 prévoyait l'unification d'un secteur de la sécurité qui soit professionnel et homogène, à partir des éléments armés disparates des diverses parties signataires. Cela devait commencer par la création d'une force unifiée nécessaire, chargée de maintenir la stabilité durant la période de transition, avant l'évaluation des autres recrues éligibles, en fonction des besoins du pays en matière de sécurité qui avaient été recensés.

45. L'incertitude règne sur le nombre total d'éléments parmi les forces qui ont obtenu leur diplôme, ainsi que sur leur situation actuelle. Les estimations tant inférieures que supérieures établies par le Groupe d'experts dépassent considérablement les 50 000 soldats qui devaient être sélectionnés, formés et diplômés dans le cadre du premier contingent d'éléments des Forces unifiées nécessaires, ce qui indique que bon nombre de diplômés ont été recrutés hors du processus officiel de présélection et de formation⁵¹.

46. Tout en ayant achevé leur formation plusieurs mois auparavant, les forces se trouvent toujours en majorité dans leur centre de formation ou alentour, alors que des conditions déplorables ont entraîné des centaines de décès et des milliers de désertions⁵². Comme beaucoup de diplômés ne reçoivent pas de salaire régulier, bon nombre passent leur temps à travailler dans la communauté locale⁵³. Ceux qui ont été déployés semblent avoir été intégrés dans des unités militaires préexistantes, plutôt que d'avoir été unifiés au sein d'une nouvelle force nationale⁵⁴.

47. Les délais sont principalement d'ordre politique. Si les parties se sont mises d'accord sur l'unification de la structure du haut commandement en avril 2022, elles ne sont parvenues à aucun accord similaire concernant les échelons inférieurs⁵⁵. Un haut officier a déclaré au Groupe d'experts : « faire les choses de bonne foi est encore problématique »⁵⁶. Si l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition

groups to chiefs' abduction in Yei », *The City Review South Sudan*, 2 décembre 2022, Radio Tamazuj, « Yei River County: 14 abducted health workers released after more than 2 weeks », 15 septembre 2022 et Sudans Post, « ARC resumes construction of Juba-Yei highway after attack », 29 janvier 2023.

⁵⁰ Entretiens et déclarations de responsables des autorités. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux, janvier 2023.

⁵¹ Voir annexe 9.

⁵² Voir [S/2022/884](#).

⁵³ Entretiens avec des diplômés des Forces unifiées nécessaires dans trois centres de formation dans deux États, février et mars 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux, novembre 2022-janvier 2023.

⁵⁴ Des observateurs internationaux et des observateurs du cessez-le-feu confirment que certains des premiers diplômés à l'issue des cérémonies qui s'étaient déroulées dans l'État de l'Équatoria-Central ont été déployés dans le cadre d'unités militaires préexistantes, comme dans l'État de Ouarrap, même si le lieu de déploiement n'a pas été confirmé.

⁵⁵ Au terme d'un accord initial conclu en mars 2023, 60 % des postes sont attribués au Gouvernement, 30 % à l'APLS dans l'opposition et 10 % à l'Alliance de l'opposition du Soudan du Sud.

⁵⁶ Entretien avec un officier de haut rang des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, janvier 2023.

(APLS dans l'opposition) a contesté l'attachement du Gouvernement au processus, ce dernier a accusé l'APLS dans l'opposition de conserver ses armes et ses principales forces de combat et de présenter des éléments non formés n'étant pas aptes au service⁵⁷. Il a également imputé les retards à la nécessité d'armer et d'équiper les forces diplômées⁵⁸.

48. En mars 2023, le Président a congédié unilatéralement Angelina Teny, personnalité en vue désignée par le M/APLS dans l'opposition et épouse du Premier Vice-Président, M. Machar, qui occupait le poste de Ministre de la défense et des anciens combattants. Dans un décret distinct, il a réattribué au Gouvernement le Ministère de la défense et des anciens combattants, tout en accordant le Ministère de l'intérieur au M/APLS dans l'opposition. Le Président a déclaré par l'entremise de son porte-parole que l'objectif était de veiller à ce que les forces de sécurité soient sous le commandement d'une seule personne et que ses décisions ne soient pas compromises par d'autres⁵⁹. Le M/APLS dans l'opposition a condamné le décret, affirmant ne pas avoir été consulté et dénonçant une violation de l'accord de paix⁶⁰.

49. En l'absence de structure de commandement intermédiaire, alors que les centres de formation restent occupés par des éléments du premier contingent des Forces unifiées nécessaires ou ont été abandonnés, peu de progrès ont été accomplis sur le plan de la sélection et de la formation du deuxième contingent, visant à porter le nombre de diplômés à 83 000, comme convenu.

50. Parallèlement à la remise des diplômes aux éléments des Forces unifiées nécessaires, le Gouvernement et l'APLS dans l'opposition ont poursuivi le recrutement et encouragé les désertions. Le Président du comté de Koch, Gordon Koang, a lancé une campagne vigoureuse de recrutement dans l'État de l'Unité en décembre 2022⁶¹, tandis que dans le comté de Panyijiar, dans le même État, plusieurs officiers de haut rang de l'APLS dans l'opposition faisaient défection pour passer aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple⁶². Des exercices supplémentaires de recrutement forcé par l'APLS dans l'opposition, notamment d'enfants et de travailleurs humanitaires, ont été signalés dans le camp de déplacés de Bentiu en janvier 2023⁶³.

⁵⁷ Entretiens avec des commandants de l'APLS dans l'opposition et de hauts représentants du MPLS, janvier et février 2023.

⁵⁸ Entretien avec un responsable des autorités à Djouba en février 2023 et avec des éléments récemment diplômés des Forces unifiées nécessaires. Voir également Keji Janefer, « No deployment of forces without arms-Makuei », *The City Review South Sudan*, 24 février 2023.

⁵⁹ Entretien accordé à la presse par le Ministre du Cabinet ministériel, 13 mars 2023. Vidéo conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁶⁰ Voir annexes 10 et 11.

⁶¹ Entretiens avec des représentants de jeunes du comté de Koch, un représentant des autorités de l'État, un militant des droits humains et des journalistes dans l'État de l'Unité, janvier 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux, décembre 2022.

⁶² Entretien avec un journaliste dans l'État de l'Unité, janvier 2023. Voir également Juba Echo, « Over 1,600 opposition officers defect to SSPDF in Unity State », 18 janvier 2023.

⁶³ Entretiens avec un responsable de haut rang de l'État, des agents humanitaires, des journalistes et des représentants de la société civile, janvier et février 2023. Corroboré par des rapports d'observateurs internationaux en janvier 2023 et des photographies conservés dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également Juba Echo, « SPLA-IO accused of forceful recruitment of displaced civilians in Unity State », 23 janvier 2022 et Juba Echo, « Mother pays ransom to secure release of son from SPLA-IO captivity in Unity State », 26 janvier 2023.

B. Les femmes dans les Forces unifiées nécessaires

51. Les femmes sont un élément incontournable des Forces unifiées nécessaires, en particulier dans le cadre des efforts visant à s'attaquer aux violences sexuelles et fondées sur le genre, qui sont souvent perpétrées par des membres des forces de sécurité.

52. Six des 11 centres de formation ont affirmé compter des femmes parmi les forces qui avaient obtenu leur diplôme. Cela va de quelques dizaines de femmes, dans quelques centres de formation, à 35 % de l'ensemble des diplômés dans les États de Bahr el-Ghazal occidental et septentrional. Les observateurs internationaux et les commandants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont cependant indiqué qu'aucun nombre n'avait été confirmé concernant les femmes, en particulier hors de l'État de l'Équatoria-Central⁶⁴.

53. Le Groupe d'experts a interrogé 37 femmes qui avaient suivi une formation et reçu leur diplôme dans le cadre des Forces unifiées nécessaires dans trois centres situés dans deux États. Elles étaient âgées de 32 à 48 ans, mais le Groupe d'experts a appris que certaines étaient bien plus jeunes et d'autres plus âgées. Parmi celles interrogées par le Groupe d'experts, rares sont celles qui avaient reçu leur uniforme, des tenues ayant été fournies uniquement aux recrues qui avaient participé aux cérémonies de remise de diplômes. Dans un centre de formation visité par le Groupe d'experts, trois femmes avaient le rang de brigadière dans la police, tandis que d'autres avaient au moins le rang de colonelles.

54. Les femmes ont joué un rôle actif parmi toutes les factions durant la guerre civile au Soudan du Sud. Si certaines ont participé aux combats en première ligne, la plupart avaient des fonctions d'appui. Plusieurs des femmes avec lesquelles le Groupe d'experts s'est entretenu ont cependant révélé qu'elles n'avaient pas d'expérience militaire avant de rejoindre les Forces unifiées nécessaires.

55. Les femmes ont invoqué la pauvreté, les épreuves et l'absence de perspectives dans de nombreuses régions du Soudan du Sud. Certaines s'étaient donc enrôlées tout simplement car on leur avait promis de la nourriture ou un emploi ou faute de choix viable. D'autres l'avaient fait pour emboîter le pas à leur conjoint. Plusieurs personnes interrogées ont laissé entendre que des adolescentes âgées de 15 à 17 ans avaient été recrutées de force dans les Forces unifiées nécessaires et étaient par la suite devenues les épouses d'officiers masculins.

56. Comme bon nombre de membres des Forces unifiées nécessaires, les femmes avec lesquelles le Groupe d'experts s'est entretenu ont décrit des conditions éprouvantes dans leurs centres de formation. Elles se sont plaintes de pénuries graves de nourriture, de médicaments, de savon et de produits sanitaires. « Il n'y a pas de matelas au sol, de nourriture ou de médicaments, il n'y a rien », a déclaré une officière de l'APLS dans l'opposition.

57. Les responsables du service médical d'un centre de formation se sont plaints de manquer de produits sanitaires, de gants médicaux, voire de matériel de base pour administrer les premiers soins. L'accès aux installations médicales hors du centre de formation était également entravé par les inondations et le mauvais état des routes. Le Groupe d'experts a appris que plusieurs femmes avaient fait une fausse couche, faute de traitement médical adéquat.

⁶⁴ Entretiens avec des observateurs internationaux, des représentants de la société civile et un haut commandant des Forces sud-soudanaises de défense du peuple qui travaille avec des femmes faisant partie du secteur de la sécurité, février 2023.

58. Les forces alliées au Gouvernement ont confirmé qu'elles recevaient des soldes mensuelles de 3 000 à 7 000 livres sud-soudanaises, un montant insuffisant pour vivre. Dans un centre de formation, les femmes appartenant à l'APLS dans l'opposition ont confirmé qu'elles n'avaient pas reçu de salaire. Elles passaient donc la plupart de leur temps à essayer de survivre en travaillant dans la communauté locale. Certaines vendaient du charbon de bois, et le Groupe d'experts a observé des fosses à charbon de bois tout autour du centre de formation. D'autres femmes coupaient et vendaient de l'herbe destiné à du chaume. Dans un centre de formation, une recrue a dit avoir perdu un œil en coupant de l'herbe, tandis qu'une autre a été amputée d'une jambe à la suite d'une infection, puis renvoyée des forces sans indemnisation.

59. Certaines femmes ont également évoqué, de manière plus générale, la faim et le désespoir qui les avaient poussées à avoir avec des officiers masculins des relations sexuelles qu'elles ont qualifiées de consenties. « Nous avons faim et n'avons pas de nourriture. Nous souffrons et cette situation nous contraint à être avec ces hommes, juste pour survivre »⁶⁵.

60. Plusieurs femmes ont donné naissance, certaines deux fois, durant ces trois années passées au centre de formation. Certaines ont par la suite été abandonnées par leur mari, tandis que des officiers masculins auraient refusé d'assumer la responsabilité d'enfants conçus dans le cadre de ces relations. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec plusieurs femmes qui dormaient avec leurs bébés et leurs jeunes enfants, sans matelas, à même le sol, dans des espaces exigus, avec d'autres membres des forces féminines.

61. Les femmes ont évoqué avec une grande exaspération les retards constants que rencontrait leur déploiement, d'autant plus que les conditions dans les camps de formation continuaient de se dégrader. Elles ressentaient dans le même temps de la fierté d'appartenir à un mouvement important et de l'espoir de décrocher un emploi à l'avenir. Elles ont décrit une expérience commune ces dernières années qui les avait unit à leur pays, qu'elles s'étaient engagées à servir. La plupart d'entre elles ont gardé espoir, disant qu'elles n'avaient pas de meilleure option. Dans l'un des centres de formation visité par le Groupe d'experts, pratiquement aucune femme n'avait déserté. « Nos esprits n'ont pas été brisés. Nous restons ici ». « Nous, les femmes, sommes fatiguées de cette guerre, nous voulons la paix. Nous ne désertons pas ». « Nous avons trop souffert pour baisser les bras maintenant »⁶⁶.

IV. Violences infranationales

62. Les violences infranationales ont continué de menacer la paix et la sécurité au Soudan du Sud, des faits graves ayant été enregistrés dans la plupart des régions du pays hors de Djouba et menaçant d'impliquer plusieurs signataires de l'accord de paix. Du fait de ces violences, en partie, les déplacements n'ont jamais été d'une telle ampleur depuis la signature de l'accord, tandis que l'acheminement de l'aide humanitaire était fréquemment entravé⁶⁷.

63. La majeure partie des violences infranationales dénotait une accumulation de multiples faiblesses dans le processus de paix à ce jour. L'action menée par le Gouvernement pour affaiblir les groupes d'opposition et récompenser les individus capables de commander une force militaire locale ont fragmenté le paysage politique

⁶⁵ Entretien avec une diplômée dans un centre de formation, janvier 2023.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: humanitarian snapshot », janvier 2023 et Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: humanitarian access snapshot », décembre 2022.

et de la sécurité. Les inondations, les déplacements et la crise humanitaire ont appauvri les populations et suscité une désillusion à l'égard du processus de paix, intensifiant les violentes rivalités autour de ressources rares et mobilisant des milices locales politisées par les élites. Du fait de son incapacité de créer une armée nationale unifiée, le Gouvernement n'a pas pu ou voulu intervenir efficacement.

A. Conséquences humanitaires des violences infranationales

64. L'effet humanitaire de ces violences infranationales a été considérable, compliquant les effets des inondations, des violences antérieures et de la crise économique.

65. D'après les projections, l'insécurité alimentaire aiguë devrait augmenter et toucher jusqu'à 7,76 millions de Sud-Soudanais au début de 2023, tandis que plus de 1,4 million d'enfants de moins de cinq ans devraient souffrir de malnutrition aiguë⁶⁸. Cela dépasse les niveaux d'insécurité alimentaire enregistrés lors des conflits de 2013 et de 2016⁶⁹. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire devrait également croître⁷⁰, plus des deux tiers de la population ayant déjà besoin d'une telle aide. Malgré cette situation, les travailleurs humanitaires ont continué d'être pris pour cible⁷¹ et de signaler des obstacles bureaucratiques et des entraves à l'accès⁷² et les convois alimentaires ont continué d'être visés⁷³.

66. Les effets des violences infranationales ont également été ressentis dans l'ensemble bien au-delà de la phase la plus intense. Malgré une réduction de la violence en 2023, par exemple, la sécurité alimentaire à Fachoda, Panyikang, Fangak et Pigi (région du Haut-Nil), a continué de pâtir énormément. Les agents humanitaires ont signalé des « obstacles persistants au transport fluvial » et indiqué qu'au moins 161 000 personnes avaient basculé dans des situations correspondant à la phase 4 (urgence) et 5 (famine) à compter de février 2023, en raison de la persistance des effets du conflit⁷⁴. Des agents humanitaires ont confirmé qu'ils avaient continué d'être harcelés et dévalisés par des milices opérant le long du Nil, en février 2023⁷⁵.

67. Dans ces conditions, la vie des femmes et des enfants au Soudan du Sud est restée marquée par la coercition, l'exploitation et la violence. Cette dynamique omniprésente transcendait l'âge, le lieu géographique et l'affiliation politique⁷⁶. Près

⁶⁸ Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, « South Sudan: acute food insecurity situation malnutrition octobre-novembre 2022 et projections pour décembre 2022-mars 2023 et avril-juillet 2023 », 3 novembre 2022.

⁶⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, déclaration au Conseil de sécurité sur la situation humanitaire au Soudan du Sud, 6 mars 2023 ([S/PV.9274](#)).

⁷⁰ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *Humanitarian Needs Overview: South Sudan 2023* (2022).

⁷¹ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: humanitarian access snapshot », janvier 2023.

⁷² Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: humanitarian access snapshot », décembre 2022. Plusieurs déclarations de responsables officiels mettant l'accent sur les obstacles bureaucratiques sont également conservées dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁷³ Rapports d'observateurs internationaux, février 2023. Voir également Lasuba Memo et Chany Ninrew, « Bandits loot relief food en route to Pibor », Eye Radio, 23 février 2023, et Moyo Jacob, « At least ten killed in Mangala boat attack », Eye Radio, 23 février 2023.

⁷⁴ Exposé au Groupe de la sécurité alimentaire, 8 février 2023.

⁷⁵ Entretiens avec des agents humanitaires et des observateurs militaires, février 2023.

⁷⁶ [A/HRC/52/26](#).

de 2,8 millions de personnes ont été exposées à des violences fondées sur le genre en 2023, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2022⁷⁷.

68. Ces violences se sont produites alors que les droits des femmes étaient censés avoir progressé au Soudan du Sud. Des tribunaux spécialisés dans la lutte contre les violences sexuelles et fondées sur le genre ont par exemple entamé leurs travaux⁷⁸. Bon nombre de femmes ont cependant noté que les progrès supposés sur les plans politique, social ou de la sécurité demeuraient superficiels et se limitaient à Djouba⁷⁹. Des mécanismes de justice supplémentaires, comme ceux spécialisés dans la violence de genre et les audiences foraines, ont été également inefficaces au regard de bon nombre de personnes⁸⁰, du fait qu'ils n'instruisaient pas les affaires d'atteintes et de violences sexuelles perpétrées par les soldats durant les principaux événements liés au conflit.

B. Région du Haut-Nil

69. Depuis juillet 2022, la région du Haut-Nil, notamment les États du Haut-Nil et de Jongléï, a connu une partie des combats les plus intenses qui soient au Soudan du Sud.

70. Les populations de la région du Haut-Nil sont parmi celles qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire dans le pays et sont lourdement touchées par des années successives d'inondations⁸¹. Avec la perte du bétail, des moyens de subsistance et de l'influence sur les affaires administratives locales qui en résulte, les populations qui étaient traditionnellement organisées pour se disputer le pouvoir au niveau national⁸² se sont dressées les unes contre les autres. Cette violence a été à son tour instrumentalisée tant par les commandants locaux que par les personnalités politiques nationales, qui ont favorisé les milices supplétives, tout en se disant incapables de réduire la violence⁸³.

71. Dans son rapport d'activité (S/2022/884), le Groupe d'experts a décrit l'origine de la violence parmi l'alliance Kit-Gwang manquée entre MM. Gatwech (SSi.002), Olony et Thomas Mabor Dhul. Les premiers affrontements autour de Tonga et de Megeinis se sont propagés et ont pris une tournure ethnique, tandis M. Olony pilonnait les forces de M. Gatwech, celles de l'APLS dans l'opposition et des civils nuer, à partir de péniches fluviales bien armées. La mobilisation de milices de jeunes Nuer qui en a résulté, dont celles qui étaient sous l'influence de Makuach Tut, un « prophète » nuer, a entraîné de graves violences et des attaques multiples au cœur du pays Shilluk dans le comté de Fachoda.

⁷⁷ Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *Humanitarian Needs Overview: South Sudan 2023*.

⁷⁸ Programme des Nations Unies pour le développement, « South Sudan's gender-based violence court inaugurated during #16DaysofActivism », 3 décembre 2020.

⁷⁹ Entretiens avec des représentantes du Gouvernement, de l'armée, de la société civile et d'organismes internationaux, février 2023.

⁸⁰ Entretiens avec des représentants de la société civile et un observateur juridique international, février-mars 2023. Sheila Ponnio, « Civil society rues burden of toothless GBV court », *The City Review South Sudan*, 24 novembre 2022 et Alex Bullen, « GBV cases on the rise, only 40 perpetrators convicted since 2020 », *The City Review South Sudan*, 22 février 2023.

⁸¹ Réseau de systèmes d'alerte rapide aux risques de famine, « High levels of food insecurity persist amid conflict and humanitarian access constraints », 23 janvier 2023.

⁸² Hannah Wild, Jok Madut Jok et Ronak Patel, « The militarization of cattle raiding in South Sudan: how a traditional practice became a tool for political violence », *Journal of International Humanitarian Action*, vol. 3, art. n° 2 (2018).

⁸³ Voir également Joshua Craze, *The Periphery Cannot Hold: Upper Nile since the Signing of the R-ARCSS* (Genève, Small Arms Survey, 2022).

72. En novembre 2022, les combats se sont poursuivis à Fachoda et alentour, notamment le 30 novembre, lorsque des milices nuer ont attaqué Aburoc, site d'un large camp de déplacés. Un nombre considérable de civils, en majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont été tués⁸⁴ et de 6 000 à 8 000 civils auraient été contraints de fuir⁸⁵.

73. Tandis que la violence se propageait, le Gouvernement a évacué à Djouba le 1^{er} décembre le roi des Shilluk, Reth Kwongo Dak Padiet⁸⁶. Le 7 décembre, le Président a annoncé le déploiement d'éléments des Forces sud-soudanaises de défense du peuple pour stabiliser la région⁸⁷.

74. À la suite de l'annonce, des milices de jeunes Nuer ont commencé à se replier vers le sud, ce qui a entraîné des accrochages entre eux et les forces de l'APLS dans l'opposition ainsi qu'avec les forces nuer restantes sous le commandement de M. Gatwech, notamment au sujet du contrôle des postes de contrôle lucratifs le long du Nil⁸⁸.

75. Selon les estimations, depuis le début du conflit en août 2022, jusqu'en décembre, près de 90 000 civils ont été déplacés dans le nord de l'État de Jonglei et dans l'État du Haut-Nil⁸⁹. En décembre, quelque 10 000 personnes déplacées ont été enregistrées en divers lieux à Kodok et alentour, notamment à la base opérationnelle temporaire de la MINUSS, tandis que quelque 1 400 se rendaient au site de protection des civils de Malakal⁹⁰.

76. Le lien entre les violences survenues dans l'État du Haut-Nil et la faiblesse du processus politique national est particulièrement évident, du fait qu'il trouve son origine dans les mesures prises par le Gouvernement pour diviser et affaiblir le M/APLS dans l'opposition par la voie de désertions.

77. De plus, tant le Gouvernement que l'APLS dans l'opposition ont joué un rôle de facilitation durant les diverses phases de la violence. Les forces de l'un et de l'autre ont autorisé le libre passage des milices sur leurs territoires à maintes occasions. Les barges de M. Olony ont par exemple régulièrement traversé le territoire contrôlé par

⁸⁴ Entretiens avec des organisations de la société civile, des agents humanitaires et des membres du personnel du secteur de la sécurité, novembre et décembre 2022.

⁸⁵ Entretiens avec des observateurs internationaux et des agents humanitaires, février 2023. Voir également Agenzia Fides, « Upper Nile: more than six thousand people forced to flee after the assault on the Aburoch reception camp », 6 décembre 2022, et Nations Unies, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Upper Nile, flash update No. 1 », 10 décembre 2022.

⁸⁶ Yiep Jospheh, « Shilluk King evacuated to Juba as security deteriorates in Haut-Nil », *The City Review South Sudan*, 2 décembre 2022.

⁸⁷ Obaj Okuj, « Military operation against armed militia under way in Chollo kingdom – SSPDF », Eye Radio, 8 décembre 2022. Voir également Keji Janefer, « President Kiir makes bold promise to secure Chollo land », *The City Review South Sudan*, 28 novembre 2022.

⁸⁸ Le poste de contrôle de Tonga, par exemple, permet d'engranger quelque 625 dollars par péniche, à chaque passage, d'après une étude de projet récente par International Peace Information Service sur l'économie politique des barrages routiers au Soudan du Sud en mai 2021. Rapports d'observateurs internationaux dans l'État du Haut-Nil et à Djouba, décembre 2022. Voir également Sudans Post, « Fresh fighting erupts in Tonja as Gatwech accuses Machar's forces of attack », 5 décembre 2022.

⁸⁹ D'après la Matrice de suivi des déplacements au Soudan du Sud de l'Organisation internationale pour les migrations, on estime que 49 250 civils ont été déplacés en raison du conflit à Fangak, Canal/Pigi et Panyikang. On estime que quelque 22 000 à 40 000 de plus ont été déplacés à Fachoda. Voir, par exemple, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « Thousands of children forced to flee escalating violence in South Sudan », communiqué de presse, 12 décembre 2022.

⁹⁰ Entretiens avec des acteurs humanitaires et des groupes de la société civile, décembre 2022.

les Forces sud-soudanaises de défense du peuple⁹¹, tandis que l'APLS dans l'opposition accusait ces dernières d'avoir autorisé les forces Agwelek à attaquer ses bases autour de Tonga⁹². Les forces de l'APLS dans l'opposition ont, quant à elles, été accusées d'avoir aidé les combattants de l'Armée blanche à franchir le Nil près de Diel⁹³.

78. Les commandants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple dans la région, qui étaient peut-être satisfaits de voir leurs adversaires s'affaiblir mutuellement, ont affirmé avoir reçu pour directives de Djouba de ne pas impliquer l'Armée blanche, de crainte qu'elle ne comporte des éléments de l'APLS dans l'opposition, tout combat risquant de violer l'accord de cessez-le-feu⁹⁴.

79. Les tentatives des dirigeants nationaux de qualifier les violences « d'intercommunautaires » et de « tribales » ont peut-être enhardi les milices civiles et exacerbé la violence contre les civils, tout en permettant aux responsables politiques et de la sécurité de nier toute responsabilité du supérieur hiérarchique, quand bien même ils avaient facilité les déplacements des milices⁹⁵.

80. En décembre 2022, par exemple, quelques responsables ont affirmé ne pas être en mesure de régler le conflit dans l'État du Haut-Nil et n'avoir aucune autorité sur les forces opérant dans l'État⁹⁶. Le Président a également indiqué qu'il était incapable de mettre un terme au conflit dans l'État du Haut-Nil⁹⁷, avant de clarifier ses propos par la suite, son attachement à la stabilité dans le secteur ayant été remis en cause.

C. Violences sexuelles à la suite d'une attaque contre Aburoc

81. Dans l'État du Haut-Nil, le Groupe d'experts s'est entretenu avec une adolescente de 17 ans qui a décrit les sévices sexuels qu'elle a subis durant des semaines, après avoir été capturée par l'Armée blanche.

82. Les viols et les violences sexuelles sont des sujets sensibles au Soudan du Sud. En plus des traumatismes, ils suscitent l'opprobre et d'autres problèmes pour la famille, comme la dépréciation du « prix de la dot ». C'est une des raisons pour lesquelles les violences sexuelles ont été instrumentalisées de façon aussi généralisée dans le cadre du conflit. Pour les mêmes raisons, il est rare d'obtenir des récits personnels détaillés des violences sexuelles subies. Le Groupe d'experts a par conséquent choisi de reprendre le compte rendu personnel suivant, qui a été anonymisé pour protéger la source et les personnes impliquées. Il n'a pas pu en

⁹¹ Entretiens avec des observateurs internationaux et des membres du personnel de la sécurité, décembre 2022-janvier 2023.

⁹² Entretiens avec des membres de l'APLS dans l'opposition, janvier 2023.

⁹³ Entretiens avec des observateurs internationaux, des personnes déplacées, des représentants des autorités et des responsables des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, décembre 2022-mars 2023.

⁹⁴ Entretiens avec des commandants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, janvier 2023.

⁹⁵ Entretiens avec un journaliste et des agents humanitaires, décembre 2022 et janvier 2023. Rapport d'un analyste du conflit du Haut-Nil, décembre 2022, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

⁹⁶ Elshiekh Chol, « We're helpless, says Upper Nile government on crisis in Chollo kingdom », 6 décembre 2022.

⁹⁷ Staff writer, « I can't stop those fighting in Upper Nile », says President Kiir », Eye Radio, 7 décembre 2022 (discours intégral conservé dans les dossiers du Groupe d'experts). Voir également *No. 1 Citizen Daily*, « Kiir clarifies 'I can't stop fighting in Upper Nile' remark », 8 décembre 2022 et annexe 12.

corroborer chaque détail mais le considère crédible, au vu de sa conformité à de nombreux récits indépendants de cet épisode de violence dans le Haut-Nil⁹⁸.

83. Le camp de déplacés d'Aburoc est situé dans le comté de Fachoda, dans le nord-est de l'État du Haut-Nil. Le 30 novembre 2022, après plusieurs jours de combats près du camp, il a été attaqué par l'Armée blanche.

84. L'adolescente a indiqué qu'elle avait été séparée de sa famille dans la panique qui avait suivi l'attaque et la dispersion des habitants du camp. Elle a été capturée par un groupe d'hommes dotés d'armes lourdes qui ont tué sous ses yeux des personnes âgées, des hommes et de jeunes garçons, tout en hurlant : « où sont vos hommes » ?

85. Le lendemain, les assaillants se sont répartis entre eux les civils et les vaches capturés. Des hommes armés ont pris trois ou quatre femmes, et d'autres des enfants qui n'avaient que trois ans. L'adolescente avec laquelle le Groupe d'experts s'est entretenu a été emmenée par un Nuer. Ils se sont déplacés vers le sud, avec un groupe plus important de civils et de bétail capturés, avant de s'arrêter à Wau Shilluk. C'est là qu'elle a cru voir le « prophète » nuér Makuach Tut, qui avait joué un rôle majeur dans la mobilisation des jeunes Nuér.

86. Après cinq jours de marche supplémentaires, ils sont arrivés dans un village du comté de Panyikang, sur la rive occidentale du Nil. Le lendemain matin, des hommes en tenue militaire les ont transportés ainsi que le bétail sur l'autre rive, à Diel, où ils ont rencontré d'autres civils enlevés.

87. Une fois à Diel, l'adolescente a été soumise à un violent esclavage sexuel, tout comme d'autres femmes et filles capturées. Elle a été notamment violée par de multiples hommes et a subi d'autres formes d'agressions sexuelles et de violences physiques et verbales prolongées. Elle a décrit le viol collectif régulier d'au moins une autre adolescente, âgée de 16 ans. Plusieurs des agresseurs portaient l'uniforme. Elle a également décrit des viols perpétrés contre des hommes, d'autres femmes et des enfants qui n'avaient que 7 ans.

88. L'adolescente a passé une quinzaine de jours à Diel, avant de marcher pendant trois jours vers un village où son ravisseur, qui la décrivait désormais comme sa femme, a commencé à construire un *tukul* (hutte) pour qu'ils y vivent. Elle continuait d'être régulièrement violée et battue.

89. Un habitant du village l'a aidée, ainsi que plusieurs garçons capturés, à fuir. Ils ont rejoint un lieu où ils ont été assistés par la Commission de secours et de relèvement du Soudan du Sud, qui les a emmenés au site de protection des civils de la MINUSS à Malakal. Elle a été réunie avec sa famille. Elle répugne encore à raconter ce qu'elle a vécu, redoutant l'opprobre, et souffre d'insomnies.

D. Zone administrative du Grand Pibor

90. De violents accrochages opposant des milices locales dans l'État de Jonglei en décembre 2022 ont entraîné le déplacement de près de 30 000 personnes de la Zone administrative du Grand Pibor, dominée par les Murle, occasionnant des destructions généralisées et des violations graves des droits humains, notamment bon nombre de décès et d'enlèvement de femmes et d'enfants⁹⁹.

⁹⁸ Les allégations graves contre les personnes citées qui n'ont pas pu être corroborées ont été éliminées.

⁹⁹ Nations Unies, Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire, « Violent clashes in South Sudan intensify the humanitarian situation », communiqué de presse, 29 décembre 2022, et

91. À compter du début de décembre 2022, après des mois de montée des tensions, les principales communautés ne faisant pas partie des Murle dans l'État de Jongleï, notamment les Lou Nuer et les groupes de Jikany Nuer et de Gawaar Nuer plus petits, ainsi que divers groupes Dinka Bor, dont les Dinka Twic du comté de Twic-Est et les Dinka Nyarweng du comté de Duk, ont participé à une mobilisation conjointe dans les secteurs d'Akobo, Uror, Nyerol et Duk dans les parties nord et ouest de l'État de Jongleï¹⁰⁰. À la fin du mois, les alliés armés Lou Nuer et Dinka ont lancé des offensives majeures contre des positions des Murle dans la partie centrale de l'État de Jongleï et contre les principales localités situées sur la route de Pibor¹⁰¹, incendiant plusieurs villages murle¹⁰².

92. Ces actes ont déclenché, à leur tour, des mobilisations défensives, ainsi que des attaques parallèles et des razzias de bétail par de jeunes murle en territoire nuer¹⁰³. Des armes lourdes, dont des mitrailleuses, des lance-roquettes et des armes antichar ont été utilisées au cours des combats¹⁰⁴.

93. L'enlèvement de femmes et d'enfants et les razzias de bétail par les forces de l'Armée blanche se sont poursuivis jusqu'en janvier 2023, lorsque des milliers de forces nuer et alliées ont fini par se retirer de la Zone administrative du Grand Pibor et se déplacer vers l'ouest vers la localité de Bor¹⁰⁵.

94. L'insécurité alimentaire dans l'État de Jongleï a été une des pires au Soudan du Sud durant l'année écoulée et a été accentuée par de graves inondations. Une situation correspondant à la phase 4 (urgence) a persisté dans la partie sud de l'État de Jongleï, tandis certaines poches connaissaient une situation correspondant à la phase 5 (famine) dans l'État de Jongleï et dans la Zone administrative du Grand Pibor¹⁰⁶.

95. Ces situations n'expliquent cependant pas à elles seules l'étendue des violences et des atteintes, notamment les attaques contre des structures humanitaires¹⁰⁷ ou les raisons pour lesquelles des femmes et des enfants ont été enlevés, violés et vendus, tandis que des points d'eau potable étaient systématiquement contaminés ou détruits¹⁰⁸.

MINUSS, « UNMISS and international partners gravely concerned about escalating violence in greater Jonglei », 28 décembre 2022.

¹⁰⁰ Rapports d'organisations humanitaires et d'observateurs internationaux dans l'État de Jongleï, décembre 2022.

¹⁰¹ Rapports d'observateurs internationaux dans l'État de Jongleï, décembre 2022. Voir également Radio Tamazuj, « Violence broke out in Pibor – official », 25 décembre 2022 et Wol Mapal, « 56 killed in ethnic violence in Pibor Administrative Area », Eye Radio, 27 décembre 2022.

¹⁰² Radio Tamazuj, « Villages destroyed as fighting intensifies in Pibor », 26 décembre 2022.

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Évaluation rapide du Grand Pibor conduite par une équipe conjointe de plusieurs organisations humanitaires. Rapport obtenu par le Groupe d'experts, janvier 2023.

¹⁰⁵ Rapports d'observateurs internationaux et d'organisations humanitaires, décembre 2022 et janvier 2023.

¹⁰⁶ Réseau de systèmes d'alerte rapide aux risques de famine, « Surge in conflict in western Upper Nile displaces thousands, driving emergency (IPC phase 4) outcomes », décembre 2022. Voir également le rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, « South Sudan: IPC acute food insecurity and acute malnutrition analysis, octobre 2022-juillet 2023 », 3 novembre 2022.

¹⁰⁷ Nations Unies, Bureau de la coordination de l'assistance humanitaire, « Humanitarian Coordinator a.i. in South Sudan condemns the killing of three aid workers », 11 janvier 2023. Photographies obtenues par le Groupe d'experts, janvier 2023. Corroboré par des rapports complémentaires d'organisations humanitaires, janvier 2023.

¹⁰⁸ Rapports obtenus de plusieurs agents humanitaires dans l'État de Jongleï, janvier-février 2023. Vidéos obtenues par le Groupe d'experts, janvier 2022. Voir également UNICEF, « UNICEF statement on abducted women and children in Pibor », communiqué de presse, 13 janvier 2023.

96. Des analystes locaux et des représentants des autorités ont par conséquent cherché à expliquer la violence comme étant la conséquence de l'exclusion politique prolongée de vastes segments de la population de l'État de Jongleï, qui avaient donc le sentiment d'avoir peu à perdre, après l'échec des dialogues locaux¹⁰⁹.

97. Les Lou Nuer, par exemple, estiment ne pas être suffisamment représentés sur le plan politique, malgré leurs contributions en temps de guerre à l'APLS dans l'opposition. Ils n'ont aucune attache pour l'actuel Gouverneur de l'État de Jongleï, Denay Chagor, un Lou Nuer désigné en 2020 qui ne bénéficie pas vraiment d'appui dans le secteur¹¹⁰ et est perçu par nombre comme étant redevable au Président. D'après les entretiens avec des représentants des autorités qui ont été obtenus par le Groupe d'experts, la mobilisation massive des Lou Nuer semble avoir été encadrée par plusieurs chefs spirituels influents locaux comme Dak Kueth¹¹¹.

98. De même, concernant les Murle, la création en 2020 de la Zone administrative du Grand Pibor qui est semi-autonome n'a pas produit les avantages escomptés, la partie sud de l'État de Jongleï ayant connu l'une des pires insécurités alimentaires dans le pays.

99. La même dynamique a réduit la capacité des hauts représentants de ces communautés, notamment au Gouvernement national, de gérer et de désamorcer la violence, laquelle s'est intensifiée et a persisté dans l'État de Jongleï, malgré les nombreuses tentatives des homologues nationaux et internationaux de mener une diplomatie au niveau local¹¹². Des responsables ministériels ont cherché à comprendre les raisons des combats et à y mettre un terme¹¹³, tandis que les parlementaires se sont contentés de condamner verbalement la violence¹¹⁴. Le Premier Vice-Président, M. Machar, n'a fait aucune déclaration publique sur la violence.

E. Violence liée au bétail dans l'État de l'Équatoria-Central

100. Bien que la violence liée au bétail soit profondément ancrée au Soudan du Sud, son intensité, sa persistance et sa propagation, récemment, dénotent une dégradation importante de la stabilité dans le pays. Les éléments de preuve recueillis par le Groupe d'experts indiquent que les forces gouvernementales, ou les milices qui y sont associées, se sont retrouvées de plus en plus mêlées à des violences liées au bétail, ce qui a entraîné une nouvelle rupture des relations entre bon nombre de communautés et le Gouvernement¹¹⁵.

¹⁰⁹ Débats auxquels ont notamment participé des représentants de l'État de Jongleï et de la Zone administrative du Grand Pibor aux niveaux national et des États. Voir Radio Miraya, « Nationwide discussion on peacebuilding », épisode 2150, 17 janvier 2022, et Radio Miraya, « Sanctions for those fuelling violence in Jongleï – The Round Table », épisode 2147, 14 janvier 2023.

¹¹⁰ Joshua Craze et Ferenc David Marko, « Death by peace: how South Sudan's peace agreement ate the grass roots », *African Arguments*, 6 janvier 2022.

¹¹¹ Ibid. Voir également, par exemple, Small Arms Survey, « Reaching for the gun », Sudan Issue Brief, n° 19, avril 2012 ; John Young, *Popular Struggles and Elite Co-optation: The Nuer White Army in South Sudan's Civil War* (Genève, Small Arms Survey, 2016) et Radio Miraya, « Sanctions for those fuelling violence in Jongleï – The Round Table », épisode 2147, 14 janvier 2023.

¹¹² Rapports d'observateurs internationaux dans l'État de Jongleï, novembre 2022-janvier 2023.

¹¹³ Entretien avec un représentant national de Pibor, janvier 2023. Voir également Wol Mapal, « Jongleï official: we are unable to arrest 'wild, heavily armed' raiders », Eye Radio, 13 janvier 2023, et Radio Miraya, « Nationwide: understanding the unfolding violent situation in Greater Pibor and Jongleï », épisode 2143, 5 janvier 2023.

¹¹⁴ Voir annexe 13.

¹¹⁵ Voir annexe 14.

101. L'État de l'Équatoria-Central a connu certaines des violences les plus intenses liées au bétail au cours de la période considérée, notamment dans le payam de Mangala et à Kajo Kaji.

102. Des migrations de plus en plus marquées d'éleveurs et de leur bétail ont été constatées dans les États de l'Équatoria depuis l'État de Jongleï, ce qui a fait monter les tensions parmi les populations locales¹¹⁶, dont plusieurs sont principalement agricoles, et les éleveurs dinka bor nouvellement arrivés. Si la taille et la propriété des troupeaux font rarement l'objet d'un débat public au Soudan du Sud, les entretiens du Groupe d'experts laissent entendre que beaucoup de troupeaux qui migrent sont liés à de hauts responsables politiques et de la sécurité, qui peuvent compter sur les forces de sécurité pour protéger leur bétail¹¹⁷. Les troupeaux migrent car ils sont en quête de meilleurs pâturages et cherchent à fuir les inondations et la menace de razzias dans l'État de Jongleï. Leur présence est à présent une des principales causes d'animosité entre les populations des États de l'Équatoria et le Gouvernement¹¹⁸. Beaucoup pensent que la présence d'éleveurs dinka dans la région est devenue un moyen d'occuper et d'accaparer des terres¹¹⁹. Au moins deux décrets présidentiels, promulgués en avril 2015¹²⁰ et en octobre 2017¹²¹, respectivement, ainsi que plusieurs appels des autorités de l'État¹²² ont visé, sans succès, à obtenir l'expulsion des éleveurs de bétail.

103. Des violences opposant des membres de la communauté des Bari et des éleveurs armés dinka bor ont éclaté dans le payam de Mangala (État de l'Équatoria-Central) en décembre 2022, suscitant un affrontement le 15 décembre 2022 au cours duquel au moins 16 personnes ont été tuées et plusieurs blessées¹²³. Des éléments des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont été déployés pour désamorcer la situation, mais aussi aider, semble-t-il, les éleveurs dinka bor¹²⁴.

104. D'après des sources gouvernementales, des milliers de civils ont été déplacés au lendemain des combats¹²⁵ et plusieurs villages ont été incendiés¹²⁶. Le 24 décembre

¹¹⁶ Voir par exemple S/2021/566, S/2022/468 et S/2022/689.

¹¹⁷ Entretiens avec des observateurs internationaux et nationaux et des représentants d'organisations humanitaires et de la société civile, janvier-mars 2023. Des vidéos des forces de sécurité récupérant du bétail identifié comme appartenant à un responsable du secteur de la sécurité sont également conservées dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹¹⁸ Entretiens avec des représentants de la société civile, décembre 2022-février 2023. Voir annexes 15 et 16.

¹¹⁹ Voir annexe 15. Voir également Lakes State Media, « Are Jieng cows being used as pretext for another Kokora 2? », 10 janvier 2023, et South Sudan Eagle Media, déclaration d'un ancien maire de la ville de Djouba, 4 janvier 2023, dont le texte est conservé dans les dossiers du Groupe d'experts, et rapports d'agents humanitaires, janvier 2023.

¹²⁰ Sudan Tribune, « South Sudan President issues decree separating cattle camps from farmland », 8 avril 2015.

¹²¹ David Manyang Mayar, « South Sudan President tells cattle keepers in Equatoria to go home », VOA Afrique, 30 octobre 2017.

¹²² No. 1 Citizen Daily, « Adil orders immediate evacuation of Jongleï herders after 9 killed », 25 juin 2022 et Staff writer, « Adil gives herders 72-hour ultimatum to leave for their areas », Eye Radio, 14 novembre 2022.

¹²³ Rapports d'observateurs internationaux et d'organisations humanitaires, décembre 2022.

¹²⁴ Ibid. Voir également l'entretien avec un journaliste qui a couvert l'incident, décembre 2022, et Sudans Post, « Top lawmaker says government soldiers involved in latest attack on villagers in Central Equatoria », 17 décembre 2022. <https://www.sudanspost.com/army-involved-in-attack-on-civilians-in-mangala-payam-lawmaker/>

¹²⁵ Radio Tamazuj, « Mangala clashes leave 3,000 displaced, says chief », 22 décembre 2022. Voir également Radio Tamazuj, « Mangala remains deserted as calm slowly returns: chief », 5 janvier 2023.

¹²⁶ Ibid. Voir également des rapports d'observateurs internationaux et d'agents humanitaires, janvier 2023.

2022, une délégation gouvernementale s'est rendue à Mangala pour inspecter le secteur¹²⁷. Le lendemain, des éléments des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont pilonné plusieurs îlots situés dans le Nil, où des civils bari déplacés avaient trouvé refuge¹²⁸. Un porte-parole des Forces sud-soudanaises de défense du peuple a déclaré que les attaques étaient justifiées, car la population de Mangala hébergeait des rebelles du Front de salut national¹²⁹. La déclaration a suscité la condamnation de la population bari¹³⁰. Le Front de salut national a également nié toute présence à Mangala et toute participation aux violences¹³¹. Le porte-parole des Forces sud-soudanaises de défense du peuple a déclaré par la suite que l'opération à Mangala avait été « suspendue jusqu'à nouvel ordre »¹³², tout en mettant en garde les chefs de la communauté contre le fait de donner des « directives » sur des affaires militaires¹³³.

105. De même, le 2 février 2023, au moins 29 civils de l'Équatoria¹³⁴, dont quatre agents humanitaires¹³⁵ et une femme ont été tués par des éleveurs armés dinka bor à Kajo Kaji, en collaboration, semble-t-il, avec des éléments des Forces sud-soudanaises de défense du peuple¹³⁶. Les tueries ont déclenché un cycle d'attaques en représailles à Kajo Kaji et alentour et sont survenues après l'assassinat, en janvier, d'un chef local et de razzias contre des troupeaux de bétail dinka bor par une milice locale de l'Équatoria-Central¹³⁷.

106. Le Gouvernement de l'État a décrit les tueries le 2 février comme des « meurtres [brutaux], d'une habitation à l'autre, de civils innocents non armés » qui ont été emmenés de chez eux ou « qui se trouvaient près de points d'eau » et ont été tués « en groupes »¹³⁸. Des chefs religieux sud-soudanais ont qualifié les meurtres de « massacre »¹³⁹.

107. Comme à Mangala, des allégations d'accaparement de terres par des éleveurs dinka bor ont commencé à circuler à Kajo Kaji. Le Front de salut national, par exemple, a décrit une « fureur meurtrière délibérée, visant à déplacer des personnes pour occuper leurs terres »¹⁴⁰. Une intensification des discours de haine en ligne a été

¹²⁷ Voir annexe 16.

¹²⁸ Ibid. Voir également des rapports d'observateurs humanitaires et d'agents humanitaires, décembre 2022 et janvier 2023. Déclaration d'un représentant de haut rang des Bari et ancien représentant du gouvernement, 4 janvier 2023.

¹²⁹ Radio Tamazuj, « At least 5 rebels killed on Christmas Day clashes in Mangala: army says », 27 décembre 2022.

¹³⁰ Voir annexe 16. Voir également South Sudan Eagle Media, entretien avec l'ancien maire de la ville de Djouba sur la situation à Mangala, 3 janvier 2023, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹³¹ Voir annexe 17.

¹³² No. 1 Citizen Daily, « SSPDF freezes response to Mangala slaughter until further notice », 9 janvier 2023.

¹³³ No. 1 Citizen Daily, « Troop withdrawal isn't community business: SSPDF », 11 janvier 2023.

¹³⁴ Rapport d'observateurs internationaux, février 2023. Rapport d'évaluation humanitaire obtenu par le Groupe d'experts, mars 2023. Voir annexe 18.

¹³⁵ Voir annexe 19.

¹³⁶ Évaluations et entretiens sur le terrain menés par des agents humanitaires et des observateurs internationaux, examinés par le Groupe d'experts, février-mars 2023. Voir également MINUSS, « UNMISS strongly condemns deadly violence in Kajo Kaji Central Equatoria State », 5 février 2023 et annexes 18 à 23.

¹³⁷ Sudans Post, « 25 cows shot dead to revenge killing of community chief », 24 janvier 2023. Vidéo de jeunes armés tuant du bétail à Kajo Kaji, janvier 2023, conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹³⁸ Voir annexe 20.

¹³⁹ L. Memo, « Archbishop Welby aggrieved by Kajo Kaji 'massacre' », Eye Radio, 4 février 2023. Voir également Radio Tamazuj, « 'My husband died in vain' – VP Nyandeng laments », 5 février 2023.

¹⁴⁰ Voir annexe 22.

signalée à la suite des meurtres¹⁴¹. Lors de propos tenus devant la population locale, le Vice-Président, Wani Igga, lui-même originaire de l'État de l'Équatoria-Central, a déclaré que les éleveurs à Kajo Kaji étaient des « magiciens » et des « sorciers » dont on pouvait se débarrasser en leur « pinçant le nez »¹⁴².

108. Les tueries ont également eu un profond effet humanitaire. D'après les évaluations menées par diverses organisations humanitaires, près de 3 480 familles, soit quelque 10 100 personnes, avaient été déplacées à la mi-février 2023, créant de vastes mouvements de réfugiés vers l'Ouganda voisin¹⁴³. Des denrées alimentaires ont également été pillées, des habitations incendiées et un grand nombre de personnes déplacées ont signalé des « maltraitements » de la part des gardiens de troupeaux, notamment des violences sexuelles¹⁴⁴.

109. Les autorités nationales et locales ont tenu des propos contradictoires, annonçant le déploiement de forces à Kajo Kaji afin de déplacer par la force les éleveurs dinka bor¹⁴⁵, tout en affirmant qu'un ordre présidentiel visant à refouler les éleveurs avait déjà été mis à exécution¹⁴⁶. Des habitants ont affirmé que les forces déployées s'employaient à protéger les éleveurs dinka bor plutôt que les civils¹⁴⁷. Les éleveurs auraient participé à de nouvelles attaques en plusieurs points de Kajo Kaji, alors même qu'ils étaient escortés vers la sortie, sous la protection des Forces sud-soudanaises de défense du peuple¹⁴⁸.

F. Diminution des violences infranationales dans l'État des Lacs

110. L'État des Lacs a servi d'important contrepoids à la fréquence des violences infranationales au Soudan du Sud, la violence y ayant baissé durant la période considérée¹⁴⁹. Bon nombre de personnes l'ont attribué à l'application de la loi par le Gouverneur, Rin Tueny Mabor, sous forme d'opérations militaires rapides de grande envergure, qui contournaient souvent la protection juridique. Sa popularité a donc grimpé en flèche parmi une partie des habitants de l'État. D'autres ont affirmé que ses succès avaient été obtenus à un coût trop élevé¹⁵⁰.

¹⁴¹ Sudans Post, « Watchdog 'disturbed' by war of words on social media over Kajo Kaji killings », 5 février 2023.

¹⁴² Ibid. Voir également Sudans Post, « VP Igga claims herders behind Kajo Kaji killings are 'witches' seeking to overthrow Kiir from power », 9 février 2023.

¹⁴³ Rapports d'évaluation humanitaire rapide, 6 février 2023 et 18 février 2023, conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Sudans Post, « Army commanders ordered to oust cattle herders from Central Equatoria », 15 février 2023. Voir également la déclaration du Bureau du Président, 10 février 2023.

¹⁴⁶ Radio Tamazuj, « Wizards who killed people in Kajo Kaji are anti-government », VP Wani Igga », 8 février 2023.

¹⁴⁷ Entretiens avec des habitants, menés par des observateurs internationaux, obtenus par le Groupe d'experts, février 2023. Voir également *The Dawn*, « Evicted cattle herders await screening at Kaya Bridge », 15 février 2023, article conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹⁴⁸ Entretiens avec des membres de la société civile locale, février 2023. Entretiens avec des habitants, menés par des observateurs internationaux, examinés par le Groupe d'experts, février 2023.

¹⁴⁹ Rapports annuels et trimestriels sur la violence qui touche les civils, établis par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de janvier 2020 à décembre 2022.

¹⁵⁰ Entretiens menés avec des représentants de la société civile et des droits humains, un journaliste, des observateurs nationaux et des responsables gouvernementaux, mai-octobre 2022. Déclarations dans les médias sociaux faites par des membres de la communauté, conservées dans les dossiers du Groupe d'experts.

111. M. Tueny Mabor a pris ses fonctions de Gouverneur en juin 2021, promettant de débarrasser l'État des tueries, des raids et des embuscades sur les routes¹⁵¹. Il a été l'un des premiers à recevoir de nouveaux véhicules blindés de transport de troupes et autre matériel militaire¹⁵². Sa stratégie a encouragé des responsables locaux et des officiers de haut rang dans les divers organes de sécurité à employer une force létale et la peine de mort pour réprimer la violence¹⁵³. Ce mandat, qui a été étendu au niveau des comtés, a été interprété par leurs chefs comme une approbation des exécutions extrajudiciaires¹⁵⁴.

112. Sous sa conduite, le nombre d'exécutions extrajudiciaires et de détentions illégales dans l'État des Lacs a augmenté. D'avril à mai 2022, par exemple, au moins 15 personnes ont été exécutées par les forces de sécurité sur ordre du Gouverneur ou des chefs de comtés locaux¹⁵⁵. Des dizaines d'arrestations et de détentions arbitraires ont également été consignées¹⁵⁶ et, selon une organisation de la société civile, au moins 18 centres de détention demeuraient opérationnels¹⁵⁷. Parmi les victimes de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'exécutions extrajudiciaires, on trouve des chefs locaux¹⁵⁸, des civils¹⁵⁹ et des membres de divers organes de sécurité¹⁶⁰. Malgré ces campagnes, l'État des Lacs a également connu une augmentation du nombre de razzias de bétail et de violences au début de 2023, en particulier le long de la frontière avec les États de Ouarrap et de l'Unité¹⁶¹.

V. Armes

A. Achat de véhicules blindés de transport de troupes

113. Le 28 décembre 2022, le Président a assisté à une cérémonie au quartier général militaire des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Bilpham (Djouba), à

¹⁵¹ Déclaration à la presse faite par le service de presse du Gouverneur de l'État des Lacs, 20 juillet 2021. Voir également South Sudan Broadcasting Corporation, « Governor Rin Tueny Mabor's instructional communication to the organized forces », Facebook, 10 juin 2022.

¹⁵² Voir S/2022/359. Voir également South Sudan Broadcasting Corporation, « 16th May SPLA Day celebration in Rumbek », Facebook, 16 mai 2022.

¹⁵³ Entretiens avec des observateurs des droits humains, juin 2022. Voir également Lakes State Media, Welcoming of new Governor General Rin Tueny Mabor, 21 juin 2021.

¹⁵⁴ Entretiens avec des observateurs des droits humains et des habitants, juin 2022. Rapports d'observateurs internationaux, juin-septembre 2022.

¹⁵⁵ Données recueillies par des observateurs des droits humains, obtenues par le Groupe d'experts, juin 2022. Entretiens avec des observateurs des droits humains dans l'État des Lacs, juin 2022.

¹⁵⁶ Données recueillies par des observateurs des droits humains, obtenues par le Groupe d'experts, juin 2022. Rapports d'observateurs internationaux, juillet-novembre 2022. Voir également Charles Wote, « Activist documents 62 unlawful proxy arrests in Lakes State », Eye Radio, 8 février 2022.

¹⁵⁷ Entretien avec le représentant d'une organisation de la société civile, juin 2022.

¹⁵⁸ Déclaration faite par des habitants, 30 janvier 2023, conservée dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également annexe 24, Charles Wote, « Lakes government probes torture of paramount chief by soldiers », Eye Radio, 30 janvier 2023, et Radio Tamazuj, « 4 SSPF soldiers arrested for torture of Yirol East chief », 2 février 2023.

¹⁵⁹ Rapports d'observateurs des droits humains et entretiens avec des représentants de la société civile, juin-novembre 2022. Voir, par exemple, Northern Corridor Morning Post, « Lakes State government detained teachers at Rumbek's Panda Military Barracks », Facebook, 23 juin 2022, et Radio Tamazuj, « 12 teachers arrested for rejecting salary arrears without increments in Lakes State », 21 juin 2022.

¹⁶⁰ Voir annexe 24. Entretiens avec des habitants et des proches de victimes et rapports d'observateurs nationaux et internationaux et d'observateurs des droits humains, juin-septembre 2022. Messages dans les médias sociaux examinés par le Groupe d'experts, mai 2022.

¹⁶¹ Rapports d'observateurs internationaux, février-mars 2023. Voir également Radio Tamazuj, « 11 suspected cattle raiders arrested in Panyijiar county », 20 février 2023, et Radio Tamazuj, « Rumbek North, Tonj East clashes death toll rises to 151 », 7 mars 2023.

l'occasion de l'envoi officiel d'un bataillon de 700 à 750 soldats qui participera à la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est dans la partie est de la République démocratique du Congo¹⁶².

114. On voit sur plusieurs photographies de la cérémonie au moins 10 véhicules blindés de transport de troupes¹⁶³. Ils sont distincts, sur le plan du modèle et de la couleur, de ceux achetés en violation de l'embargo sur les armes à la fin de 2021 ou au début de 2022, décrits en détail dans le rapport final du Groupe d'experts (S/2022/359). Ils sont également distincts de ceux dont on sait qu'ils ont été achetés par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple avant l'imposition par le Conseil de sécurité des mesures d'embargo sur les armes dans sa résolution 2428 (2018)¹⁶⁴.

115. Le Groupe d'experts a répertorié un véhicule disponible sur le marché qui correspond à ceux observés au Soudan du Sud, souvent commercialisés sous le nom de Titan-S¹⁶⁵. Il s'agit d'une version blindée et très modifiée d'un véhicule civil disponible sur le marché. En termes de commercialisation, il s'agit du modèle de 2019¹⁶⁶. Du fait que plusieurs sociétés semblent vendre le véhicule en question, le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de confirmer la chaîne logistique de l'entrée des véhicules au Soudan du Sud.

116. Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse des trois États Membres concernés, à la suite de sa demande d'assistance. Ils n'ont présenté aucun rapport d'inspection comme suite aux dispositions des paragraphes 7 à 10 de la résolution 2428 (2018) depuis son adoption et les résolutions ultérieures en portant prorogation.

117. Plusieurs sociétés dans le secteur des véhicules blindés ont déclaré au Groupe d'experts qu'il était courant pour les entreprises de copier des modèles de concurrents ou de revendre simplement les véhicules sous un nouveau logo ou comme nouvelle marque¹⁶⁷. Certaines ont également noté que les sociétés pouvaient souvent se réincorporer ou changer de nom à la suite d'une action légale dans le secteur ou comme moyen de contourner les sanctions. Dans certains cas, le Groupe d'experts a été informé que les sociétés pouvaient utiliser des marques factices pour échapper à la détection. « L'apposition d'un logo ou d'un symbole peut dénoter un changement de direction car elles ne veulent pas se retrouver prises dans des sanctions »¹⁶⁸.

118. Un budget supplémentaire de 6,69 millions de dollars a été alloué au déploiement d'un contingent des Forces sud-soudanaises de défense du peuple dans la force de la Communauté d'Afrique de l'Est¹⁶⁹. D'après les documents originaux des Forces sud-soudanaises qui ont été examinés par le Groupe d'experts, les troupes déployées dans le cadre de la mission sont rémunérées selon le barème des traitements en cours des Forces sud-soudanaises¹⁷⁰. Les salaires ne représentent donc, en toute

¹⁶² Voir S/2022/884. Voir également Sudan Tribune, « Kiir flags battalion size for DRC peacekeeping mission », 29 décembre 2022.

¹⁶³ Voir annexe 25.

¹⁶⁴ Voir S/2016/70.

¹⁶⁵ Des experts indépendants du secteur de la production des véhicules blindés de transport de troupes ont corroboré l'identification.

¹⁶⁶ Matériel de commercialisation d'un fabricant connu, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts. Une autre société a cependant déclaré au Groupe d'experts que le modèle en question serait, d'après elle, une imitation d'un modèle antérieur, qui avait été établi autour de 2010.

¹⁶⁷ Entretiens avec des employés de sociétés relevant du secteur des véhicules blindés de transport de troupes, janvier-mars 2023.

¹⁶⁸ Entretien téléphonique avec l'employé d'une société de véhicules blindés de transport de troupes, février 2023.

¹⁶⁹ Voir, par exemple, Obaj Okuj, « South Sudan joins Kenya in sending troops to DR Congo », Eye Radio, 5 décembre 2022.

¹⁷⁰ Documents confidentiels conservés par le Groupe d'experts.

probabilité, qu'une fraction des fonds alloués¹⁷¹. Les responsables des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont déclaré que les fonds étaient principalement affectés au « matériel »¹⁷².

119. Alors que des armes lourdes avaient été montées sur tous les véhicules qui avaient été paradés, le Groupe d'experts n'a pas pu déterminer si elles l'avaient été avant ou après leur importation au Soudan du Sud. Indépendamment de cela, étant donné qu'au regard de la résolution 2428 (2018), dont les dispositions ont été renouvelées récemment dans la résolution 2633 (2022), tous les États Membres sont tenus d'empêcher la fourniture « d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les matériels militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées correspondantes », le Groupe d'experts considère que l'importation de véhicules militaires est une violation de l'embargo sur les armes, aucune demande de dérogation n'ayant été faite au sujet de leur importation.

B. Forces fluviales

120. Les forces fluviales sud-soudanaises sont devenues une composante de plus en plus importante des forces militaires du pays ces dernières années, notamment du fait de l'intensification des menaces qui pèsent sur la mobilité le long du Nil. En février 2023, par exemple, les membres de l'unité fluviale ont participé à des opérations militaires à Gondokoro (État de l'Équatoria-Central)¹⁷³.

121. En avril 2022, le général de corps d'armée Garang Ayii Akol, également Coprésident du Conseil de défense conjoint, a été désigné commandant des « forces riveraines »¹⁷⁴. Dans des photographies et des vidéos diffusées par les forces riveraines, il procède tout au long de 2022 à la mise à l'essai de diverses composantes de la flotte, constituée de plusieurs navires dotés de matériel de navigation avancé¹⁷⁵. Trois sources ayant connaissance de la flotte ont déclaré au Groupe d'experts que bon nombre de ces navires avaient été considérablement réaménagés en plusieurs phases de 2020 à 2022, notamment au moyen de nouveau matériel de navigation et de nouveaux moteurs¹⁷⁶. Les images satellite étudiées par le Groupe d'experts cadrent avec cette affirmation, indiquant que les patrouilleurs étaient d'abord à quai à Djouba en mai 2021 et que de 5, ils étaient passés à 11 en état de naviguer à compter de juillet 2021, des sources confidentielles confirmant l'achat de pièces relatives à des navires supplémentaires¹⁷⁷.

122. Le Groupe d'experts a également confirmé au moyen de ses entretiens que ces dernières années, l'armée sud-soudanaise, notamment ses forces fluviales, avait eu des contacts avec des gouvernements d'autres pays¹⁷⁸ et collaboré avec des sociétés privées pour moderniser ses capacités militaires et techniques. Il a vu plusieurs propositions et contrats liés à la fourniture de matériel militaire supplémentaire mais

¹⁷¹ Selon les barèmes officiels, un lieutenant-colonel gagne 9 466 livres sud-soudanaises par mois, un capitaine 8 580 livres et un lieutenant 8 419 livres, tandis qu'un simple soldat gagne 2 534 livres. Voir annexe 26.

¹⁷² Alex Bullen, « SSPDF: Lul speaks on deployment money, but questions abound », *The City Review South Sudan*, 11 janvier 2023.

¹⁷³ Voir annexe 27.

¹⁷⁴ Texte de la déclaration du Bureau du Président, avril 2022, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts. Voir également Emmanuel Akile, « Full list: Kiir unifies command structure », *Eye Radio*, 13 avril 2022.

¹⁷⁵ Voir annexe 28.

¹⁷⁶ Entretiens avec des sources confidentielles ayant connaissance de la flotte, mars 2023.

¹⁷⁷ Ibid. Images satellite conservées dans les dossiers du Groupe d'experts.

¹⁷⁸ Voir annexe 29.

n'a pas pu confirmer s'il avait été livré dans ces cas¹⁷⁹. En mars 2023, M. Akol a été chargé de l'ensemble des achats des Forces sud-soudanaises de défense du peuple¹⁸⁰.

VI. Espace civique

123. Pendant la période considérée, les autorités sud-soudanaises ont continué de s'en prendre à des activistes de la société civile, à des journalistes, à des travailleurs dans les médias, à des manifestants, à des avocats et à des défenseurs des droits humains dans tout le pays et dans la région¹⁸¹. Ces faits constituent non seulement de graves violations des droits humains en soi, mais mettent également à rude épreuve la perspective de la tenue d'élections libres et équitables.

124. La perturbation des activités en ligne perçues comme étant critiques des autorités a fait l'objet d'un examen de plus en plus minutieux. Les autorités sud-soudanaises ont cherché à restreindre le matériel disponible en ligne, empêchant les journalistes de filmer des manifestations¹⁸² et lançant une mise en garde contre « l'utilisation à mauvais escient » de la liberté d'expression¹⁸³. Dans certains cas, les autorités gouvernementales s'en sont prises également aux personnes qui produisaient des contenus importants en ligne.

A. Opérations spéciales contre les activistes

125. Morris Mabior Awikjok, un activiste et réfugié sud-soudanais vivant au Kenya a été enlevé de son domicile le 4 février 2023 à Nairobi et ramené à Djouba le 5 février¹⁸⁴.

126. M. Mabior Awikjok est un activiste sud-soudanais qui aurait été poussé à l'exil, après avoir proféré des critiques contre Akol Koor, le Directeur de la section interne du Service national de sécurité, notamment sur sa page Facebook, où il compte un nombre important d'adhérents¹⁸⁵.

127. Le 4 février 2023, en collaboration avec au moins un agent sud-soudanais, des agents de sécurité kényans armés ont pénétré par effraction au domicile de M. Mabior Awikjok à Nairobi¹⁸⁶. Ils ont confisqué ses téléphones, son ordinateur portable et les documents de voyage des membres de sa famille et ont remis M. Mabior Awikjok à

¹⁷⁹ Entretiens menés avec des représentants de sociétés privées, décembre 2022 et mars 2023.

Messages dans les médias sociaux examinés par le Groupe d'experts, décembre 2022-mars 2023.

¹⁸⁰ Alhadi Hawari, « Chief of Defence Force reshuffles SSPDF command », Eye Radio, 4 mars 2023.

¹⁸¹ Voir annexes 30 à 32.

¹⁸² Daniel Garang Dent, « Journalists told not use phones for covering events », The Radio Community, 13 octobre 2022.

¹⁸³ Emmanuel Akile, « Deputy Minister of ICT cautions against abuse of freedom of expression », Eye Radio, 17 novembre 2022.

¹⁸⁴ Entretiens avec des sources confidentielles ayant une connaissance directe de l'affaire, février 2023. Voir également Emily Chebet, « Puzzle of missing South Sudanese national abducted from his Nairobi home by alleged police officers », Citizen Digital, 8 février 2023, Citizen TV Kenya, « South Sudanese activists allegedly arrested in Nairobi », vidéo sur YouTube, 8 février 2023, annexes 33 à 35, Nyagoah Tut Pur, « South Sudanese refugee goes missing in Kenya », Human Rights Watch, 19 février 2023, et Front-line Defenders, « Arbitrary arrest and detention of human rights defender Morris Mabior Awikjok », 10 février 2023.

¹⁸⁵ Messages sur Facebook examinés par le Groupe d'experts. Preuves de tentatives de médiation entre MM. Mabior Awikjok et Koor, obtenues par le Groupe d'experts, février 2023. Entretien avec un médiateur, février 2023.

¹⁸⁶ Entretiens avec des sources confidentielles ayant une connaissance directe de l'affaire, février 2023. Documents juridiques déposés auprès de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, février 2023, conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

des agents de la sécurité nationale sud-soudanais¹⁸⁷. Les autorités kényanes ont justifié cette arrestation en l'accusant d'être un suspect terroriste¹⁸⁸. Il a été transporté par avion à Djouba le lendemain et transféré dans un centre de détention du Service national de sécurité¹⁸⁹.

128. Dans les jours qui ont suivi la détention de M. Mabior Awikjok, les membres de sa famille au Kenya ont subi un harcèlement en ligne par des agents du Service national de sécurité¹⁹⁰ et ont été contraints de se cacher provisoirement, après avoir fait l'objet de plusieurs menaces¹⁹¹.

129. On peut voir dans des documents financiers des éléments de preuve relatifs à des opérations à l'étranger menées par les forces de sécurité sud-soudanaises. Un audit public de fonds, effectué par le Fonds monétaire international (FMI) et publié en 2020 comprend par exemple des allocations visant à financer des « activités externes », dont 1,3 million de dollars à l'intention d'attachés du Bureau du renseignement, une section du Service national de sécurité¹⁹².

B. Augmentation des cyberattaques

130. En février 2023, les sites des médias sociaux des deux principaux organes sud-soudanais, Radio Tamazuj et Sudans Post, et la page privée d'au moins un rédacteur en chef ont été piratés¹⁹³. Des pages ont été défigurées sur de nombreuses plateformes et une partie du contenu a été éliminée.

131. Aucun assaillant n'a été identifié ni n'a revendiqué la responsabilité de ces actes. Les deux médias ont toutefois observé une augmentation des cyberattaques dans les jours qui ont suivi leurs reportages sur des faits de sécurité très médiatisés au Soudan du Sud¹⁹⁴.

132. Les attaques reflètent une tendance plus large, qui a été observée par bon nombre d'activistes et d'organisations de la société civile sud-soudanaise. Selon une étude récente menée par des organisations de la société civile sud-soudanaise, « l'imposture », le piratage des médias sociaux et les attaques « diffamatoires » sont les formes les plus communes de cybercriminalité dans le pays, une augmentation récente ayant été constatée¹⁹⁵.

133. Le Service national de sécurité, l'Autorité nationale des communications et le Ministère de l'information et des services postaux se sont efforcés de renforcer le contrôle exercé par le Gouvernement sur Internet et les flux d'information en ligne. Ces récents mois, de hauts représentants de l'Autorité et du Ministère ont noué de nouveaux partenariats régionaux pour améliorer leurs capacités, consolider la

¹⁸⁷ Ibid.

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ Entretiens avec des activistes sud-soudanais dans la région, des membres du personnel de la sécurité et des agents commerciaux, février 2023.

¹⁹⁰ Messages dans les médias sociaux et d'autres documents examinés par le Groupe d'experts, février 2023.

¹⁹¹ Entretiens avec des sources confidentielles ayant une connaissance directe de l'affaire et des acteurs de la société civile, février 2023.

¹⁹² Chambre nationale de l'audit, Audit de la facilité de crédit rapide de novembre 2022 fait par le Fonds monétaire international, 9 septembre 2021.

¹⁹³ Entretien avec l'éditeur-en-chef de Sudans Post, février 2023, Radio Tamazuj, « Alert: Radio Tamazuj official Twitter handle hacked », 16 février 2023, et Sudans Post, « Yakani decries cyberattacks on Sudans Post, Radio Tamazuj », 18 février 2023.

¹⁹⁴ Entretiens avec des journalistes et des rédacteurs, février et mars 2023.

¹⁹⁵ Entretien avec un expert sud-soudanais de la cybersécurité, février 2023.

mainmise du Gouvernement sur les infrastructures liées à Internet et s'employer ensemble à écarter les cybermenaces¹⁹⁶.

VII. Ressources publiques

A. Recettes pétrolières

134. La production pétrolière au Soudan du Sud est remontée autour de 150 000 à 160 000 barils par jour¹⁹⁷, bien que des inondations continuent d'entraver la production dans l'État du Haut-Nil. Le pétrole continue de représenter plus de 90 % des recettes publiques et pratiquement l'ensemble des exportations, tout en servant également à appuyer la majeure partie des emprunts extérieurs de l'État¹⁹⁸.

135. Alors que la dépendance au pétrole expose le Soudan du Sud aux chocs pétroliers, le prix du brut a été bien au-dessus des 75 dollars le baril, retenu dans le budget 2022/23. Le Gouvernement devrait donc dépasser l'objectif fixé dans le budget de 1,6 milliard de dollars en recettes pétrolières brutes pour l'exercice 2022/23¹⁹⁹.

136. Le Gouvernement sud-soudanais a fait avancer bon nombre de réformes de la gestion des finances publiques, visant à stabiliser l'économie et à améliorer la surveillance, notamment dans le cadre de son comité de contrôle de la gestion des finances publiques conjoint et du programme suivi par le FMI. Dans ce contexte, le budget national pour 2022/23 a été soumis et approuvé dans les délais, tandis que les rapports trimestriels sur les dépenses concouraient à accroître la transparence dans les dépenses publiques. Une série d'audits, notamment de la dette extérieure du pays, ont également permis de dégager un tableau plus clair des finances publiques. Le Gouvernement a réduit avec succès sa dépendance à l'égard des emprunts contractés auprès de la Banque centrale et des négociants en pétrole internationaux durant certaines périodes, tout en recevant un financement de la Facilité de crédit rapide du FMI, mais il y est revenu après l'épuisement de ces fonds²⁰⁰.

137. Même si bon nombre de problèmes auxquels se heurte le Soudan du Sud ont clairement une dimension économique, la robustesse des recettes pétrolières ne permet généralement pas de remédier aux défaillances. Les malversations et le détournement des ressources publiques continuent non seulement d'alimenter les rivalités politiques, mais privent également le Trésor des moyens nécessaires pour régler la crise humanitaire actuelle, financer l'application de l'accord de paix et stabiliser le pays par la voie du versement régulier des salaires et du développement.

138. Les faiblesses structurelles dans la gestion des ressources publiques au Soudan du Sud facilitent ces détournements et malversations, associés à une culture politique

¹⁹⁶ Rapports diffusés par South Sudan Broadcasting Corporation, 29 novembre et 20 décembre 2022, Alan Burkitt-Gray, « South Sudan and Djibouti sign fibre interconnection agreement », Capacity Media, 27 septembre 2022, Douglas Mubiru, « East African Chiefs of Defence Intelligence meet in Kampala », New Vision, 19 novembre 2022, UBC Television Uganda, « EAC Defence – Chiefs of defence intelligence discussed regional security risks », vidéo sur YouTube, 18 novembre 2022, et Kenneth Kazibew, « Eastern Africa military intelligence chiefs meet in Kampala », Nile Post, 18 novembre 2022.

¹⁹⁷ Soudan du Sud, Ministère des finances et de la planification, mise à jour macroéconomique trimestrielle portant sur le premier trimestre de l'exercice 2022/23.

¹⁹⁸ Ibid. Voir également le budget approuvé pour l'exercice 2022/23.

¹⁹⁹ Budget approuvé pour l'exercice 2022/23.

²⁰⁰ Voir FMI, *Republic of South Sudan: 2022 Article IV Consultation and Second Review of the Staff Monitored Programme* et Bank of South Sudan, « Statistical bulletin », novembre 2022.

qui les encourage²⁰¹. Un Ministre aurait déclaré à une société qu'il devait rapidement toucher de l'argent, ne sachant combien de temps il conserverait son poste²⁰². De hauts responsables sud-soudanais, notamment le Vice-Président, M. Igga²⁰³, et le nouveau Directeur administratif de Nilepet²⁰⁴, la société de pétrole publique, ont tous deux indiqué que la corruption était un problème majeur.

B. Faiblesses structurelles

139. Un premier problème structurel est le coût croissant du Gouvernement provisoire d'union nationale lui-même, qui absorbe une grande partie du budget officiel, tandis qu'un deuxième problème est le détournement d'une grande quantité de ressources vers des dépenses extrabudgétaires fragmentées, qui échappent pratiquement à tout contrôle effectif. Ces pressions contribuent à créer un cercle vicieux, encourageant les hauts responsables à emprunter de l'argent pour combler les trous, tout en constatant que le remboursement coûteux des emprunts crée des déficits encore plus grands à l'avenir.

140. Les propres statistiques du Gouvernement concernant le premier trimestre de l'exercice en cours illustrent clairement ces problèmes. Elles indiquent des recettes pétrolières brutes de quelque 840 millions de dollars de juillet à septembre 2022, soit plus du double de ce qui avait été retenu au budget²⁰⁵. Malgré cette manne, les dépenses publiques comptabilisées se sont chiffrées à 242 millions de dollars, soit 75 % seulement du montant prévu au budget pour la période considérée²⁰⁶. Plus de 85 % de ce montant, quelque 210 millions de dollars, ont été consacrés au fonctionnement d'une poignée d'institutions politiques et de sécurité parmi les plus importantes, dont plusieurs ont reçu un montant bien supérieur à ce qui leur avait été alloué dans le budget²⁰⁷. Durant la période considérée, les ministères contrôlés par le Gouvernement ont dépensé en gros le quadruple de ce qu'ont déboursé les ministères attribués aux groupes de l'opposition²⁰⁸.

141. En revanche, les secteurs comptable, éducatif et sanitaire ont reçu chacun moins de 30 % du budget qui leur avait été alloué pour la période, et leurs dépenses cumulées se sont chiffrées à un peu moins de 15 millions de dollars²⁰⁹. Durant cette même période, 21,1 millions de dollars ont été consacrés au seul Parlement. Les observateurs nationaux du Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité n'auraient pas reçu de salaires depuis 10 mois, tandis que le Comité national de transition a été prié

²⁰¹ Voir également annexe 36.

²⁰² Entretiens avec une société du secteur privé, février 2022.

²⁰³ No. 1 Citizen Daily, « Dr. Igga slams ministries against corruption and discrimination », 24 février 2023.

²⁰⁴ Mathiang Makuach, « Makeny looks up to Petronas in bid to revamp Nilepet », *The City Review South Sudan*, 6 mars 2023.

²⁰⁵ Ministère des finances et de la planification, mise à jour macroéconomique trimestrielle portant sur le premier trimestre de l'exercice 2022/23.

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ À savoir le Ministère des finances et de la planification, le Ministère des affaires présidentielles, le Ministère du Cabinet ministériel, le Ministère des affaires étrangères, le Parlement, le Conseil des États, le Ministère de l'intérieur et le secteur de la sécurité, notamment la police et les prisons.

²⁰⁸ Calculs établis par le Groupe d'experts, sur la base des allocations budgétaires déclarées dans la mise à jour macroéconomique trimestrielle portant sur le premier trimestre de l'exercice 2022/23.

²⁰⁹ Ministère des finances et de la planification, mise à jour macroéconomique trimestrielle portant sur le premier trimestre de l'exercice 2022/23.

de quitter ses bureaux à Djouba pour non-paiement de loyer²¹⁰. En mars 2023, le Comité national chargé des amendements constitutionnels a également suspendu ses activités, citant le non-versement des salaires²¹¹.

C. Emprunts coûteux

142. En outre, malgré la sous-utilisation des crédits, le Gouvernement a encore augmenté ses recettes au cours du trimestre en contractant d'importants emprunts. Les documents du Ministère des finances et de la planification indiquent clairement que l'ampleur des recettes pétrolières ne résultait pas seulement de la hausse du cours du pétrole, mais aussi d'un accord visant à emprunter quelque 200 millions de dollars auprès de « compagnies pétrolières ... pour s'acquitter des engagements non réglés du Gouvernement qu'il devait rembourser à taux d'intérêt zéro à la fin de décembre 2022 »²¹². Le Gouvernement a également emprunté 205 millions de dollars à la National Investment and Development Bank sud-soudanaise de juillet à décembre, même si l'on ignore s'il s'agissait de la même avance sur le pétrole ou d'un prêt supplémentaire²¹³. Il a enfin emprunté 62 milliards de livres sud-soudanaises (100 millions de dollars) à la Banque centrale du Soudan du Sud pendant la même période²¹⁴.

143. Ces emprunts sont également onéreux. Ceux contractés par le Gouvernement auprès de la National Investment and Development Bank s'élevaient à 925 millions de dollars en octobre 2020 et avaient coûté plus de 33 millions de dollars en frais et intérêts²¹⁵. L'on ne sait qui sont les propriétaires réels de la banque, mais son conseil d'administration comprend plusieurs anciens responsables du Gouvernement²¹⁶. Le Soudan du Sud doit actuellement aux créanciers extérieurs quelque 2,57 milliards de dollars, dont quelque 2 milliards à des créanciers commerciaux²¹⁷. Le taux d'intérêt sur ces dettes commerciales dépasse souvent 10 %, avec des frais divers qui représentent souvent de 1 % à 3 % de plus²¹⁸.

D. Dépenses extrabudgétaires

144. La différence entre les recettes connues du Gouvernement et ce qui est comptabilisé en termes de dépenses inscrites au budget s'explique par des détournements vers des dépenses extrabudgétaires qui ne sont pratiquement soumises

²¹⁰ Sheila Ponnice, « Peace deal in fresh test as CTSAMVM, NTC plunge in cash crisis », *The City Review South Sudan*, 3 mars 2023. Document conservé également dans les dossiers du Groupe d'experts.

²¹¹ Voir annexe 2.

²¹² Ministère des finances et de la planification, mise à jour macroéconomique trimestrielle portant sur le premier trimestre de l'exercice 2022/23. Estimations du Groupe d'experts, sur la base des données dans la mise à jour.

²¹³ Documents confidentiels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

²¹⁴ Bank of South Sudan, « Statistical bulletin », novembre 2022. Les remboursements de prêts pour ce même trimestre se sont élevés à 80 millions de dollars, selon les rapports du Ministère des finances et de la planification.

²¹⁵ Documents confidentiels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

²¹⁶ Conseil d'administration, conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

²¹⁷ Résumé de la dette, publié par le Ministère des finances et de la planification et E&Y Stock-take of External Debt of the Government of South Sudan, projet de rapport daté de décembre 2022. Voir annexe 37.

²¹⁸ Documents de prêt confidentiels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts. Confirmé par E&Y Stock-take of External Debt of the Government of South Sudan, projet de rapport, daté de décembre 2022.

à aucun contrôle véritable²¹⁹. Deux détournements en cours sont à l'origine d'une grande partie des dépenses extrabudgétaires.

145. Le premier détournement est le paiement de pétrole en nature au Soudan. Traditionnellement, le Soudan du Sud a versé au Soudan de 19 000 à 28 000 barils de pétrole par jour. Cela couvre les frais d'utilisation des installations et oléoducs soudanais, ainsi que les contributions à la dette de 3,028 milliards de dollars, contractée lors de l'indépendance. Cette dette a toutefois été épongée vers le mois de mars 2022, ce qui a diminué de plus de moitié la quantité de pétrole que le Soudan du Sud devait transférer pour couvrir les frais restants. Les transferts se sont toutefois poursuivis avec une réduction minime²²⁰. D'après le Ministère des finances et de la planification, le Soudan du Sud a alloué au Soudan de juillet à septembre 2022 près de 2 millions de barils de pétrole d'une valeur de l'ordre de 200 millions de dollars (122 milliards de livres sud-soudanaises)²²¹. Un calcul approximatif basé sur les quantités de pétrole levées par le Gouvernement au cours de cette période laisse entendre que le Soudan du Sud ne doit au Soudan que 65 millions de dollars en redevances (40,6 milliards de livres sud-soudanaises)²²². Le budget approuvé du Soudan du Sud prévoit un paiement total au Soudan de 92 milliards de livres sud-soudanaises pour l'ensemble de l'année²²³. Ainsi, au premier trimestre de l'exercice 2022/23, le Soudan du Sud avait déjà versé au Soudan plus de pétrole en nature que ce qui était prévu pour l'ensemble de l'exercice financier.

146. Les paiements sont liés aux négociations en cours entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais concernant un accord de répartition des recettes, venu à échéance en 2019²²⁴. Le Ministère sud-soudanais du pétrole, dirigé par le Ministre désigné par le MPLS dans l'opposition a cependant été largement exclu des négociations²²⁵. Elles ont été menées par le Conseiller à la sécurité nationale du Président, M. Gatluak, qui bénéficie de liens étroits avec les responsables soudanais, notamment dans le cadre de son rôle de médiateur en chef de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan, signé entre le Gouvernement soudanais et plusieurs groupes rebelles en août 2021²²⁶. Ces derniers temps, les négociations ont été menées par M. Bol Mel, un homme d'affaires récemment désigné par le Président comme son envoyé spécial pour les programmes spéciaux²²⁷ et au Bureau politique du MPLS²²⁸. Des accords antérieurs, dont le plus récent datant de 2016, ont été signés par le Ministre du pétrole sud-soudanais²²⁹.

147. Le Soudan du Sud a probablement versé au Soudan des frais excessifs de plus de 500 millions de dollars depuis mars 2022²³⁰. Ces fonds publics qui ne sont pas

²¹⁹ Les comptes des exercices précédents présentent également des lacunes similaires.

²²⁰ Entretiens avec des responsables gouvernementaux, octobre 2022-mars 2023. Corroboré par des rapports du Ministère des finances et de la planification.

²²¹ Ministère des finances et de la planification, mise à jour macroéconomique trimestrielle portant sur le premier trimestre de l'exercice 2022/23, daté de septembre 2022.

²²² Voir annexe 38.

²²³ Budget approuvé pour l'exercice 2022/23.

²²⁴ Texte de l'Accord conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

²²⁵ Entretiens avec des sources confidentielles, décembre 2022-mars 2023.

²²⁶ Ibid.

²²⁷ Annonce faite par le Bureau du Président du Soudan du Sud, conservée dans les dossiers du Groupe d'experts.

²²⁸ Ibid. Voir également L. Memo, « S. Sudan, Sudan talks over oil transit fees cordial-official », Eye Radio, 1^{er} mars 2023.

²²⁹ Texte des accords conservé dans les dossiers du Groupe d'experts.

²³⁰ Le FMI a estimé que les frais excédentaires s'élevaient à 246 millions de dollars à la fin du mois de juin 2022. Voir FMI, *Republic of South Sudan: 2022 Article IV Consultation and Second Review of the Staff Monitored Programme*. Les calculs du Groupe d'experts portent à croire que des frais excédentaires de 131 millions de dollars ont été occasionnés de juillet à septembre 2022.

clairement comptabilisés, tant au Soudan du Sud qu'au Soudan, sont détournés vers des arrangements financiers très informels gérés directement par de hauts responsables sud-soudanais et soudanais, qui semblent exclure à la fois le Ministère des finances et de la planification et le Ministère du pétrole sud-soudanais²³¹. Les entretiens menés par le Groupe d'experts indiquent également qu'une petite partie du trop-perçu pourrait être compensée par des transferts de sorgho du Soudan vers le Soudan du Sud²³². Ces fonds ont probablement été alloués aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple, qui ont procédé à leurs propres achats hors budget de nourriture et de véhicules²³³.

148. Le deuxième détournement est le programme « pétrole contre routes » par lequel le Soudan du Sud alloue des recettes pétrolières directement à la construction de routes. Le Groupe d'experts avait décrit en détail ce programme, qui demeure le destinataire le plus important des fonds publics au Soudan du Sud²³⁴. Au premier trimestre de l'exercice 2022/23, le Gouvernement avait affecté 174,8 millions de dollars de recettes pétrolières à ce programme, bien plus que le montant inscrit au budget et presque autant que les dépenses concernant l'ensemble du budget national cumulé²³⁵. Bien que le programme « pétrole contre routes » fasse désormais nominalement partie du budget, aucun rapport détaillé n'a été fourni sur ses dépenses.

149. Les documents du Gouvernement indiquent qu'une grande partie du programme « pétrole contre routes » est administrée par ARC Resource Corporation, qui est également largement liée à l'Envoyé spécial du Président, M. Bol Mel²³⁶. Le fait qu'un Envoyé présidentiel de haut rang tire profit d'importants contrats publics tout en menant des négociations sur les recettes pétrolières avec le Soudan présente manifestement des conflits d'intérêts.

150. Ces conflits d'intérêts ne se limitent pas à la construction de routes. Le Groupe d'experts a recensé plusieurs entreprises ayant des liens avec de hauts responsables politiques et de la sécurité au Soudan du Sud. Les documents qu'il a examinés indiquent que la sous-traitance et le recours à des actionnaires mandataires sont de plus en plus utilisés pour dissimuler les liens entre de hauts responsables et des entreprises bénéficiant de contrats gouvernementaux lucratifs²³⁷.

E. Fragmentation des finances publiques

151. Les autres fonds non étayés servent en partie aux achats militaires extrabudgétaires, aux désertions incitatives, aux opérations spéciales de sécurité et autres activités de ce type. Les dépenses spéciales sont généralement autorisées directement par de hauts responsables du Gouvernement et les fonds sont versés par

²³¹ Entretiens avec des sources confidentielles, novembre 2022-mars 2023.

²³² Ibid.

²³³ Entretiens avec des sources gouvernementales, des observateurs internationaux et des représentants de la société civile, octobre-décembre 2022.

²³⁴ Voir [S/2020/1141](#) et [S/2021/365](#).

²³⁵ Voir annexe 39.

²³⁶ Entretiens avec des représentants des autorités et de la société civile et des journalistes, juillet 2022-mars 2023. Messages dans les médias sociaux et autre matériel en accès public, examinés par le Groupe d'experts. Voir également les déclarations du Président, dont Yiep Joseph, « Kiir warns criminals as Juba-Terekeka road breathes to life », *The City Review South Sudan*, 12 décembre 2022 et No. 1 Citizen Daily, « Bol Mel gives residents of Aweil East 25 km feeder road », 8 mars 2023.

²³⁷ Entretiens avec des dirigeants politiques sud-soudanais et des acteurs du secteur privé et de la société civile, août 2022-mars 2023. Documents institutionnels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

l'entremise d'une série de comptes bancaires du Gouvernement qui reçoivent les fonds publics, y compris les emprunts²³⁸.

152. Le pétrole du Soudan du Sud est principalement vendu à un nombre relativement restreint de négociants internationaux. Chaque mois, le Gouvernement alloue deux à trois cargaisons de 600 000 barils de son pétrole aux négociants soumissionnaires²³⁹. Elles sont normalement attribuées aux plus offrants, mais plusieurs négociants se sont plaints parfois du manque de transparence de la procédure²⁴⁰.

153. Plusieurs négociants ont également noté qu'ils étaient censés rembourser, à chaque fois qu'ils se voyaient attribuer des cargaisons, les frais de déplacement, d'hébergement et de représentation coûteux des délégations du Gouvernement sud-soudanais²⁴¹. Ils ont également révélé qu'ils avaient fait l'objet de pressions de la part de hauts fonctionnaires en vue du versement d'avances, qui étaient souvent supérieures à 20 millions de dollars, manifestement pour le paiement de salaires, afin de garantir des cargaisons²⁴². Le Groupe d'experts croit comprendre, d'après ses entretiens, que le versement des salaires était souvent cité pour expliquer les emprunts auprès de prêteurs multiples au cours de la même période²⁴³.

154. De janvier à avril 2022, seuls six négociants ont acheté du pétrole au Gouvernement sud-soudanais²⁴⁴. Tous, sauf un, avaient déjà acheté des cargaisons au Gouvernement. La majeure partie des paiements semble maintenant être versée sur le compte du Gouvernement auprès de la Federal Reserve Bank de New York²⁴⁵.

155. De là, les fonds sont généralement virés sur un ensemble de comptes de l'État ouverts auprès de banques commerciales. Le Groupe d'experts a répertorié des comptes de l'État auprès de banques commerciales au Kenya, en Ouganda et dans le golfe Persique²⁴⁶. Certains ministères et institutions, dont le Service national de sécurité, l'Administration fiscale nationale et Nilepet, gèrent également leurs propres comptes auprès des banques commerciales de la région. En janvier 2023, la Banque centrale du Soudan du Sud a ordonné à toutes les banques commerciales de fermer les comptes détenus par les ministères et les institutions gouvernementales²⁴⁷.

156. À partir de ces comptes, les virements sont effectués sur les comptes de l'État auprès de la Banque centrale du Soudan du Sud, notamment au moyen du transfert d'espèces²⁴⁸. Toutefois, des virements directs sont également effectués à partir des comptes commerciaux mentionnés au paragraphe précédent. L'utilisation de plusieurs comptes bancaires, avec un large éventail de fonctionnaires habilités à autoriser des virements à partir de chacun d'entre eux, complique tout contrôle et donne la possibilité d'effectuer toute une série de virements non inscrits au budget. Plusieurs audits récents des finances publiques ont mis en évidence un grand nombre de

²³⁸ Entretiens avec des représentants des autorités, octobre 2022-mars 2023. Corroboré par des documents relatifs aux dépenses, conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

²³⁹ Sur la base des données mises à disposition par le Ministère du pétrole, notamment dans des rapports de marketing.

²⁴⁰ Entretiens avec des négociants en marchandises, septembre 2022-février 2023.

²⁴¹ Ibid.

²⁴² Ibid.

²⁴³ Entretiens avec des sociétés, septembre 2022-février 2023. Indiqué également dans les documents relatifs à des emprunts examinés par le Groupe d'experts.

²⁴⁴ Documents confidentiels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

²⁴⁵ Entretiens avec des sociétés, septembre 2022-février 2023.

²⁴⁶ Entretiens avec des sources confidentielles, août 2022-mars 2023. Corroboré par divers documents relatifs aux dépenses et aux emprunts, examinés par le Groupe d'experts.

²⁴⁷ Voir annexe 40.

²⁴⁸ Entretiens avec des sources confidentielles, août 2022-mars 2023.

virements irréguliers et inadmissibles d'une valeur de plusieurs millions de dollars à partir d'une série de comptes de l'État²⁴⁹.

157. Le Groupe d'experts a examiné de nombreux documents autorisant des virements directs qui n'étaient pas inscrits au budget, à partir de plusieurs comptes de l'État vers des particuliers et des entreprises, pour toutes sortes d'opérations allant des « opérations spéciales » aux soins de santé²⁵⁰.

F. L'or et le bois d'œuvre

158. L'or et le bois d'œuvre continuent d'être des éléments importants de l'économie illicite au Soudan du Sud, en particulier au niveau infranational. Le Groupe d'experts a constaté que l'exploitation illicite de l'or et du bois d'œuvre se poursuivait dans les États de l'Équatoria et dans l'État de Bahr el-Ghazal occidental, par des responsables politiques et des agents de sécurité de rang intermédiaire ou subalterne, ainsi que par des groupes armés de l'opposition.

159. L'insécurité, des entités abusives chargées de la sécurité et les problèmes économiques dans ces régions ont concouru à freiner d'importants investissements dans l'exploitation minière et forestière. En conséquence, ces deux secteurs sont aujourd'hui largement informels et non réglementés. Plusieurs entreprises qui avaient fait des investissements ont été évincées du pays²⁵¹. Les ressources mises à disposition par les autorités nationales étant rares, de hauts responsables dans les États et des membres du personnel militaire ont conclu des accords privés avec une série de nouvelles entreprises hors des structures officielles²⁵².

160. Les efforts visant à tirer parti de ce commerce sont donc souvent opportunistes et portent sur la fourniture de la sécurité et la mise en place de points de contrôle illégaux le long des principales voies de transport, ainsi que sur une participation directe ponctuelle à l'exploitation minière artisanale, à l'exploitation forestière et à la production et au commerce de charbon de bois.

161. Le bois, aujourd'hui principalement le doussié et l'acajou, a continué de financer tant les Forces sud-soudanaises de défense du peuple que les groupes d'opposition, notamment au moyen de points de contrôle, de paiements de sécurité et de participation directe au commerce du bois et du charbon de bois. Des représentants des États ont affirmé que de hauts commandants des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, ainsi que des soldats sous leur commandement, avaient facilité l'exploitation forestière illégale en fournissant des services de sécurité et de logistique²⁵³. Les documents consultés par le Groupe d'experts indiquent que les entreprises ont payé des commissions à des acteurs politiques et à des entités chargées de la sécurité sur le plan local en échange de l'autorisation de couper et de transporter

²⁴⁹ Voir, par exemple, Chambre nationale de l'audit, Audit de la Facilité de crédit rapide du Fonds monétaire international, rapport d'audit sur la deuxième tranche de la Facilité de crédit rapide du Fonds monétaire international et rapport de l'Auditeur général sur les comptes des parts de 2 % et de 3 % des recettes pétrolières nettes des États producteurs de pétrole et des populations pour la période allant de 2011 à 2020, mars 2021.

²⁵⁰ Documents conservés par le Groupe d'experts. Voir également annexe 41.

²⁵¹ Entretiens du Groupe d'experts avec des représentants d'entreprises et de la société civile, août 2022-février 2023.

²⁵² Ibid. Corroboré par des documents conservés par le Groupe d'experts détaillant les paiements versés à des responsables de l'État et à des entités chargées de la sécurité.

²⁵³ Entretiens avec des parlementaires et des personnalités majeures de l'opposition, mars-mai 2022. Voir également Doru Peninnah, « SSPDF commander be changed to stop illegal logging in Kajo Kaji, CES Speaker », Eye Radio, 24 avril 2022, et Doru Peninnah, « Soldiers accused of aiding illegal logging in Kajo Kaji », Eye Radio, 23 avril 2022.

des arbres²⁵⁴. Les entretiens, les documents et les données commerciales indiquent que la presque-totalité du bois récolté au Soudan du Sud est exportée, de manière informelle, vers l'Ouganda, d'où il est acheminé vers des marchés internationaux, dont l'Inde et le Viet Nam²⁵⁵.

162. L'exploitation minière de l'or demeure largement artisanale, les fonctionnaires des États d'Équatoria-Central et d'Équatoria-Occidental poursuivant également des accords de prospection et de production avec des sociétés plus petites²⁵⁶. Près de Raja (État de Bahr el-Ghazal occidental), des milliers de mineurs artisanaux, y compris de pays voisins, auraient convergé vers des gisements, tout en se heurtant à des entreprises qui cherchaient à conclure des accords avec les autorités locales²⁵⁷. Les fonctionnaires, les entités chargées de la sécurité et les négociants étrangers rivalisent pour acheter aux mineurs artisanaux de l'or, qui fait également office de devise forte de remplacement pour faciliter le commerce transfrontalier²⁵⁸. La presque-totalité de l'or du Soudan du Sud fait l'objet d'un commerce informel, notamment à travers la frontière avec le Kenya, le Soudan et l'Ouganda, ainsi qu'avec les Émirats arabes unis par Djouba²⁵⁹.

VIII. Conclusion

163. Les récents diplômés des Forces unifiées nécessaires qui se sont entretenus avec le Groupe d'experts espéraient que leur déploiement signifierait le début d'une « nouvelle vie »²⁶⁰. Bien que des progrès aient été accomplis dans l'application de l'accord de paix, les retards continuent de mettre à rude épreuve la patience de ceux qui continuent d'espérer que l'accord permettra de surmonter l'insécurité et les difficultés humanitaires. Bon nombre de personnes ont déjà perdu patience, avant même l'exécution de plusieurs des dispositions les plus litigieuses et potentiellement explosives de l'accord de paix, comme la rédaction de la constitution, l'officialisation des frontières politiques et l'organisation d'un recensement.

IX. Recommandations

164. Le Groupe d'experts recommande que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud :

- a) demande au Gouvernement sud-soudanais d'accorder la priorité aux efforts visant à tenir pleinement responsables les auteurs de violences sexuelles liées au conflit, notamment parmi les rangs des forces de sécurité et les milices civiles dans le pays ;
- b) prie instamment le Gouvernement sud-soudanais de tout faire pour faciliter la fourniture d'une aide humanitaire par l'élimination des obstacles bureaucratiques, la prévention des attaques contre les agents humanitaires et leurs

²⁵⁴ Documents confidentiels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts.

²⁵⁵ Entretiens avec des représentants d'entreprises et de la société civile et des parlementaires, septembre 2022-février 2023. Documents confidentiels conservés dans les dossiers du Groupe d'experts montrant les exportations de l'Ouganda. Données du commerce obtenues par le Groupe d'experts.

²⁵⁶ Entretiens avec des représentants d'entreprises et de la société civile et des journalistes, septembre 2022-février 2023.

²⁵⁷ Ibid.

²⁵⁸ Ibid.

²⁵⁹ Ibid.

²⁶⁰ Entretiens avec des éléments des Forces unifiées nécessaires qui viennent d'être formées dans un centre de formation, février 2023.

ressources et la facilitation de la libre circulation dans toutes les régions, en particulier le long du Nil ;

c) engage le Gouvernement sud-soudanais à renforcer les relations existantes avec le Service de la lutte antimines et le Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes afin d'appuyer ses efforts visant à améliorer la gestion des stocks existants d'armes et de munitions ;

d) demande au Gouvernement kényan de veiller à respecter une procédure régulière et à accorder les garanties juridiques pertinentes avant de transférer tout suspect appréhendé au Kenya aux autorités sud-soudanaises ;

e) à la suite de la préoccupation exprimée par le Conseil de sécurité au sujet de malversations et de détournements de fonds publics, le plus récemment au paragraphe 16 de la résolution 2633 (2022), encourage l'Auditeur général au Soudan du Sud et d'autres hauts responsables à faire un exposé au Comité sur le plan d'action public récemment élaboré du Soudan du Sud²⁶¹, qui se base sur le contrôle récent par l'État des finances publiques et les dispositions détaillées à la section 4.8 de l'accord de paix ;

f) encourage le Ministère du pétrole à se servir du site Web qu'il vient de remanier pour communiquer les détails d'un compte unique de recettes pétrolières, conformément aux exigences du chapitre II de la section 6 de la loi sur la gestion des recettes pétrolières du Soudan du Sud²⁶² et de l'article 4.8.1.2 de l'accord de paix ;

g) alerter Facebook (Meta) au sujet de l'augmentation des discours de haine et du harcèlement en ligne au Soudan du Sud, notamment dans le cadre des violences infranationales et des élections en cours, qui doivent se dérouler en décembre 2024.

165. Un embargo sur les armes a été établi dans la résolution 2428 (2018) et renouvelé le plus récemment dans la résolution 2633 (2022) du Conseil de sécurité. Au paragraphe 2 de la résolution 2577 (2021), le Conseil s'est déclaré prêt à réexaminer les mesures d'embargo sur les armes, à la lumière de l'évaluation faite par le Secrétaire général des progrès par rapport aux objectifs définis. Dans la mesure où le Conseil envisage de proroger ou de modifier l'embargo et conformément à ce processus, le Groupe d'experts recommande que :

a) dans le cadre des violences infranationales en cours et des observations récentes faites par des responsables du Gouvernement sud-soudanais concernant le transfert d'armes entre les militaires et la population civile²⁶³, le Conseil accorde une attention particulière aux progrès accomplis par rapport aux objectifs décrits aux paragraphes 2 b) et d) de la résolution 2577 (2021) au moment d'examiner les mesures d'embargo sur les armes ;

b) dans le cadre des menaces proférées contre des journalistes et des acteurs de la société civile, notamment de l'augmentation des cybermenaces, le Conseil envisage d'élargir la portée de l'embargo sur les armes de façon à inclure la fourniture d'outils de surveillance numérique et d'autres cyberoutils offensifs et notamment la formation à ces outils et leur utilisation ;

²⁶¹ Soudan du Sud, Ministère des finances et de la planification, « Action plan on the recommendations of the AG's report on RCF II », 9 janvier 2023. Consultable au www.mofep-grss.org/wp-content/uploads/2023/01/Action-Plan.pdf.

²⁶² Ibid. Voir également annexe 42.

²⁶³ Keji Janefer, « Disarm civilians to win war against arms embargo – Taban Deng », *The City Review South Sudan*, 29 novembre 2022.

166. Le Groupe d'experts recommande également que le Comité rappelle aux États Membres que l'actuel embargo sur les armes s'étend à la fourniture de véhicules militaires de tous types.

167. Le Groupe d'experts recommande que le Comité encourage tous les États Membres voisins du Soudan du Sud à soumettre des rapports d'inspection, conformément aux paragraphes 7 à 10 de la résolution [2428 \(2018\)](#), renouvelés dans la résolution [2633 \(2022\)](#).

168. Dans le cadre des préparatifs des élections en cours dans un climat très politisé, le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité envisage d'ajouter un critère de désignation relatif aux sanctions, concernant les actes ou les politiques qui visent à entraver considérablement la conduite ou la légitimité d'élections libres et régulières au Soudan du Sud, notamment en entravant ou en altérant les activités préparatoires critiques, préalablement aux élections.

Annexes

Contents

	<i>Page</i>
Annex 1: Press Statement by the High-Level Standing Committee of the Revitalized Transitional Government of National Unity, 21 February 2023	45
Annex 2: Statement by the National Constitutional Amendment Committee, 7 March 2023	54
Annex 3: Press statement by the SPLM-IO, 24 October 2022	55
Annex 4: Press Statement by the SPLM, 25 October 2022	57
Annex 5: Partial list of SPLM Political Bureau members, December 2022	59
Annex 6: SPLM-IO boycott of the Jonglei State Legislative Assembly, 13 February 2023	60
Annex 7: Defections from SPLM-IO to SPLM in Koch County in Unity State, 7 September 2022	62
Annex 8: SPLM-IO Press Statement alleging political harassment in Warrap State, 13 March 2023	63
Annex 9: Variation in graduation figures for Necessary Unified Forces	67
Annex 10: SPLM-IO statement on resolutions by SPLM Political Bureau, 4 March 2023	68
Annex 11: RJMEC statement on removal of Minister of Defence and Veterans Affairs	69
Annex 12: Press Release by the Office of the President concerning the conflict in Upper Nile State, 7 December 2022	70
Annex 13: Statement by Jonglei State Government condemning the attack on Gumuruk, 26 December 2022	71
Annex 14: Additional incidents of reported subnational violence	72
Annex 15: Letter from Chairpersons of Equatorian communities to President Kiir, 24 January 2023	73
Annex 16: Bari community press release on the Mangalla crisis, 30 December 2022	82
Annex 17: National Salvation Front/Army (NAS) press release, 22 December 2022	87
Annex 18: Preliminary list of people killed, released by Kajo Keji authorities on 5 February 2023	89
Annex 19: South Sudan Red Cross news release on four South Sudanese Red Cross Volunteers killed in Kajo Keji, 3 February 2023	91
Annex 20: Statement by the Central Equatoria State Government on the massacre in Kajo Keji County, 2 February 2023	92
Annex 21: Press Release by Kajo Keji parliamentary caucus, 3 February 2023	93
Annex 22: National Salvation Front/Army (NAS) statement, 3 February 2023	96
Annex 23: SSOMA statement on Kajo Keji killings, 4 February 2023	98
Annex 24: Community statement on extrajudicial killing of a paramount chief and a military intelligence officer, 29 September 2022	99
Annex 25: New armoured personnel carriers paraded at Bilpham, Juba, around 28 December 2022	103
Annex 26: Approved 2022/23 pay-scales for the security sector	106
Annex 27: Statement by the Office of the Chairman, Bari Community, 28 February 2023	107
Annex 28: Riverine boats and equipment	111
Annex 29: Riverine unit outreach with foreign governments	114

Annex 30: Additional incidents limiting freedom of expression in South Sudan	117
Annex 31: Jonglei Civil Society Network press release, 7 December 2022	119
Annex 32: UJOSS press release on detention of SSBC staff, dated 6 January 2023	120
Annex 33: Clip from South Sudan's Dawn newspaper, 6 February 2023	121
Annex 34: Statement by Amnesty International Kenya, 8 February 2023	122
Annex 35: National Consensus Forum statement on abduction of Morris Mabior, 8 February 2023	124
Annex 36: Glencore pleads guilty to South Sudan bribery in UK Court	126
Annex 37: South Sudan's external commercial debt	127
Annex 38: Estimated fees owed to Sudan during Q1 2022/23	128
Annex 39: Government expenditure, including oil for roads, Q1 2022/23	129
Annex 40: Bank of South Sudan, Closure of Government Bank Accounts held at Commercial Banks, dated 23 January 2023	130
Annex 41: Payments for "Special Operations", December 2022	131
Annex 42: Extract from Petroleum Revenue Management Act of the Republic of South Sudan	133

Annex 1: Press Statement by the High-Level Standing Committee of the Revitalized Transitional Government of National Unity, 21 February 2023

THE REPUBLIC OF SOUTH SUDAN



Press Statement by the R-TGoNU

1. Introduction

A priori, the High-Level Standing Committee representing the Parties to the Revitalized Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS), which is responsible for the implementation of the agreement expresses its gratitude to all the invited guests in attendance.

As stated in the invitation, the objective of this Press Conference is to inform and update the peace-loving people of South Sudan, the region and indeed the entire goodwill International Community partners on the transition of the Revitalized Transitional Government of National Unity (R-TGoNU) of the Republic of South Sudan from the *thirty-six months (36) Transitional Period provided for under Article 2.3.1/1.1.2 of the R-ARCSS which ends on the 22nd of February 2023, to the twenty-four(24)-month Extended Transitional Period provided for under Article 4.4 of the roadmap ending 22nd February, 2025, with elections to be held in December, 2024.*

You all recall that the parties signatory to the agreement endorsed the roadmap presented by H.E. President Salva Kiir Mayardit for, 'Peaceful and Democratic end of the conflict in the Republic of South Sudan' on 4th August, 2022 and subjected to the processes prescribed in article 8.4 of the R-ARCSS. Thus, the the Council of Ministers resolved to approve the roadmap vide its Resolution No.11/2022 dated 5th August 2022. The Revitalized Joint Monitoring and Evaluation Commission (RJMEC) endorsed it on 1st September, 2023 (Ref: letter RJMEC/C/2022/L/287 dated 2nd September, 2022) and finally ratified by the Revitalized Transitional National Legislature (RTNL).

The essence of the roadmap is to provide time-bound guidance on the implementation of outstanding provisions that are critical to the conduct of peaceful and democratic elections at the end of the transition period, not an

alternative to the R-ARCSS. The objective of this Press Conference, therefore, is to communicate to the Public, the Diplomatic Community, Civil Society, Academia, Faith-based Groups and other constituencies that have interest in a peaceful South Sudan engaging in development and prosperity of its people that the twenty-four month (24) roadmap Extended Transitional period officially comes into effect from mid-night of Wednesday the 22nd of February, 2023, to end by the 23rd February, 2025, with elections held by December, 2024.

In order to demonstrate the commitment of the of R-TGoNU and its leadership to implement the R-ARCSS/Roadmap fully in letter and spirit, brief summaries on the implementation status of each Chapter are provided to enrich the understanding of and install confidence in the participants.

2. Status of the implementation of Chapter-1 (Roadmap Annex-1)

2.1 Items 1 to 12 are either accomplished or are at an advanced stage of completion as follows:

- (i) The Article 1.17.3 on the establishment of Judicial Reform Committee (Item 1 of Annex-1 of the roadmap) has been established, functioning effectively and its mandate extended by 12 months.
- (ii) Article 1.17.2 (Item 2 of Annex-1 of the roadmap) on the review of the Judiciary Act, 2008.
- (iii) Article 1.1.19 (Item 3 of Annex-1 of the roadmap) on The Reconstitution of the Judicial Service Commission to reform the Judiciary.
- (iv) Article 1.18.3 (Item 4 of Annex-1 of the roadmap) on the enactment of the amendments required in the laws enumerated under article 1.18.1.2, all in progress as outlined below.
- (v) Article 1.18.6 (Item 5 of Annex-1 of the roadmap) on the presentation of the draft amendment Bills to the Council of Ministers and the TNLA
- (vi) Article 1.19.1 (Item 6 of Annex-1 of the roadmap) on Restructuring and Reconstitution of the various Commissions at the national level. Finally, re-allayment and power sharing of Commissions with political implication will be endorsed on Thursday 23/02/2023 by the High-level Committee

and presented the Council of Ministers for consideration on Friday 24/02/2023.

- (vii) Article 1.20.1 (Item 7 of Annex-1 of the roadmap) on the review of the Political Parties Act, 2012.
- (viii) Article 1.20.2 ((Item 8 of Annex-1 of the roadmap) on the reconstitution of the Political Parties Council.
- (ix) Article 1.20.2 (Item 9 of Annex-1 of the roadmap) on the Reconstitution of the National Elections Commission as per the Act of 2008

2.1.1 On Bills associated with the R-ARCSS/Roadmap

2.1.1.1 H.E. the President assented to the following bills: (i) The National Police Service Act, 2009 (Amendment), Bill 2022, (ii) The National Prisons Service (Amendment, 2021) Bill, 2022, (iii) The Wildlife Service (Amendment) Bill, 2022, (iv) The Constitutional Making Process Bill, 2022, and The Transitional Constitution of the Republic of South Sudan, 2011 (Amendment), Bill, 2022, Amendment 11 which incorporated the roadmap on 4th August, 2022.

2.1.1.2 Bills now submitted to the RTNLA: Eight (8) bills have now been submitted for ratification, namely: (i) Social Insurance Bill, 2022, (ii) Public Health Bill, 2022, (iii) Wildlife Conservation and Protected Areas Bill, 2022, (iv) Disarmament of Civil Population Provisional Order, 2022, (v) National Public Health Provisional Order, 2020, (v) Cybercrimes and Computer Misuse Provisional Order 2021, (vi) National Petroleum and Gas Corporation Act. 2019, (Amendment) Provisional Order 2021, (vii) Eastern and Southern African Trade and Development Bank, Provisional Order, 2021 and (viii) Audit Chamber Act, 2011 (Amendment) Bill, 2022.

2.1.1.3 Bills under process in the Council of Ministers: Again eight bills are undergoing various stages of Cabinet process namely: (i) National Archives Bill, 2021, (ii) Mine Action Bill, 2022, (iii) Petroleum Act, 2012 (Amendment) Bill, 2022, (vi) Petroleum

Revenue Management Act, 2013 (Amendment) Bill, 2022, (v) Anti-Corruption Act, 2009 (Amendment) Bill, 2022, (vi) Election Act, 2012 (Amendment) Bill, 2022, (vii) National Security Act, 2014 (Amendment 2021 and (viii) Public Financial Management and Accountability Act, 2012 (Amendment) Bill, 2022.

- 2.1.2 **On International Conventions/Treaties:** The following seven(7) Conventions/Treaties are due to be signed by the President this week, the week commencing 20th February, 2023: (i) The Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacterial (Biological) and Toxic Weapons and their Destruction, Bill 2022, (ii) Protocol to the African Charter on Human and People's Rights on the Rights of Woman in Africa, (iii) International Convention of Economic, Social and Cultural Rights and its Operational Protocol, (iv) International Convention on Civil and Political Rights (ICCPR), (v) The Paris Agreement, (vi) International Convention on Rights of Persons with disability and its Operational Protocol and (vii) International Convention Against Doping in Sport, 2005.

3. Status of implementation of Chapter-2 (Annex-4 of the roadmap)

- 3.1 A total of approximately fifty-two (52) thousand Necessary Unified Forces (NUF) previously cantoned and co-trained in phase-1 (Items 1 to 6 of Annex-4) completed between the 30th August, 2022, and October, 2022.
- 3.2 Following the establishment of a joint command structure of all the security sectors, the Presidency during its meeting of Friday the 10th February, 2023, directed the Presidential Advisor on Security to meet the leadership of all the Security Sectors to fast-track the formation of the middle echelon of the Army, National Security and the other Organized Forces. Thereafter, deployment commences. Thus, completion of points 3.1 and 3.2 herein would accomplish the implementation of items 1 to 6 of Annex-4 of the roadmap.
- 3.3 Further, the Presidency in its meeting of the 10th February, 2023, directed the Presidential Advisor on Security to forthwith make necessary preparations for commencement of the containment, training and subsequent graduation of the remaining phase-2 of the Assembled and Barracked Forces.

4. Status of implementation of Chapter-4 (Annex-6 on Resource Management):

- 4.1 The Ministry of Finance and Planning identified Twenty-Five (25) reform provisions in Annex-6 of the roadmap, which are being implemented. The Ministry established a committee of three persons since 25th October, 2022, to execute and implement those provisions.
- 4.2 The Ministry has also started to regularly pay operational funds to all the spending agencies as part of the Public Financial Management reform process to enhance institutionalization of the roadmap and fast-track its implementation.
- 4.3 The process divides the total operational budget of all the spending agencies by twelve (12) months and pay each institution its monthly portion the value of which depends on the available cash.
- 4.4 Spending agencies are then expected to submit monthly expenditure report to the Ministry before the subsequent allocation is made. That reform activity has enormously improved the morale of the employees and functioning of government institutions.

5. Status of implementation of Chapter-5 on Transitional Justice, Accountability, Reconciliation and Healing (Items 1 to 21, Annex-7 of the roadmap)

- 5.1 Article 5.1.1 and 5.2 on the RTGoNU initiating legislation for the CTRH as per Article 5.1.1.1 (Item 1 of Annex-7 of the roadmap) completed and the legislation is in its draft form.
- 5.2 Article 5.1.1 and 5.1.4 (Item 2 of Annex-7 of the roadmap) on the R-TGoNU seeking assistance and cooperation with AU, UN, ACPHR to design, implement and facilitate CTRH and the CRA is completed.
- 5.3 Articles 5.1.1 & 5.2 (Item 3 of Annex-7 of the roadmap) on the R-TGoNU initiating legislation for the CTRH as per Article 5.1.1.1. Draft legislations completed as well as that of the CRA are ready awaiting a workshop to be organized by the R-TGoNU within February, 2023, to consider prior to the final legislative processing.

- 5.4 Article 5.2.1.3 (Item 4 of Annex-7 of the roadmap) on the MOJCA in collaboration with other stakeholders to conduct public consultations for a period not less than 1 month prior to the establishment of the CTRH will be effected upon the ratification of the CTRH by the R-TNLA.
- 5.5 All the other CTRH operational provisions (Items 6 to 16 of Annex-7 of the roadmap) shall be implemented upon the ratification of the CTRH bill (Item 5 of the roadmap as per Article 5.2.1.3 and 5.2 of the R-ARCSS).
- 5.6 As stated earlier the bill for the establishment of the Compensation and Reparation Authority (CRA) is drafted and awaiting the conduct of a workshop to consolidate its contents prior to consideration by the Council of Ministers and subsequently the R-TNLA before the end of February, 2023.
- 5.7 On the establishment of the Hybrid Court for South Sudan (HCSS) as required by article 5.3.1, sub-article 5.3.3.1 and 5.3.3.3 is pending guidance of the African Union as provided for under article 5.3.1.1 of the R-ARCSS.

6. Status of implementation of Chapter-6 on Parameters for the Constitutional Making Process (Items 1 to 21, Annex-8 of the roadmap)

- 6.1 Article 6.1 (Items 1 of Annex-8 of the roadmap) on the R-TGoNU on the initiation and overseeing the permanent constitution-making process during the Transitional Period is ongoing.
- 6.2 Article 6.15 (Items 6 to 16 of Annex-7 of the roadmap) on the R-TGoNU to provide adequate funding for the permanent constitution-making process is in progress.
- 6.3 Article 6.7 (Items 3 of Annex-8 of the roadmap) on the RJMEC convening a workshop for the Parties to agree on details of conducting the permanent constitution making process is completed.
- 6.4 Article 6.8 (Items 2 of Annex-8 of the roadmap) on RJMEC identifying and engaging a renowned institute to facilitate and moderate the permanent constitution process workshop is accomplished.

- 6.5 Article 6.9 (Items 3 of Annex-7 of the roadmap) on the preparation for drafting the legislation for constitutional making process based on the outcome of the workshop to guide the permanent constitutional making process is accomplished.
- 6.6 Article 6.6 and 6.14 of Chapter-6 (Item 5 of Annex-8 of the roadmap) on the Permanent Constitution process. The bill has been assented into law and the Ministry of Justice and Constitutional Affairs outlined the design, form and content of the Permanent Constitution of the Republic of South Sudan as detailed hereunder:
- (i) the Reconstituted National Constitutional Review Commission (R-NCRC) comprising 57 members headed by a Chairperson with a Deputy Chairperson of the opposite gender and both of them being appointed by the Executive of R-TGoNU, in addition to a Secretary General who shall head the Secretariat of the Commission.
 - (ii) the Constitutional Drafting Committee (CDC), composed of 15 members and established as a technical, independent, non-political and neutral body tasked with drafting of the Constitution.
 - (iii) the Preparatory Sub-Committee (PSC), composed of 25 members, including a Chairperson and a Deputy who shall be of the opposite gender.
 - (iv) the National Constitutional Conference (NCC), composed of 1,200 members, where 100 members are drawn from each of the (10) States and 30 members from each of the (3) Administrative Areas, while 110 members shall be from other categories.
 - (v) the Constituent Assembly (CA) which shall take over the responsibility of deliberations and adoption of the Permanent Constitution and to be dissolved thereafter, as per the memo of the Minister of Justice and Constitutional Affairs No. RSS/MOJ&CA/J/M/2023, dated 19/01/2023.
 - (vi) Article 1.17.7 (Item 11 of Annex-1 of the roadmap) on the establishment of an independent and credible constitutional Court.

- (vii) Article 1.20.6 (Item 12 of Annex-1 of the roadmap) on the establishment the National Elections Act to conform with the terms of the Permanent Constitution.
- (viii) Ministries of Cabinet Affairs, Justice and Constitutional Affairs and Finance and Planning to fast-track preparation of a budget for implementation of the roadmap on the Constitution Making Process Act, 2022, and all the relevant institutions are urged to implement sections of the roadmap that are pertinent to their mandate within the proposed timeline.
- (ix) Articles 6.6 and 6.14 (Items 6 to 16 of Annex-7 of the roadmap) Reconstitution of the National Constitutional Review Commission (NCRC) and appointment of a Preparatory Sub-Committee for the convening of the National Constitutional Conference.
- (x) Article 6.16 (Items 6 to 16 of Annex-7 of the roadmap) R-TGoNU and NCRC to seek assistance from regional and international experts for the constitution making process.
- (xi) Article 6.4 and Article 6.5 (Items 6 to 16 of Annex-7 of the roadmap) The permanent constitution making process to be completed 24 months into the Transitional Period.
- (xii) Article 6.4 and Article 6.5 (Items 6 to 16 of Annex-7 of the roadmap) The permanent constitution making process to be completed 24 months into the Transitional Period.

7. To conclude:

- (i) the High-Level Standing Committee has established a sub-committee of five (5) persons to urgently plan and structure the process of disseminating (Items 1 to 7, Annex-3 of the roadmap) as well the budget and
- (ii) The Committee is similarly in advance discussions with UNMISS and the UNDP on the operationalization of Per-elections activities

(Items 1.1 to 1.6, Annex-2a of the roadmap) and, Elections and Post-elections activities (Items 1.1 to 5, Annex-2b of the roadmap).

Finally, the High-level Committee hopes that this Press Conference now clears any political misinterpretation of the transition from the 36 months Transitional Period of the R-ARCSS to the 24 months Extended Transitional Period provided by the roadmap. **The Committee conforms that the transition has no impact on the components of the R-TGoUN and it is business as usual.**

_____ End of Press Statement _____



Annex 2: Statement by the National Constitutional Amendment Committee, 7 March 2023

NATIONAL CONSTITUTIONAL AMENDMENT COMMITTEE (NCAC)

07/03/2023

PRESS STATEMENT FOR IMMEDIATE RELEASE.

SUBJECT: SUSPENSION OF NCAC OPERATIONS PENDING PAYMENT OF ITS NATIONAL MEMBERS.

The National constitutional amendment committee (NCAC) would like to inform the parties to the Agreement, the stakeholders, the citizens and the peace guarantors that unfortunately it has become extremely difficult to conduct its meetings as usual for the review and amendment of the laws as stipulated in the Agreement. It is important to note that the NCAC was reconstituted by the Inter-Governmental Authority on Development (IGAD) in October 2018 following the signing of the Revitalized Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS). (Chapter 1, Article 1.18.1.3 of the Agreement mandates the National Constitutional Amendment Committee to make amendments to the Constitution and legislation to incorporate the Agreement and any reforms relevant to the Agreement.

1. NCAC is composed of fifteen (15) members, two (2) are non nationals and thirteen (13) are nationals representing the Parties to the Agreement and stakeholders. The two (2) non nationals are supported by IGAD, however the thirteen (13) nationals are supposed to be facilitated by the Government.
2. The NCAC would like to proudly inform you that since the commencement of its work in October 2018 to date, the Committee has reviewed and submitted to the Minister of Justice & Constitutional Affairs eighteen (18) Amendment Bills - including the Constitutional Amendment Bill that incorporated the Revitalized Agreement into the Transitional Constitution of South Sudan, 2011. . However, there are still critical pending laws that need to be reviewed to facilitate the implementation of the roadmap fully.
3. Since it started working, the Committee has been consistently presenting its budget annually to the NPTC/NTC. Literally the budgets of the mechanisms were approved but NCAC only received an initial payment of 0.5% of the amount in 2020.
4. Despite the enormous work involved and challenges of lack of facilitation, the Committee has been working for nearly three (3) years without payment. During these periods, the NCAC has continuously followed up on the issue of payment but to no avail through various offices of the Government including the NTC; Minister of Justice and Constitutional Affairs; Minister of Peace building; H.E the First Vice President; H.E the Vice President in charge of the Economic Cluster;

Minister for Presidential Affairs; Minister for Finance and Planning and the Minister for Cabinet Affairs. Furthermore, the issue of lack of payment has been raised several times at RJMEC monthly plenary meetings and urgent resolutions were made urging for payment of national members of the NCAC.

5. Moreover, the First Vice President and the Vice President in charge of the Economic Cluster wrote directing the Minister of Finance and Planning to make payment of the NCAC dues. Most unfortunately, to date no payment has been made.
6. This press release is therefore intended to inform the government, the stakeholders and the general public that, the NCAC has exhausted all available efforts to resolve this matter. For that reason, it has become very challenging to continue with its mandate without the necessary support needed to facilitate its national members. NCAC deeply regrets that it will now cease all its operations with immediate effect until the government clear all its outstanding dues.

We remain seized of the matter.

*National Members
National Constitutional Amendment Committee*

Annex 3: Press statement by the SPLM-IO, 24 October 2022



SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM (IO)
OFFICE OF CHAIRMAN AND COMMANDER – IN – CHIEF



October 24th, 2022

Press Statement

The office of Chairman and Commander – in – Chief of the SPLM/A (IO) was surprised to hear about the decision of the SPLM (IG) Political Bureau to dismiss Cde Riek Machar Teny-Dhurgon and Cde Pagan Amum from its membership as well as First Deputy Chairman and Secretary General of the party respectively. The meeting also declared the completion of the party's reunification process. This decision was taken in a meeting chaired by President Salva Kiir Mayardit on Thursday October 20th, 2022.

Firstly, it is important to note that SPLM since December 2013 had split into three factions SPLM (IO), SPLM (IG) and SPLM (FD). Lately Real SPLM emerged from SPLM (FD) making them four factions. In the said meeting above, SPLM (FD) confirmed joining SPLM (IG), so the factions remain as three namely SPLM (IO), SPLM (IG) and Real SPLM.

We want to categorically state that none of these factions can claim being the SPLM, as such no faction can dismiss any member of the other factions from SPLM. For more clarity, the SPLM is the three factions united together. A decision of any of the factions is not a decision of SPLM. Therefore, the SPLM (IG) cannot dismiss Comrade Riek Machar Teny-Dhurgon from membership of SPLM and cannot as well replace him, as he is an elected First Deputy Chairman and member of Political Bureau of SPLM. Such a dismissal or replacement is only possible if there is a National Convention for the SPLM, not of a faction.

On other the hand, the unilateral decision made by the SPLM (IG) is a grave violation of the Agreement on the Reunification of Sudan People's Liberation Movement signed in January 21st, 2015 in Arusha which was mediated by the Tanzania's ruling party *Chama Cha Mapinduzi* (CCM), in which the three SPLM factions namely SPLM (IO), SPLM (IG) and SPLM (FD) committed themselves to the re-unification of the party to enhance national unity, reconciliation and healing amongst the people of South Sudan.

The Arusha Agreement is a complementary accord to the Agreement on the Resolution of the Conflict in South Sudan (ARCSS) and consequently Revitalized ARCSS. The Arusha Agreement is aimed to bring together the SPLM factions to address most of the crucial points on political, organizational and leadership issues.

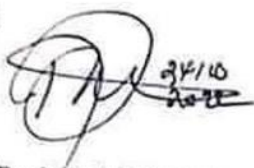
In conclusion, the SPLM (IG) has no authority to dismiss leaders of SPLM of other factions at any time when the reunification is not done. This decision of SPLM (IG) is a distraction of the

ongoing efforts being made by the parties in addressing the national crisis through the implementation of the R-ARCSS and Rome talks which would pave the way for the SPLM factions to implement the Arusha Agreement.

However, we note the fact that SPLM (IG) can reorganize and restructure itself, without necessarily claiming the authority of the SPLM.

Finally, the leadership of SPLM (IO) respects and firmly commits itself to the two Agreements (R-ARCSS and Arusha). We therefore hold the SPLM (IG) accountable for violating the Arusha Agreement and aborting the reunification of the SPLM.

Sign

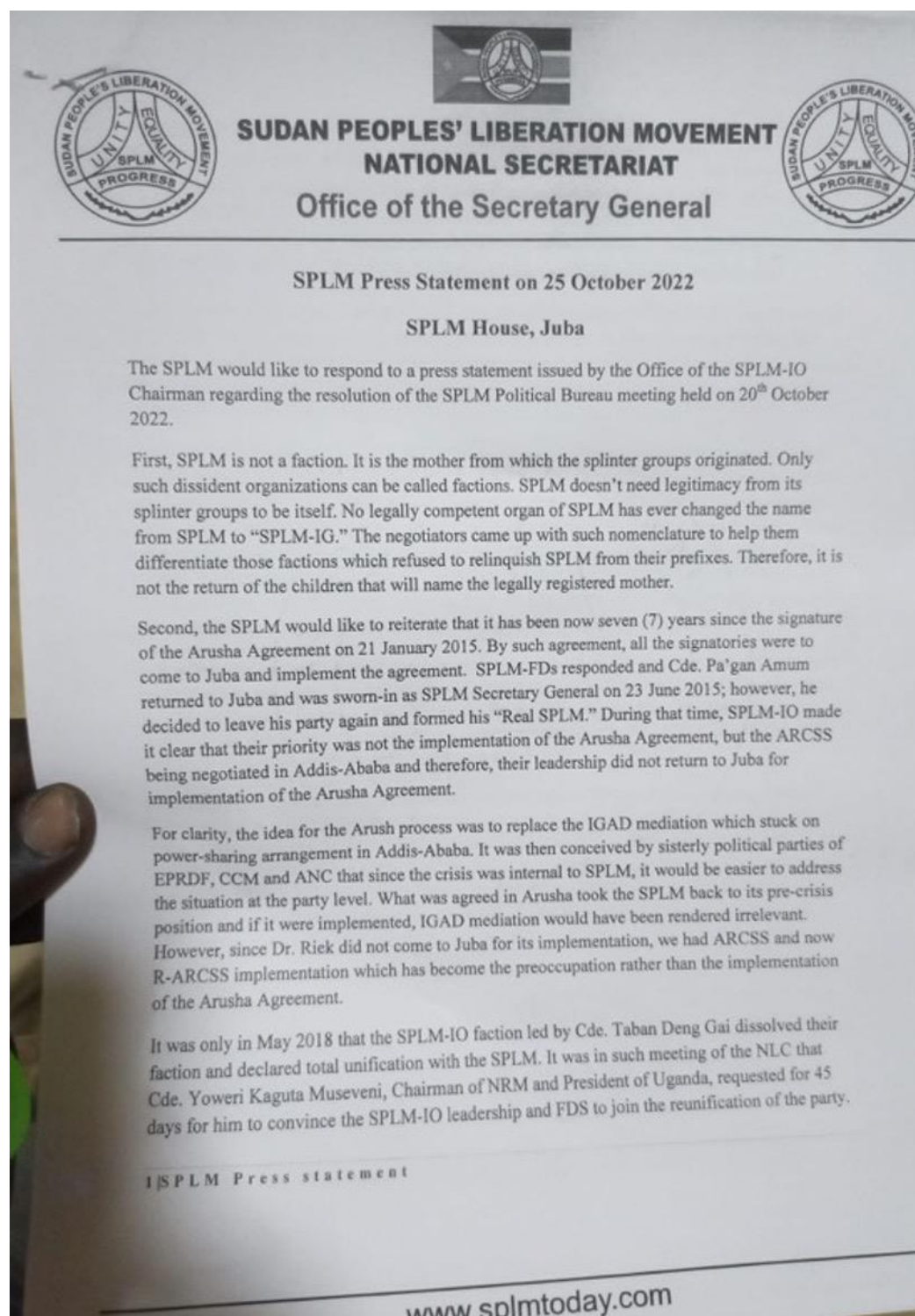
A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Cde Puok Both Baluang', with the date '24/10' written next to it.

Cde Puok Both Baluang

Ag. Press Secretary,

Office of Chairman and Commander – in – Chief of the SPLM/A (IO) and the First Vice
President of the Republic of South Sudan

Annex 4: Press Statement by the SPLM, 25 October 2022



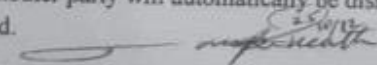
Indeed, it has now been four years since that statement was uttered and Cde. Dr. Riek and Cde. Pa'gan never returned to SPLM. Dr. Riek has been now in Juba since the formation of R-TCGoNU and has never indicated any interest to return to SPLM though his office is less than 700 meters away from the SPLM Secretariat office and the same distance from that of President Salva Kiir. He continues to organize his own party as we are all eye witnesses to that effect. Cde. Pa'gan is busy with Real SPLM and the Rome process as SPLM is being held hostage.

SPLM has been more than willing to unify with its splinter groups. If the SPLM wasn't willing to implement the Arusha Agreement: (a) It couldn't have waited for seven (7) years for return of people who have already established their own parties; (b) It couldn't have incorporated the Arusha Agreement into the SPLM amended Constitution of 2016; and (c) It couldn't have reinstated those who have returned to the party to their previous positions.

However, the strategy for holding SPLM hostage for so many years while others organize their parties has now come to an end. Article 10 [(b) & (d)] of the Constitution on the grounds for the loss of membership in the party has now been invoked by the SPLM Political Bureau meeting held on 20th October 2022 to recommend to the forthcoming NLC meeting for dismissal of those who either joined or formed their own political parties. Once membership is lost, it goes without saying that the positions being held in various structures of the SPLM by such individuals would automatically be lost. If someone really wants to abandon his/her party, they better do so before the forthcoming meeting of the NLC. The 45 days of Cde. Museveni are over!

It is so inconceivable for someone to think that a registered SPLM is not party until he returns to it. Or that he must be a Chairman of his party with all organs in full swing and at the same time be a also a Deputy Chairman of another party. The era of such confusion in the SPLM is now coming to an end and master confusionists must find other professions. Either we are members of SPLM or we are not. There is no middle ground.

In South Sudan, there are only 14 registered political parties with the Political Parties Council. However, the R-ARCSS has given legitimacy to more than 52 Political Parties now operating in Juba. If there are some analysts who think that those parties which are not registered with Political Parties Council are not parties, that is not true. All parties operate under the R-ARCSS and are therefore legitimate. It is the agreement that gives legitimacy to the political parties in South Sudan and not their registration status with the Political Parties Council. Anyone who joins another party will automatically be dismissed by their party and that action is legally justified.


Peter Lam Both,
SPLM Interim Secretary General,
Republic of South Sudan, Juba



2 | SPLM Press statement

Annex 5: Partial list of SPLM Political Bureau members, December 2022

CONFIRMED FINAL LIST OF THE SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT (SPLM) POLITICAL BUREAU (PB) MEMBERS, DECEMBER 2022	
Equatoria Region - 9 SPLM PB members.	
Central Equatoria State.	
1. Cde. James Wani Igga.	
2. Cde. Daniel Abocha Ali Malou.	
3. Cde. Mary Apai-New.	
Eastern Equatoria State.	
1. Cde. Josephine Napwon Cosmos-New.	
2. Cde. Tulio Odongi-New.	
3. Cde. Margaret Leonardo Itto-New.	
Western Equatoria State.	
1. Cde. Jemma Nunukumba.	
2. Cde. Kosti Manibe Ngai.	
3. Cde. Africano Mande Gedima-New.	
Bahr El Ghazal Region - 13 SPLM PB Members.	
Lakes State.	
1. Cde. Daniel AwetAkot.	
2. Cde. Paul Mayom Akech.	
3. Cde. Akol Paul Kordit.	
4. Cde. Rin TueryMabor-New.	
Warrap State.	
1. Cde. Salva Kiir Mayardit.	
2. Cde. Nhial Deng Nhial.	
3. Cde. Awut Deng Acuil.	
4. Cde. Tor Deng Mawein-New.	
Western Bar El Ghazal State.	
1. Cde. Mark NyipuochoUbang.	
2. Cde. Rizikzackaria Hassan-New.	
Northern Bar El Ghazal State.	
1. Cde. KuolAthianMawien-New.	
2. Cde. Benjamin Bol Mel-New.	
3. Cde. Angelo Ugwaag Arun-New.	
Upper Nile Region - 11 SPLM PB members.	
Jonglei State.	
1. Cde. KuolManyangJuuk.	
2. Cde. Rebecca Nyandeng de Mabior.	
3. Cde. John Kong Nyuon-New.	
4. Cde. Barnaba Marial Benjamin-New.	
Upper Nile State.	
1. Cde. Peter Lam Both-New.	
2. Cde. Simon KunPuoch-New.	
3. Cde. Rebecca Joshua Okwaci-New.	
4. Cde. Stephen DhieuDau-New.	

Annex 6: SPLM-IO boycott of the Jonglei State Legislative Assembly, 13 February 2023



The Republic of South Sudan Jonglei State Legislative Assembly-Bor



Office of the Chief Whip – SPLM-IO

Date: 13/02/2023

Rt. Hon. Apotho Ojulo Okoth,
Deputy Speaker
Jonglei State Legislative Assembly,
Bor

Subject: Boycott The Reopening of the Jonglei State Legislative Assembly.

Rt. Hon. Apotho,

The reference is hereby made to the presidential decree read out on S5BC TV on January 3rd 2023 on the revocation of the appointment of Rt. Hon. Amer Ateny, the speaker of the Jonglei State Legislative Assembly, and the initiated process of reopening the Jonglei State Legislative Assembly by the leadership of the parliament (ABC).

On behalf of members of Parliament and the general public, We the SPLM-IO Caucus in the Jonglei State Legislative Assembly do hereby declare our position to boycott the reopening of the Jonglei State Legislative Assembly which is on the process to be reopened, for the following reasons:

1. The unilateral revocation of Rt. Hon. Amer Ateny, the speaker of the Jonglei State Legislative Assembly is a violation of **article 1.13.1 of R-ARCSS** which dictate the removal and replacement procedures, and **1.9.6** which called for a spirit of collegial collaborations among the parties to the peace agreement.
2. It is unconstitutional for the deputy speaker to preside over the reopening of the Jonglei State Legislative Assembly. According to **article 7.3 of chapter one of the assembly Conduct of Business** dictates that no parliament business shall be transacted besides the appointment of the speaker when the office of the speaker is vacant. Therefore, the deputy speaker has no constitutional rights to reopen the Jonglei State Legislative Assembly since there is no active speaker that has or delegates powers to the deputy speaker.
3. We shall not participate in the reopening of the August House while the previous resolution that led to the impeachment of the state minister of finance in a majority vote of no confidence cast against him on August 9th 2022 by the August House has not been addressed by the governor.
4. We shall not be part of the reopening of the August House while the state constitutional postholders are undergoing illegal intimidation by the governor. For example, Since January 2022, the minister of agriculture is under indefinitely suspension and there are no provisions in



the agreement which gives governors powers to suspend parties representatives in the government.

5. We shall not participate in the reopening of the August House while the executive defied the resolution of the parliament that called for the payment of the civil servant salaries of July, August, October 2021 and other arrears of constitutional post holders.
6. We cannot participate in the reopening of the parliament when revenues collected or generated at the state level are not part of state budget allocation. For example, the NGOs Personal Income Tax (PIT)

Rt. Hon. Deputy Speaker, with all the above references and for the boycott to be lifted, we, therefore demand the following irreducible minimum.

- A) The unilateral revocation of Rt. Hon. Amer Ateny appointment to be lifted and we urge the presidency to speed up the reinstatement process of the Right Honorable speaker in accordance with the dictates of the R-ARCSS.
- B) The impeached state minister of finance is to be removed from office in accordance with the dictate of the constitution.
- C) All civil servants and constitutional post holders' arrears should be paid in full.
- D) All revenues that are collected or generated at the state level including NGOs PIT to be part of the state budget allocation.

Therefore, the above-mentioned items are outstanding concerns of the parliament to be addressed. Finally, the SPLM-IO Parliamentary caucus in the Jonglei State Legislative Assembly reiterates its commitment to the implementation of R-ARCSS in letter and spirit.

Signed on behalf of SPLM-IO Parliamentary Caucus in Jonglei State Legislative Assembly.

Hon. Abel Nyuot Lok

Chief Whip

Contact number: +211925227222/ WhatsApp number: +211922337338

Cc: Governor

Cc: Minister of Parliamentary Affairs

Cc: Chairperson of SPLM-IO, Jonglei State

Cc: SPLM-IO Chief Whips, National Legislature

Cc: Civil Society Organization

Cc: Media

Cc: File



Annex 7: Defections from SPLM-IO to SPLM in Koch County in Unity State, 7 September 2022





SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
UNITY STATE - BENTIU
KOCH COUNTY
SPLM CHAIRPERSON'S OFFICE



Date: 7/9/22

To: the office of Sudan people liberation movement [SPLM] state secretary

Unity state – Bentiu

Dear Sir

REF SPLM members which declared themselves from SPLM –IO to SPLM – IG

The office of Koch county SPLM chairperson would like to inform the state SPLM office about the following members of which declared themselves from SPLM –IO to SPLM –IG in Koch County and below are their names

s/n	Names in full	Position	Payam
1-	Kueth Jiech Ruot	Payam administrator	Mirmir
2-	Kuach Nirew malieth	Deputy headchief	Mirmir
3-	Kunot Chan Kunot	Member	Mirmir
4-	Kai Gatluak Nyoun	Member	Mirmir
5-	Deng Chuol Buop	Member	Mirmir
6-	Sebit Majuan Goal	Headchief	Koat
7-	Gatkier Riek Jiek	Member	Koat
8-	Ruot Nhial Dador	Town chief	Thoriak
9-	Thalel kueth thony	Headchief	Boaw
10	Luoyhok Puok majak	Headchief	Gany
11	Gatkhan mathoat Buok	Member	Gany
12	Mout kompuok teny	Member	Gany

Thanks

Brig: Gen Gorden Koang Biel

Koch county SPLM chairperson

cc- office file

cc- state SPLM office

cc- county SPLM office

Sign




Contact: +211 911 100 011 / +211 916 922 831

Annex 8: SPLM-IO Press Statement alleging political harassment in Warrap State, 13 March 2023



PRESS STATEMENT

The SPLM IO Caucus met on 13th March 2023 to deliberate on the violations made by the leadership of H.E the Governor of Warrap State, the Chairperson of SPLM IO who has committed unacceptable violations to the Revitalized Agreement and the implementation of the Road Map 2022 as quoted in R-ARCSS 2.1.10.4 and read together with the Transitional Constitution of the Republic of South Sudan, article 25(1).

The details of the violations are hereunder; -

- 1- First and foremost, H.E the Governor of Warrap State lacks the spirit of cooperation with other political parties in his Government and particularly SPLM IO.

The Leadership of H.E the Governor, instructed the Counties' Commissioners who are members of his party to arrest any SPLM IO Member found in their Counties wearing SPLM IO T-shirts and undress them forcefully and thereafter burn them to ashes.

The list of people that were undressed together with their respective areas in Tonj North County are hereunder; -

- a. Adut Aduot Ajuong undressed in Kirik Payam
 - b. Majok Akech Pachien undressed in Madhiath Payam
 - c. But Bol Kur undressed in Kirik Payam
 - d. Guet Thiop Ajou undressed in Pagakdit, Warap Payam.
 - e. Maker Luul Akoon, undressed in Kirik Payam.
- 2- There are signs of an attempt to assassinate the SPLM IO Members. For example, the Rt. Hon. Speaker, who is also the Chairperson of SPLM IO Party in Warrap State was about to be assassinated in Tonj East County during a Government mission together with the Governor. The plan was cooked and the person who masterminded the assassination attempt goes by name Abraham Matoch. He was arrested through the orders of H.E the Governor but later freed without any legal procedures.
 - 3- On 14th January, 2023, the leadership of H.E the Governor of Warrap State has carried out a rampant arrest of up to ten (10) SPLM IO Members in Tonj South

County. The ones that were arrested came from the counties to attend the launching ceremony of the SPLM IO Secretariat in the State HQRs, Kuajok. Immediately after returning back to their respective destinations, they were arrested.

- 4- On 29th January, 2023, Mr. Gabriel Adim Deng Lang was arrested and tortured in Tonj North County.
- 5- On 3rd February 2023, The leadership of H.E the Governor formed a so-called committee for peace awareness with a hidden agenda to eliminate the SPLM IO members as per attached documents written by the Hon. Commissioner of Tonj North County dated, 3rd February 2023 which coincides with the detention of Hon. Mark Anei Mading, State MP-Warrap State.
- 6- On 3rd February, 2023 at 2:10 am, Hon. Mark Anei Mading, a State MP, of Warrap State was also arrested in Kirrik Payam of Tonj North County and detained in the bush for almost three days. He was threatened at gun point to mention all the SPLM IO Members in Kirrik Payam or else he will be killed.
- 7- On 14th February, 2023, two SPLM IO members; Lawrence Buoi Luka and Alphonse Pasquale were arrested in Agugo Payam of Tonj South County and underwent serious torturing.
- 8- At the same month, February, 2023, Cde Guet Thiep Ajou was arrested in Pagakdit of Tonj North County.
- 9- On 5th March, 2023, Cde Dech Dech Deng, was also arrested in Warrap town, Tonj North County HQRs.
- 10-After the appointment of H.E the Governor he ordered the detention of the Hon. Commissioner of Tonj East through a phone call before he reached Warrap State HQRs. This occurred on 28th November, 2022. The Hon. Commissioner of Tonj East County has been detained since within Kuajok and not to go to Tonj East County for about four months.
On 9th March, 2023, H.E the Governor issued a suspension against the Hon. Commissioner of Tonj East County and later on 13th March he allowed the arrest of the Hon. Commissioner and put him under detention at the C.I.D centre in Kuajok without due process of lifting the immunity of the Hon. Commissioner.
- 11-On 13th March 2023, after we learnt that the Hon. Commissioner of Tonj East County was arrested, the Chairperson of SPLM IO Consulted H.E the Governor about the arrest but he denied any knowledge and suggested that the Chairperson of SPLM IO to confirm the arrest himself.

When the SPLM IO Chairperson went to the site and indeed confirmed the incident to be true. He tried to rescue the situation by explaining the consequences of such a careless decision of arresting a constitutional post holder without due process of the law and whose position is bound to a peace agreement.

As per this press statement the personal guards to the Chairperson of SPLM IO Party who is also the speaker of Warrap State Reconstituted Transitional Legislative Assembly, are under arrest. Also the MPs who accompanied the Rt. Hon. Speaker to the detention site were seriously beaten.

After all these incidences happened, the SPLM IO leadership has been vocal, for example, during a security meeting that was conducted in Tonj South County on 25th February 2023, the SPLM IO chairperson raised the issue of illegal and random arrests of SPLM IO members accusing H.E the Governor of being behind the issue in presence of the following commanders of organized forces; -

- 1- Commander of Division 11 and his deputy
- 2- Commander of Disarmament
- 3- Commander of National Security operation force for Disarmament
- 4- Commissioner of Police-Warrap State
- 5- Director of National Security-Warrap State
- 6- Director for Prison Services-Tonj South County
- 7- Director for C.I.D-Warrap State

But, H.E the Governor of Warrap State totally ignored this concerns.

RESOLUTIONS.

With all the above mentioned violations to the Revitalized Peace Agreement, the following are the resolutions; -

- 1- The SPLM IO Caucus demands the immediate release of Hon. Commissioner of Tonj East County.
- 2- Urging H.E the Governor of Warrap State to dissolve the controversial committee for peace awareness in Greater Tonj which has become a Political mobilization against other political parties.
- 3- The party also urges H.E the Governor to stop the humiliation, arrest, detention and intimidation of constitutional post holders of SPLM IO as well as those from other political parties in Warrap State.
- 4- The SPLM IO Caucus also urges H.E the Governor to allow the Political space for all the political parties in Warrap State. This will pave the way for the R-ARCSS implementation in Warrap State.
- 5- Urging H.E the Governor to refrain from verbal orders through phone calls and random arrest of any political party member(s) without Legal procedures.

CONCLUSION

The SPLM IO Caucus in Warrap State, strongly condemn the serious violations that are ongoing since the appointment of H.E the Governor, H.E Eng. Manhiem Bol Malek to the State HQRs.

Therefore, the SPLM IO leadership in the State urgently urges the National Government and peace guarantors to intervene over the violations of the Revitalized Peace Agreement particularly in Warrap State where peace is not respected.

Additionally,

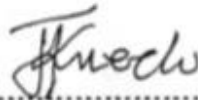
If the Governor of Warrap State does not want to cooperate with other political parties in his government, then it should be clear such that the leadership of SPLM IO should evaluate its alternatives.

Therefore, we urge the National Government and peace guarantors to intervene for the protection of constitutional post holders under the Revitalized Agreement on the Resolution of the Conflict in Republic of South Sudan.

Finally,

The SPLM IO leadership in Warrap State calls upon the citizens of Warrap State to remain calm and we are still committed to the full implementation of the Revitalized Peace Agreement on the Resolution of the Conflict in Republic of South Sudan.

Thank you for the attention.



Cde Kuac Deng Mayar,
Chairperson,
SPLM IO Party – Warrap State, Kuajok.



Cc: The Presidency of the Republic of South Sudan,
Cc: H.E the Governor of Warrap State
Cc: Peace Guarantors
Cc: R-JMEC
Cc: IGAD
Cc: CTSAMVM
Cc: International Community
Cc: All media Houses
Cc: File

Annex 9: Variation in graduation figures for Necessary Unified Forces

The Panel has noted significant variation in the number of reported Necessary Unified Forces graduates from respective regional graduation ceremonies.

Ceremony	Date	Lowest public estimate	Highest public estimate
Juba, Central Equatoria State	30 August 2022	21,973 ¹	22,574 ²
Torit, Eastern Equatoria State	19 September 2022	1,540 ³	1,540
Bor, Jonglei State	28 September 2022	1,701 ⁴	1,765 ⁵
Wau, Western Bahr el Ghazal State	4 November 2022	13,628	13,628
Maridi, Western Equatoria State	17 September 2022	1,600 ⁶	2,146 ⁷
Muom, Unity State	10 November 2022	1,366 ⁸	7,500 ⁹
Malakal, Upper Nile State	21 November 2022	9,499 ¹⁰	13,000 with up to 20,000 for all of Upper Nile ¹¹
Bentiu, Unity State	14 January 2023	2,838 ¹²	3,610 ¹³
Total		54,145	Up to 72,763

¹ Eye Radio, Kiir graduates over 20 thousand unified forces, some with wooden guns, 30 August 2022. Estimate provided by international monitoring body, November 2022.

² Eye Radio, Unified peace soldiers in figure, 11 August 2022.

³ Reports by international monitors.

⁴ Sudans Post, R-ARCISS: Parties graduate 1701 more troops, 27 September 2022.

⁵ Eye Radio, Unified peace soldiers in figure, 11 August 2022.

⁶ No. 1 Citizen, WES: 1,600 unified forces expected to graduate in Maridi today, 17 September 2022.

⁷ No. 1 Citizen, Over 2,000 unified forces graduate in Maridi, 19 September 2022.

⁸ Sudans Post, Parties graduate over 1300 peace forces in Unity State, 11 November 2022.

⁹ No. 1 Citizen, Over 7,000 forces set to graduate today, 10 November 2022.

¹⁰ Reports by international monitors.

¹¹ Sudans Post, South Sudan peace forces in Upper Nile to graduate next week – spokesman, 4 November 2022.

¹² Report obtained by the Panel from an interview conducted by international monitors with the commander of the Kaljak training center, January 2023.

¹³ Press statement by the Office of the Governor of Unity State, dated 14 January 2023.

Annex 10: SPLM-IO statement on resolutions by SPLM Political Bureau, 4 March 2023



SUDAN PEOPLE'S LIBERATION MOVEMENT
SPLM/SPLA(IO)
CHAIRMAN AND COMMANDER-IN-CHIEF



Resolutions of SPLM (IO) Political Bureau Extra-ordinary Meeting Held on 4th March 2023

The SPLM(IO) Political Bureau met on the 4th March 2023 to deliberate on the Republican Decree issued by the President on 3rd March 2023 in which he unilaterally removed the Minister of Defense and Veterans Affairs. In a Republican Order, the President also swapped the Ministry of Defense and Veterans Affairs with the Ministry of Interior.

The Political Bureau condemns and rejects the unilateral removal of Hon. Angelina Teny as Minister of Defense and Veterans Affairs in violation of Article 1.13.1, which gives each party to the Agreement the power to remove its representatives in the Council of Ministers and nominate replacements by notifying the President.

The swapping of the ministries equally violates the provision of Article 1.12.1 of the Agreement which requires the Parties to agree on the allocation and selection of ministerial portfolios in the RTGoNU.

The Political Bureau calls upon the President to;

1. revoke the unilateral Decree and the Republican Order, and
2. reinstate Hon. Angelina Teny as Minister of Defense and Veterans Affairs.

In light of the above violations, the Political Bureau would like to point out that the "RTGoNU is founded on the premise of collegial collaboration in decision-making and continuous consultations within the Presidency, between the President, the First Vice President and the four Vice Presidents, to ensure effective governance during the Transitional Period." (Article 1.9.1).

The SPLM (IO) reiterates its commitment to full implementation of the Revitalized Agreement in letter and spirit.

Signed



Riek Machar Teny-Dhurgon, PhD

Chairman and Commander-in-Chief, SPLM/SPLA(IO) and The First Vice President of the Republic

Annex 11: RJMEC statement on removal of Minister of Defence and Veterans Affairs

**Reconstituted Joint Monitoring and Evaluation Commission
(RJMEC)**

Communication Office

PRESS RELEASE

(For Immediate Publication)

Thursday, 09 March, Juba, South Sudan

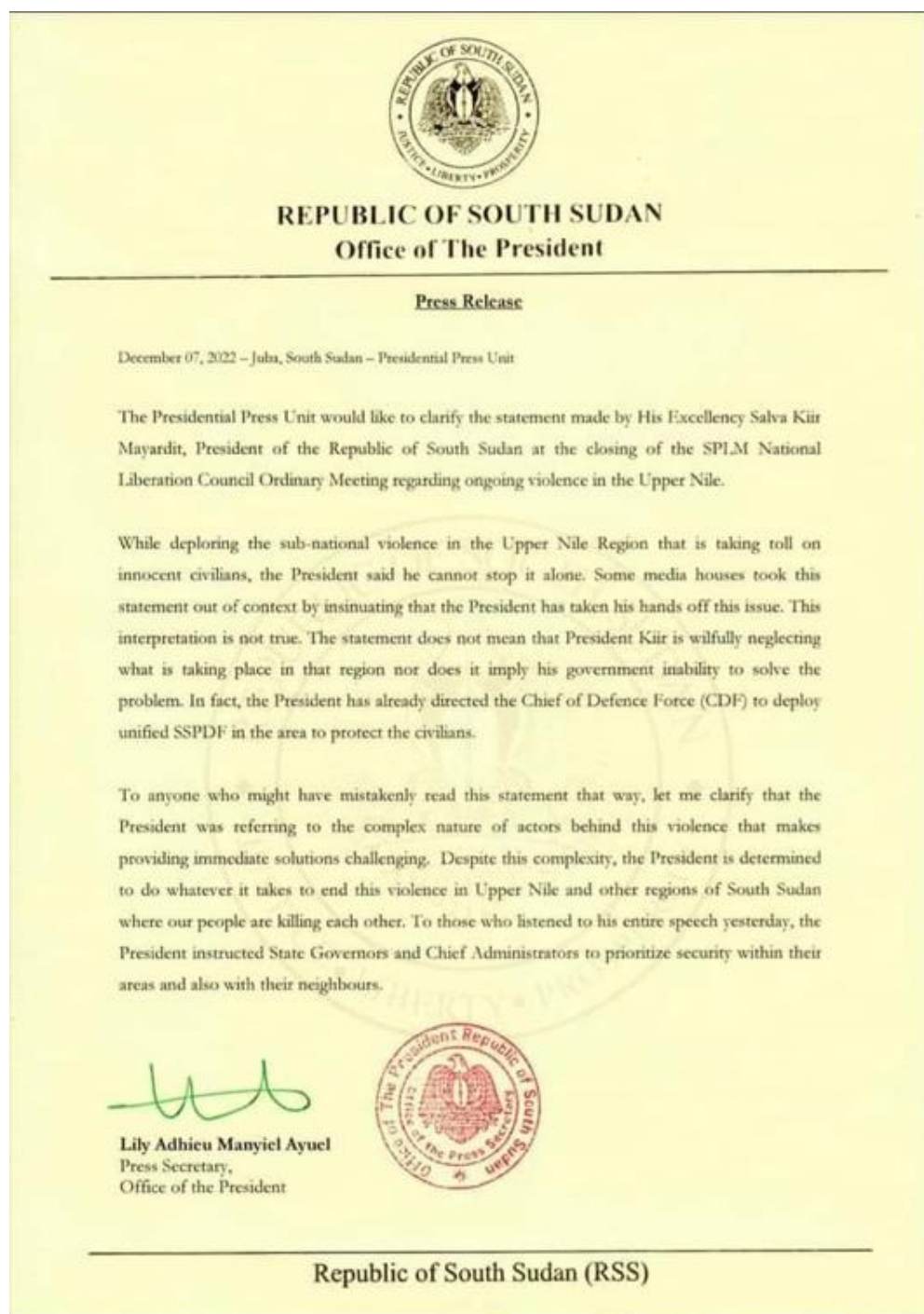
RJMEC encourages consultation to resolve issues on the removal of the Minister of Defence and Veteran Affairs; urges focus on timely implementation of R-ARCSS.

The Reconstituted Joint Monitoring and Evaluation Commission (RJMEC) takes note of the Presidential Decree of 3 March 2023, announcing the removal of the Minister of Defence and Veteran Affairs, and Minister of Interior, and the swapping of the two ministries between the ITGoNU and the SPLM-IO.

RJMEC welcomes the decision of the President and the First Vice President to meet and discuss the issue of the removal of the Minister of Defence and Veteran Affairs, and the swapping of the two ministries. In that regard, we urge the Parties to observe the letter and spirit of the Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS), which is founded on collaboration, consultation, and agreement between the Parties.

If there is a deadlock between the Parties to the Agreement, a referral can be made to RJMEC pursuant to Article 7.11 of the R-ARCSS to engage the Parties with a view to finding a compromise and / or recommending measures to break the deadlock.

Annex 12: Press Release by the Office of the President concerning the conflict in Upper Nile State, 7 December 2022



Annex 13: Statement by Jonglei State Government condemning the attack on Gumruk, 26 December 2022



REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
JONGLEI STATE- BOR
MINISTRY OF INFORMATION,
COMMUNICATION
MINISTER'S OFFICE



Ref: MOIC/MO/JS/29-A-1

Date: 26th, December, 2022

Condemnation on Attack on Gumruk County, Greater Pibor Administrative Area by Armed Criminals suspected to be from Jonglei State

Today on 26th, December we are saddened and shocked by the report of barbaric attack on Gumruk County of Greater Pibor Administrative Area by armed criminals suspected to be from our state. This news reached us when the Acting Governor H.E Jacob Akech Dengdit and some ministers were on a mission to assess the flooding situation in Jale in order to know the viability of the situation for their return of our people from IDPs and Cattle Camps in the areas of Greater Equatoria Region.

Therefore, the state government under H.E Denay Jock Chagor the governor and H.E Jacob Akech Dengdit the deputy governor condemned in the strongest terms possible such attack on our neighbors and the people of Greater Pibor Administrative Area. However, we call on those criminals to immediately withdraw from the territories of Greater Pibor Administrative as soon as possible because such acts of criminalities are unacceptable, intolerable and those who will be found doing that will be dealt with accordingly.

We are calling on the National Government to intervene and be part of the solution into ending this cycle of Inter-communal violence of killing, child abduction and cattle raiding in Jonglei and GPAA. As government of Jonglei State, we are reaffirming our commitment towards peace between our people and those of Greater Pibor Administrative Area and as we agreed up on October 16th 2022 in Pibor town that we will always call criminals as criminals and not as communities or ethnicity because the atrocities being committed are perpetrated by individuals who acted on their own.

We send our condolences and sympathy to those affected by such in humane attack and as Jonglei State government, we shall do our utmost best as government to verify and investigate further on this incident and ensure the culprits are brought to book and justice is served.

Hon. John Samuel Manyon
Minister,
Ministry of Information and Communication
Bor, Jonglei State



Contacts: +211922266634 (WhatsApp) +211917232092/ E-mail johnsamuel161@gmail.com

Annex 14: Additional incidents of reported subnational violence

- Central Equatoria: Dollo,¹⁴ Lainya,¹⁵ and Liria¹⁶
- Eastern Equatoria: Magwi¹⁷
- Western Bahr el Ghazal: Jur River area on the border with Warrap State¹⁸
- Warrap: Greater Tonj¹⁹ and Twic²⁰
- Lakes: Rumbek North²¹
- Unity State: in Panakuach in Ruweng,²² and on the Mayom-Warrap border²³

¹⁴ Reports by international observers, January 2023. See for example, Radio Tamazuj, 7 killed, 2 injured in Juba County attack, 17 January 2023.

¹⁵ Reports by international observers in Central Equatoria, January 2023. See for example, South Sudan Liberty News, Fighting between Dinka Bor herders and young people in Wunduruba left four people dead, 5 January 2023.

¹⁶ Reports by international monitoring bodies obtained by the Panel, November 2022. See for example, Radio Tamazuj, 2 governors, 2 ministers, NSS to present findings on Lokiliri killings next year, 20 December 2022; No 1 Citizen, Armed herders slain five in Lokiliri payam, 14 November 2022; Eye Radio, Suspected herders kill 5 civilians in Juba's Lokiliri Param, 13 November 2022.

¹⁷ Reports from international monitors, March 2022 – January 2023. See for example, Juba Echo, Fear grips Magwi County as armed herders return, 16 November 2022; UN Mission in South Sudan, Following conflict between farmers and herders in Magwi, UNMISS steps up patrols, 17 March 2022.

¹⁸ Reports from international monitors, December 2022 and January 2023.

¹⁹ Reports by international observers, December 2022 and January 2023. See for example, Radio Tamazuj, 5 killed, 9 wounded in Tonj East county, 11 January 2023; <https://www.youtube.com/watch?v=cluY-R0X6Sc>.

²⁰ Reports from international observers and humanitarian operators in Warrap, November 2022 – January 2023. See for example, City Review South Sudan, 10 people killed, seven others injured in Warrap State attack, 30 December 2022; Abyei Radio, 13 civilians dead in an attack on Rumamer village, 3 January 2023; Eye Radio, Calm returns to Twic County after deadly violence, 31 January 2023.

²¹ Reports by international observers, January-March 2023. See for example, Radio Tamazuj, At least 2 killed in Rumbek North cattle raid, 10 January 2023; Radio Tamazuj, Rumbek North-Tonj East violence death toll rises to 36, 23 February 2023; Radio Tamazuj, Rumbek North, Tonj East clashes death toll rises to 151, 7 March 2023.

²² Reports by international monitors, January 2023.

²³ Ibid.

Annex 15: Letter from Chairpersons of Equatorian communities to President Kiir, 24 January 2023

THE CHAIRPERSONS OF EQUATORIA COMMUNITIES

JUBA – SOUTH SUDAN

Date: 24th January 2023

H.E. Salva Kiir Mayardit

President of the Republic of South Sudan

Juba – South Sudan

Subject: AN OPEN LETTER TO THE PRESIDENT ON THE BRUTALIZATION OF THE EQUATORIA COMMUNITIES BY THE DINKA BOR AND THE MISSING IN ACTION OF THE GOVERNMENT

Your Excellency,

On behalf of the Equatoria Communities we represent and on our own behalf, we the Leaders and Representatives of the undersigned Communities extend to your good self and your Cabinet our cordial 2022 Christmas Greetings and Best Wishes for a Merry and Prosperous New 2023 Year.

It is, however, with a heavy heart that we present before you this humble letter. It is written in a manner, and using words that truly reflect our heart felt pain caused by what the Dinka Bor are doing deep in our villages. We avail to you the following:

I. THE BRUTALIZATION OF EQUATORIA COMMUNITIES BY THE DINKA BOR

1. The Forceful Grabbing of Land from the Indigenous Owners

- Land Grabbing occurs in the cities/towns and their environs in Equatoria. In the cities/towns it is in the form of individual plots grabbed at gunpoint. Usually, recourse to the law is not executable.
The Grabbers often justify their actions that the Equatorians do not rent their houses to Dinkas, and that Residential Plots are not allotted to them by the State Authorities. They expect immediate plot allotments.
- Land Grabbing in the surroundings of the cities/towns takes the form of land invasion where a group of Dinka Bor cuts prime land, demarcates it and distributes tokens/plots and even sell to would be buyers.

2. The Cattle and the Heavily Armed Herders

- These roam from Mangalla in Bari Land to Acholi and Madi Lands at Magwi and Nimule in Eastern Equatoria, respectively.

- In Central Equatoria, they extend from Mangalla to Lobonok, and also to Rokon in Nyangwara Land; Wonduruba and Lainya in Pojulu Land; Kaji Keji in Kuku Land; and Yei in Kakwa Land, to mention a few.
- The Cattle are allowed to graze on farm crops and any resistance is met with force. The farmers have no choice but to flee to the Islands, IDP and Refugee Camps.

3. The Cattle Rustling

- Cattle Rustling or, more appropriately, Livestock (cattle, sheep, goats, chickens, etc.) Rustling from the indigenous people is done at gunpoint. Also, the looting of food items from family stores, seizing of already prepared family meals as well as cooking utensils are part of the robbery the Dinka Bor routinely engage in.

4. The Wanton Killing of Equatorians, Raping of their Women and Girls, and Child Abductions

- These atrocities occurred in the following locations:
 - a. Magwi/Abara:** Acholi Land, Eastern Equatoria State.
 - Casualties: 9 killed – 6 men and 3 women.
 - b. Agora:** Acholi Land, Eastern Equatoria State.
 - Casualties: 6 men killed, including 1 Chief.
 - c. Ayii:** Acholi Land, Eastern Equatoria State.
 - Casualties: 7 men killed.
 - d. Owinyi-kibul:** Acholi Land, Eastern Equatoria State.
 - Casualties: 2 men killed.
 - e. Nimule:** Madi Land, Eastern Equatoria State.
 - Casualties: 1 Chief killed.
 - c. Lobonok:** Bari Land, Lobonok Payam, Rejaf County, Central Equatoria State.
 - Date: 1st March 2022.
 - Casualties: 3 killed – 2 boys and 1 woman.
 - d. Kajo Keji:** Kuku Land, Kajo Keji County, Central Equatoria State.
 - Date: 2015 – 2023.
 - Casualties: 15 killed, including 1 Chief and 1 Executive Officer.
 - e. Ngangala:** Olubo Land, Lokiliri Payam, Juba County, Central Equatoria State.
 - Date: 24th June 2022.
 - Casualties: 9 killed

f. **Ngerjebe:** Olubo Land, Lokiliri Payam, Juba County, Central Equatoria State.

- Date: Friday, 11th November 2022.

- Casualties: 5 men killed.

g. **Mangalla:** Bari Land, Mangalla Payam, Juba County, Central Equatoria State.

- Dates: 10th December 2022 to 8th January 2023.

- Locations: Tibari, Jokoki, Tukoro, Loggo, Gabur, Mankaro, Geri, Malang and Bilinyang Villages in Mangalla Payam; and Nyori Village in Kondokoro Payam.

Casualties: 12 killed, including 1 woman.

5. Destruction of the Economic Base

- a. The forced displacement of farmers into Islands, IDP and Refugee Camps renders them economically unproductive and dependent on hand outs.
- b. Robbing the indigenous population of means of honourable livelihood. For example, the destruction of bee- hives by the Dinka Bor because they superstitiously believe that natural honey is harmful to cattle when mixed in water. This is particularly so in Kajo Keji.
- c. Also, in Kajo Keji Villages occupied by the Dinka Bor, fishing and fetching water from streams and pools have been forbidden.
- d. Turning Equatoria's crop fields into pasture lands and chasing the farmers away or killing them by the Dinka Bor, are not feasible for an agriculture – driven economy.

6. Lack of Spirit of Good Neighbourliness

- a. History has shown that the Bor People are incapable of staying in peace with their neighbours. Their immediate neighbours like the Nuer and the Murle will testify to this fact.
- b. The Dinka Bor, especially the Leadership that is based in Juba, often respond to atrocities committed by their people in the following pattern:
 - i. Vehemently deny the committing of the reported atrocities.
 - ii. Push the blame to Sections of Bor Community apart from their particular Section.
 - iii. Characterize as rouge elements the clearly identified individuals behind the reported atrocities.
 - iv. Threaten and, indeed, carry out violence against the indigenous people who bring forth reports of committed atrocities.

7. Setting up Parallel Local Administration and Re – naming Indigenous Places

- a. They move into Lands of Communities they invade with their own administrative setups. They establish their own courts, presided over by their own Chiefs. So established, they proceed to administer justice, as defined by them, to everyone, including the owners of the land. They will not allow any of their people to be

brought to the established judicial system in these areas. More often than not, these acts also involve the killing of those who offer resistance.

- b. It is common for them to re – name places they occupy. For example, Sherikat, Juba Two, Jebel Dinka, Tong Ping, etc.

II. THE MISSING IN ACTION OF THE NATIONAL AND STATE GOVERNMENTS

Your Excellency,

Allow us to furnish you with some facts to support the absence of Governments at all levels in the midst of the atrocities being meted out against the civilized and peaceful people of Equatoria:

1. We believe that the Dinka Bor are able to perpetrate their above cited atrocities on our people in our Communities because the core entity that has the constitutional mandate to end all those heinous acts is missing in action. The missing entity is the Government. It is not there whether at the National or State Levels.
The Government is not there in the first place to prevent the Dinka Bor from arming themselves to the teeth. Furthermore, it is not there to prevent them from perpetrating their atrocities on our people, who are also your people.
2. The exercise of State Authority has been rendered null and void. That is why Presidential Orders issued in 2015 and 2017 for the evacuation of cattle from Equatoria back to their places of origin have been ignored at will with no consequences on those undermining them. Similarly, till to date, the Presidential Order for the establishment of 11 counties for the defunct Jubek State (7 counties) and Terkeka State (4 counties) has not been implemented by the Governor of CES despite renewed green light from the President and the Council of States.
3. Your Excellency, since 2005 the Communities we represent have individually or collectively and, at one time or the other, have been on the receiving end of the heavy hand of the Dinka Bor. As victims, when they come running to the Government for rescue, the reaction of those responsible, by insinuation or directly, is to ask them as to whether they don't have their own youths to protect them. Others tell them point blank that they are a bunch of cowards. Above all these, you are on record that you will back those defeated who come to you for support. Don't the Equatorians qualify for your support?
4. Only last week, a whole Government Army Unit was uprooted in Gumuruk/Likuangole by a Local Militia Outfit. Last year, a huge Government Garrison in Tonj North was terribly humiliated by a heavily armed Local Militia. Also, Upper Nile State is in turmoil due to the activities of None State Actors (the Nuer White Army and Dinka Bor against the Murle), since there is no Government to stop them.

Furthermore, the on-going brutalities in Mangalla, Mugali, Owinyi-Kibul, Lobonok, Lobone, Lainya, Ngergebe and Wonduruba, among others, all point to the total absence of the State in the lives of the citizens of this country, the Republic of South Sudan.

5. While in the localities they occupy, the Dinka Bor Cattle Herders are regularly supplied from Juba with food items, medicines, weapons and ammunitions. These supplies are sometimes delivered on Government Security Vehicles to local SSDF Garrisons without inspection at the numerous road blocks. With phone contacts, the Cattle Herders who reside nearby come to collect the supplies. Not only that, some of their heads of cattle are delivered to invaded areas escorted by Government Security Personnel, wearing official uniforms.
6. Dinka Bor Cattle Herders openly carry different types of weapons and even wear army uniforms, but are never questioned or branded rebels. However, when an Equatorian or group of Equatorians possesses guns, they are labeled NAS Rebels.
7. All the heinous killings of Equatorians have never been investigated by the Government.

III. THE WAY FORWARD

Your Excellency,

We are mindful of the contributions of Equatoria and its People in the two long and protracted wars of liberation: the Anya – Nya War of 1955-1972, and the SPLM/A War of 1983-2005. Also, in the Referendum Results of 2010 of which we doubt the contribution of Equatorians in the less than One Percentage Point NO VOTES. Furthermore, the Inter-communal Wars were being fought out of Equatoria until the marauding Dinka Bor Cattle Herders brought them to Equatoria.

On another note, the People of Equatoria are God fearing, peace loving and wholly supportive of the implementation of the Revitalized Agreement and its subsequent Road Map in letter and spirit.

All that the collective leadership of the Equatoria Communities calls for are as follows:

1. The immediate evacuation from Equatoria of all Dinka Bor Cattle and their Herders to their places of origin as per the Presidential Orders issued in 2015 and 2017.
2. To direct the Dinka Bor Authorities to ferret out and address the root causes of the Cattle Herders' urge and propensity to seek with arms grazing lands in Equatoria and not within their own lands in Jonglei State.
3. The return of Dinka Bor IDPs to Bor, Jonglei State, in the light of the fact that floods had receded and the 3 – month stay period by the concerned authorities had expired.
4. Land Grabbing, whether in the cities/towns or in the rural areas of Equatoria must be stamped out by enforcing laws governing land acquisition.

5. Cattle Rustling, Child Abductions and Rapes are social vices that are new and must not be allowed to take root in Equatoria Communities and, indeed, any Community in South Sudan. We believe you are better placed to devise the requisite mechanisms to fight them.
6. To direct all the Security Organs to cease offensive operations against civilians in Equatoria under the assumption that they are NAS Rebels.
7. To direct the deployment of SSPDF Unit at the border between Jonglei State and Central Equatoria State to monitor the movements of Dinka Bor Cattle and Armed Herders particularly into Equatoria.
8. To establish an appropriate and representative fact – finding committee to investigate the atrocities, including killing of civilians, committed and being committed by the Dinka Bor in Equatoria, and to bring the culprits to book.
9. The SSPDF Command and Control must investigate Officers who side with the armed and violent Cattle Herders by sending the National Army to support such a sectarian and criminal outfit. Also, to withdraw such deployed Units from the areas in question.
10. Whether by design or not, the current SSPDF Commanders of the Garrisons from Mangalla Payam (Mogiri) to Nimule and Lobonok are all Dinka Bor. It is no wonder how regular supplies of food items, medicines, weapons and ammunitions are sometimes delivered on Government Security Vehicles to Dinka Bor Cattle Herders in areas they occupy in Equatoria. To that end, we call on you to replace those SSPDF Commanders with Officers from other ethnic groups of South Sudan with immediate effect.
11. The Government must desist from labeling Equatorians who possess guns NAS Rebels.


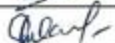



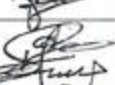









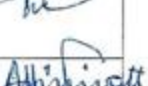



Your Excellency,


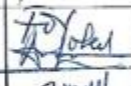



In conclusion, we the under-signed and those whom we represent are raising these weighty matters to you, the ultimate authority in the country, to put an end to the agonies being meted on us by the Dinka Bor. Also, we are taking this opportunity to assure you of our unwavering support and cooperation.

THANK YOU.


THE CHAIRPERSONS OF EQUATORIA COMMUNITIES – As attached hereunder:

Cc: Diplomatic Missions
Cc: Troika
Cc: UNMISS
Cc: IGAD
Cc: Office of the Speaker, NTLA
Cc: Office of the Governor, EES, CES and WES
Cc: Chief of General Staff
Cc: DG, NSS/ISB
Cc: IGP
Cc: All Media Houses

SN	NAME	COMMUNITY/ORG	POSITION	STATE	SIGN
1.	Hon. Stephen Pitia Lako	Bari Community	Chairman	CES	
2.	Hon. Wani Buyu Dyori	Mundari Community	Chairman	CES	
3.	Hon. Aggrey Tisa Sabuni	Kajo-Keji Community Organization	Chairman	CES	
4.	Hon. Emmanuel Justin Chungo	Lokoya Community,	Chairman	EES	
5.	Hon. Juma Stephen Luga	Wunduruba Community	Chairman	CES	
6.	Hon. Salah Rajef Bunduki	Yangwara and Pojulu Tijor Community	Chairman	CES	
7.	Bethsmith Aliga William	Lugbari Community, Morobo	Chairman	CES	
8.	Longino Micheal Cook	Olubo Community	Chairman	CES	
9.	Thomas Muto Lo Budu	Kakwa Community	Chairman	CES	
10.	Odong Joseph Kamilo	Acholi Community	Chairperson	EES	
11.	Adelio Ojina Quinto	Otuho Community	Chairman	EES	
12.	Aburoman Okilek Aburoman	Tennet Community	Chairperson	EES	
13.	Saturilino MahaJoub Inyasio	Lango Community/ Ikotos	Chairman	EES	
14.	William Okot	Loruma Community/ Ikotos	Chairman	EES	
15.	Saturilino Ujwok Nyigilo	Pori Community	Chairman	EES	
16.	Ambros Oyet Albino	Lopit Community Association	Chairperson	EES	
17.	Peter Logera Anatamuk	Laarim Community	Chairman	EES	
18.	Ouxilio Odume Raimondo	Horiok Community	Chairman	EES	
19.	Virginio Kenyi Lomena	Madi Welfare Association	Executive Chairman	EES	
20.	Philip Gallu Lomokumoi	Tennet Community in Juba	Chairman	EES	

21.	Rev. Victoria Elia Waraka	Greater Mundri Community Association	Chairperson	WES	
22.	Primo Celesino Mune	Lokoya Hummitarian Committee	Chairperson	CES	
23	Paul Napwon Yome	TOPOSA Community	Chairperson	EES	
24	Agele Simon Sebit	Keliko Community	Chairman	CES	
25	James Ladamusa	Pajula Community	Chairman	CES	
26	Ali Hassan Juma	Tore Community	Chairperson	CES	

Annex 16: Bari community press release on the Mangalla crisis, 30 December 2022



Bari Community
Juba - South Sudan

OFFICE OF THE CHAIRMAN

Date: 30th December 2022

PRESS RELEASE ON THE MANGALLA CRISIS

**RESPONSE TO THE STATEMENT ON ENGAGEMENT WITH NAS
REBELS ISSUED BY MAJOR GENERAL LUL RUAI KOANG, SSPDF
SPOKESPERSON, ON 26TH DECEMBER 2022**

The leadership of Bari Community with deep sorrow wishes to bring to the kind attention of the Government of The Republic of South Sudan; the International Community; Troika (USA, UK & Norway); IGAD; AU and all South Sudan Peace Guarantors; the People of Greater Equatoria and the Bari Community, internally and in the diaspora, that the Dinka Bor Cattle Herders are out to destabilize The Republic of South Sudan by engaging in heinous acts of killings, abductions, looting, raping, and land grabbing.

The facts on the ground are as follows:

1. The chronology of Dinka Bor Cattle Herders and Invaders' planned mayhem against the peace-loving people of Equatoria is evidenced with what happened in Nimule, Mogali, Magwi, Lobonok, Kajo keji, Lokiliry, Ngangala and Ngerjebe.
2. The tension between Dinka Bor Cattle Herders and Invaders with Bari People started in Tibari Boma of Mangalla Payam on Friday, 18th November 2022. The Cattle Herders encroached into farms of the village. This resulted into a violent conflict on Saturday 10th, December 2022 between Dinka Bor Cattle Herders and Invaders and the Bari People of Tibari Village. The Cattle Herders used heavy weapons of different types in this conflict. As a result, the Tibari villagers had to fight back in self-defense.

SA

1

BCA/HQs : Juba, Jubek Square - South of Ivory Bank - Juba Branch, Tel: +211914 642 552 - +211 929 992 230

3. From the 12th to 15th December 2022, the fighting advanced to the Bomas and villages of Loggo, Jokoki, Mankaro, Tukoro, Gabur, Geri and Malang.
4. On the 17th December 2022, the same Dinka Bor Cattle Herders and Invaders went to Billinyang Boma of Mangalla Payam and proceeded to Mori Village of Gondokoro Payam. In the process of the invasion, the Cattle Herders killed, looted and destroyed properties.
5. On the 24th December 2022, the State Government Delegation headed by the Hon. Commissioner of Juba County, Hon. Charles Joseph Wani, inspected the Bomas and Villages of Mangalla Payam affected by the conflict. The Hon. Commissioner found that all the Villages were empty and destroyed. The people had fled the Villages and sought refuge in the Islands. Paradoxically, on the 25th December 2022, after the visit of the Hon. Commissioner of Juba County, the SSPDF went to the same areas visited by the Hon. Commissioner and started shelling the civilians with heavy weapons claiming that these were NAS Rebels' Bases. Therefore, the shelling of the Bari people, in our opinion, is a tactical strategy laid down by Dinka Bor Community's Leadership to lure the SSPDF to kill our innocent Bari People in the Islands between Juba and Mangalla. Since the Hon. Commissioner visited the Islands, accompanied by journalists and various Security Organs, and returned safely, if the people living in the Islands were NAS Rebels could he have come back safely?
6. On the 27th December 2022, Jabur Boma was also attacked by the marauding armed Dinka Bor Cattle Herders and Invaders who looted goats, properties, and displaced the inhabitants.
7. As events indicate, it is crystal clear that the fight is (and has been) between Dinka Bor Cattle Herders and Invaders and the Bari People. Now, how come this violent conflict got twisted to be between the Dinka Bor Cattle Herders and Invaders and the NAS Rebels when it was a well-known fight between Dinka Bor Cattle Herders and Invaders and the Bari People?
8. Therefore, the Bari Community Leadership and the entire Bari populace would like to categorically and firmly dismiss and condemn in the strongest terms possible the discriminatory, irresponsible, baseless and unproven statement issued by SSPDF



Spokesperson, Maj. Gen. Lul Ruai Koang. That statement was made based on political influence to favor Dinka Bor Cattle Herders and Invaders.

9. The Leadership of the Bari Community (BC) and the entire cross-section of the Bari People want to make it abundantly clear to the SSPDF and the people of South Sudan that all the Bari Islands mentioned are occupied by Bari Indigenous Communities. They neither have any connection nor host any NAS Rebels' Group.
10. We the Bari Community would like to inform the National and State Governments that our Bari People living in these Islands are currently displaced with the recent fighting between the Dinka Bor Cattle Herders and Invaders and the Bari People.

From the recent past, Dinka Bor People who migrated from their home land due to different circumstances to the Bari Land lived peacefully with the Bari People in all their villages. They herded Bari cattle and shared life with them. Of recent, however, and with the proliferation of fire arms, they had turned and became not only enemies but invaders of the Bari land. Never ever did the Bari people sought strife of any kind with any community in South Sudan.

Given this situation and the fact that the Bari People would want to continue to live peacefully in their ancestral lands, we firmly stand for the following:

1. We urgently urge the President and Commander-in-Chief of SSPDF and the Supreme Commander of All Organized Forces to direct all the Security Organs to immediately cease the unwarranted offensive operations against our innocent Bari People in all the Bari land.
2. The Leadership of the Bari Community and all the Bari People are demanding the urgent vacation and return of Dinka Bor IDPS and Cattle Herders in Mangalla and the entire Bari Land to their places of origin as has been demanded by the Government at all levels and as per the Presidential Order issued on the 8th of April 2015 and in 2017.
3. The game of incriminating the Bari Community by labeling them as NAS Rebels is a creation by the Dinka Bor Cattle Herders and Invaders and their Leadership and Intellectuals so as to win Government's sympathy for the latter to fight the Bari Community. In actual fact, the Bari Community like any Community in South



Sudan has the inalienable right to acquire weapons to defend itself. It is, therefore, a fallacy and irresponsible to claim that they are NAS Rebels. The Cattle Herders are openly carrying guns of different types and nobody has ever questioned their possession of all these types of weapons.

4. We call for the withdrawal of the SSPDF from the eastern and western sides of River Nile (Bahr El Jebel or locally Supiri River) as they are posing insecurity and preventing the movement of people and goods.
5. The Government should desist from labeling the Great People of Bari Land as NAS Rebels.
6. We also call for the investigation of the baseless statement issued by Major General Lul Ruai Koang, the SSPDF Spokesperson, for labeling our Bari Village People as NAS Rebels.
7. Furthermore, we appeal for urgent intervention of the National and State Governments, National and International NGOs, our people in the Diaspora and all well-wishers to rescue our displaced communities from the devastating humanitarian situations. The estimated number of our displaced population between Juba and Mangalla is over 20,000 (Twenty Thousand).

 Hon. Stephen Pitia Lako

Mor Lo Bari (BC Chairman)

Bari Community (BC)

Juba- South Sudan

Cc: Office of the President, RSS

CC: Diplomatic Missions

CC: Troika

CC: UNMISS



CC: IGAD

CC: Office of the Speaker, NTLA

CC: Office of the Speaker, CS

CC: Office of the Governor, CES

Cc: Office of the Speaker, CESLA

CC: Office of the Commissioner, Juba County

Cc: Chief of General Staff

Cc: DG, NSS/ISB

Cc: IGP

Cc: All Media Houses

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'S. J. B.', with a diagonal line extending from the bottom left of the signature.

Annex 17: National Salvation Front/Army (NAS) press release, 22 December 2022**SOUTH SUDAN**

Restoring Unity & Dignity of the People

National Salvation Front/ Army**OFFICE OF THE SPOKESPERSON****General Headquarters**

Ref: NAS/OSM/23

22nd December, 2022.**FOR IMMEDIATE PRESS RELEASE**

The Leadership of National Salvation Front (NAS) has come across a statement in a video footage by the Bor County Community leadership of Peter Wal Athiew. In the statement Peter Wal accused NAS forces to have been behind the inter-tribal conflict in Mangalla Payam of Juba County.

NAS Leadership is aware that in the past week there was a fight between Mangalla youth and Dinka Bor cattle herders who are allowing their cattle to graze on the local people's farms, engaging in land grabbing, plundering and looting of the villages, children abductions and systematic raping. Peter Wal Athiew and his Bor County Community leadership instead of deploring the criminal actions of his kinsmen, unashamedly chose to engage in lies, accusing NAS forces to have been engaging in the fight with the Dinka Bor cattle headers.

NAS Leadership would like therefore to state the following statement:

1- NAS condemns in the strongest terms possible the killing of innocent civilians and destruction of properties in Mangalla area by Dinka Bor cattle herders and the false statement of Peter Wal Athiew and his Bor County Community leadership for falsely accusing NAS forces, peddling lies and engaging in malicious propaganda.

2- The inter-tribal fight in Mangalla is between the local youth and Dinka Bor cattle herders. The local youth are protesting the criminal actions of Dinka Bor cattle herders of allowing their cattle to graze on farms, looting and plundering of villages, children abductions, land grabbing and rape; similar to what they did and still doing in Madi Acholi corridor, Lulubo areas, Lobonok, Kajo-Keji and Lainya counties.

3- The armed Dinka Bor cattle herders whom Peter Wal Athiew is representing are well known for exporting a culture of violence, brutality and lawlessness across states and counties in South Sudan, a very indiscipline group with no appreciation of the hospitality and no respect to their neighbors.

Email: samuelsuba@yahoo.co.uk

4- The position of Bor County Community leadership of aligning with the actions of Dinka Bor armed cattle herders clearly indicates that this community organization is the architect of this group inter-state violence and incursions.

5- NAS leaderships strongly advice Bor County Community Association to desist from manufacturing violence and hatred and at least learn to co-exist and respect others.

Suba Samuel Manase

NAS Spokesperson.



Email: samuelsuba@yahoo.co.uk

Annex 18: Preliminary list of people killed, released by Kajo Keji authorities on 5 February 2023

The list names 25 casualties as of 5 February 2023. An additional four casualties were later identified.



	NAME	SEX	AGE	AGE	CLAN	BOMA	NEXT OF KIN	REMARKS
1	Late Yaba Elikana Leju	M	75	Elderly	Lomura	Likamerok	Jansuk	Brother
2	Late Wani Samuel Hojo	M	70	"	Bekat	Likamerok	John Lomuja	Brother
3	Late Emelida Muja	F	67	"	Lubule	Likamerok	Sube Julius	Step father
4	Late Hellen kiden Asu	F	60	"	Lubule	Likamerok	Muluja	Husband bro
5	Late Gora Samuel kaya	M	60	"	Lubule	Likamerok	Lisok cosmas	Father
6	Late Michael kiju kiju Bismark	M	58	"	Lubule	Likamerok	Sube Julius	Father
7	Late Duku Dickson	M	58	"	Lubule	Likamerok	Nathaniel Lotiya	Father
8	Late Onesimo kiju	M	53	"	Lubule	Likamerok	Sube Julius	Step father
9	Late Andrew Duku Lisok	M	54	"	Bekat	Likamerok	John Lomuja	Brother
10	Late Alex Gworong Buni	M	45	Youth	Pini	Likamerok	Abdallah Lodu	Father
11	Late Emmanuel Lejukale	M	40	"	Leikor	Mogiri	Charles Lubajo	Fathers brother
12	Late Momo Samuel Oliver	M	38	"	Lubule	Likamerok	Oliver kolo	Father
13	Late Mori Julius Lokari	M	40	"	Dung	Likamerok	Jane juru	Bro wife
14	Late Sokiri Morris	M	36	"	Lubule	Likamerok	Lisok Cosmas	Step father
15	Late Moses Dwoki Gabriel	M	38	"	Kandeba	Mogiri	Emmanuel Gonda kilong	Step father
16	Late Meja Chaplain	M	35	"	Bekat	Likamerok	Misake eliya	Step father
17	Late Julius Modi Gabriel	M	34	"	Kandeba	Mogiri	Emmanuel gonad kilong	Step father
18	Late Isaac Loku Gabriel	M	32	"	Kandeba	Mogiri	Emmanuel Gonda Kilong	Step father
19	Late Mono Chirus	M	30	"	Lubule	Likamerok	Sube Julius	Step father
20	Late Mono James Lomelon	M	30	"	Lubule	Likamerok	Bono John Tuya	Father
21	Late LokU Lege Gaburiel	M	25	"	Kandeba	Mogiri	Emmanuel Gonda kilong	Step father
22	Late Gwolo Julius Maring	M	39	"	Bajur	Bajur		
23	Late Mamu	M	63	"	Leikor	Mogiri	James Lonyik	Grand father
24	Late Samuel Lubajo Paul	M	35	"	Muru	Mogiri	Paul Boyong H/Man	Father
25	Late Longa Jibi	M	42	"	Lomura	Mogiri	Grace Guo	Aunt

Annex 19: South Sudan Red Cross news release on four South Sudanese Red Cross Volunteers killed in Kajo Keji, 3 February 2023



SSRC/SG/2023/132

SSRC News Release

Four South Sudan Red Cross Volunteers killed in Kajo-Keji

Juba, 03-02-2023 - The South Sudan Red Cross (SSRC) learned about the killing of four Red Cross volunteers in Kajo-Keji on Thursday morning, 2 February 2023. The volunteers who have been part of the team in Kajo-Keji unit, were picked from their houses and callously killed.

"We have learned with shock and sadness the killing of four SSRC volunteers and community members. We condemn this act of killing humanitarian workers and call on the authorities to arrest the perpetrators and bring them to justice," said John Lobor, the Secretary-General of the South Sudan Red Cross.

"We also call on all armed actors to respect Red Cross and other humanitarian workers who tirelessly assists people in need across the country," John added.

The four volunteers and the other community members were picked from their homes, while others were from water points and killed together in groups.

The South Sudan Red Cross sends condolences to the families of community members and the volunteers who lost their lives in this act of violence. The SSRC coordinated with authorities to deliver body bags to help families in the dignified burial of their beloved ones.

The volunteers in Kajo-Keji have been at the forefront in mobilizing community members to vaccinate against Covid-19, conduct awareness against Ebola, provide first aid services, restore family links of people separated from their loved ones, and work with authorities to provide other services to the people in need.



For more information, contact John Lobor, the Secretary-General of South Sudan Red Cross on:

Tell: +211912665836

Email: john.lobor@ssdredcross.org

Annex 20: Statement by the Central Equatoria State Government on the massacre in Kajo Keji County, 2 February 2023



REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
Central Equatoria State - Juba
Ministry of Information and Communication



STATEMENT ON THE MASSACRE IN KAJO-KEJI COUNTY

Today, the 2nd of February 2023, the people and the Government of Central Equatoria State woke up to the saddest news of the renewed bleeding of Kajo-Keji County following the massacre of innocent unarmed civilians at Likamerok Boma in Lire Payam.

The cattle herders conducted a savagery house-to-house murder of innocent unarmed civilians as a sheer revenge attack after unknown armed group assaulted their camps in a hit-and-run mission which led to death of both cattle herders and their animals this morning at 5AM.

The State Government under the leadership of H.E Emmanuel Adil Anthony, the Governor, condemns in the strongest term possible the barbaric and systematic killing of innocent civilians. He further sends his deepest condolences and sympathies to the bereaved families of the innocent victims of the sudden annihilation, the people of Kajo-Keji and Central Equatoria State at large.

H.E the Governor calls upon the people of Kajo-Keji County and Central Equatoria State at large to be calm as security agencies are now in full control of the situation and working to apprehend the perpetrators of this heinous act.

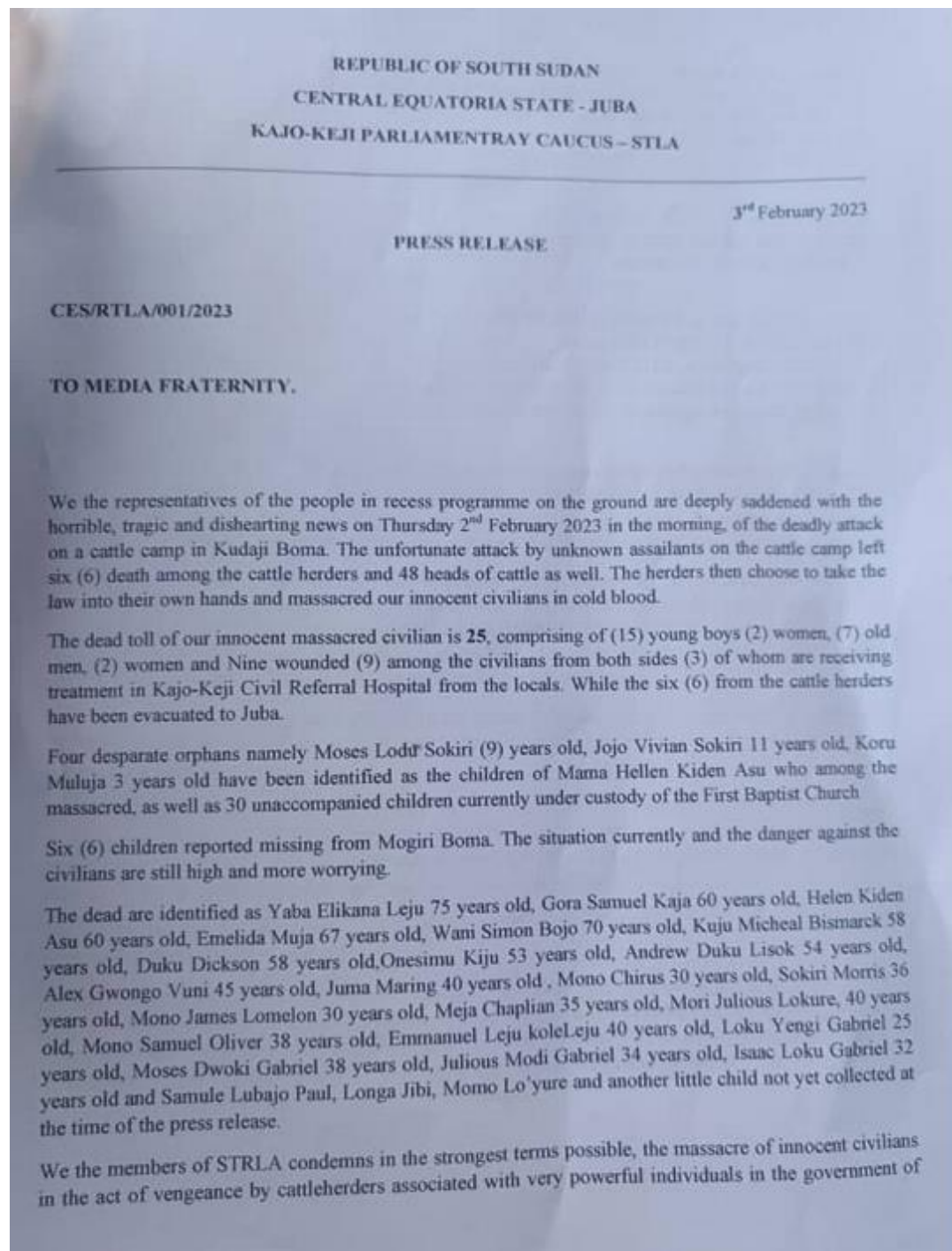
The Governor reiterates his government's resolve to implement the Presidential Orders for unconditional return of the problematic armed cattle herders to their areas of origin.

Dr. Andruqa Mabe Saverio,
Minister of Information and Communication
Government of Central Equatoria State, Juba



Tel: +211 925 618 565
Email: mabesaverio@gmail.com

Annex 21: Press Release by Kajo Keji parliamentary caucus, 3 February 2023



the Republic of South Sudan from Bor community. As evidenced by the Nail, representative of the cattle herders in Liwolo Payam, Sokare boma during the meeting shared by the joined delegation from Jonglei State, comprising of the Hon. Commissioner of Bor County, Hon. Minister of Peace, Hon. Advisor for security and the Hon. Advisor of Human Rights and CES, comprising of the Hon. Minister for Peace and Hon. Advisor for Security and Hon. Commissioner of Kajo-Keji County. Saying, "government knows that we are here, and we cannot go unless our cows are paid"

We deplore the segregative rescue and medical evacuation of the wounded and as it does not depict a spirit of nationalism. The six wounded (3 males and 3 females) from the cattle herders were promptly evacuated to Juba for advance treatment to save their lives, while the wounded from the locals had to wait for several hours before been collected for treatment in the referral hospital.

We equally regret the sluggishness response of the security and the military to avert the situation, as they (Security) received the news of the attack of the cattle camp before seven (7:00 am). We believed that more lives could have been spared had the military dispatched the army to the scene before the barbaric herders began random killing of our people from 8:00 am up to 11:00 am and beyond. The Military commander who brought the news the CES Hon. Advisor in person did not arrange immediate dispatch of the military to the scene until 10:00 am.

The persistent and systematic violence muted against our people in various rural counties of CES, namely Kajo-Keji County (Gederu Boma, Kansuk Boma, Sokare Boma, Bori and others) Juba County (Lokiliri, Ngangala, Mangala, Gwodokoro, Liriya (etc), and several villages in Lianya County by cattle herders from Bor community is pathetic and disheartening. It leads the question of what these brothers are up to?

We the representatives of the people want to call on the Presidency to take a prompt decision and measures to end the repeated violence against farmers and civilians in Central Equatoria State by the Bor cattle herders to restore hope and genuine peace between the people of CES and Jonglei State. If your message of peace for which are ambassadors is to resonate well in the various communities. We beg your excellencies to consider the plight of all our peoples for the sake of peace in South Sudan.

We call for an urgent humanitarian assistance for the widely displaced populations, currently camping in ESC Kimu Parish in Mere Town, Kajo-Keji Secondary School in Mere Boma and Kansuk Boma in Lire and Nyepo Payams respectively.

We the members and representatives of the people calls for the strengthening of the capacity of the forces in Kajo-Keji to be more able to response effectively and promptly to avert catastrophic security emergencies. We also call for additional deployment of the unified and graduated forces to boost the capacity of the forces that are currently overly stretched in the county.

We call for calm among the traumatized population of Kajo-Keji County as the relevant authorities are working day and night to contain the situation.

We equally barks the call by the representatives of Jonglei State and the chair of the Delegation to Kajo-Keji (Liwolo) calling for an immediate departure of the Bor cattle herders back to Bor, Jonglei State within the frame work of the seven calendar days, effective from 1st February 2023 in a guided and orderly manner that ensures the security of the people along the routes and the safety of the herders.

Undersigned are the names below:

1. Hon. Milla Amos Peter Chair State Parliamentary Caucus — 
2. Hon. Celina Pita Member RTNLA 
3. Hon. Geri Scopas Emma Member SRTLA 
4. Hon. Betty Poni Christopher Member SRTLA 
5. Hon. Simaya Kumba Boyi Muke Member SRTLA 
6. Hon. Florence Ide Member SRTLA — 
7. Hon. Loburi Stephen Wuyayi Member SRTLA 

Cc: Central Equatoria State Revitalized Transitional Legislative Assembly

Cc: Office of the County Commissioner Kajo-Keji County

Cc: Hon. Celina Pita member RTNLA

Cc: Peace Director Kajo-Keji County

Cc: File

Annex 22: National Salvation Front/Army (NAS) statement, 3 February 2023



Ref: NAS/OSM/01

3rd February, 2023.

Message of Condolences for Kajo-Keji Massacre

The Leadership of National Salvation Front (NAS) and its entire members are deeply saddened by the massacre, in cold blood of more than 21 innocent unarmed civilians at Lokamerok Boma, Lire Payam, Kajo-Keji County, Central Equatoria State, by the marauding Dinka Bor cattle herders on 2nd February, 2023.

The attack was carried out by Dinka Bor cattle herders and militia on innocent civilians in their own houses, massacred more than 21 people, injuring several others and displacing thousands.

Similar killings of innocent unarmed civilians took place on 31st December, 2022 in Mangalla where another group of Dinka Bor cattle herders attacked and killed three (3) innocent civilians and displaced many others. The Dinka Bor cattle herders are on killing spree to displace people in order to occupy their land. Currently, the eastern bank of the Nile, from Mangala up to Nesitu is being forcefully occupied.

When the people in Kajo-Keji County, Central Equatoria State and South Sudan were preparing to warmly receive and welcome his Holiness Pope Francis and his entourage with joy to Juba today 3rd February, 2023; with the hope that he will urge the adamant regime of Salva Kiir to work for genuine peace, the Dinka Bor cattle herders characteristically chose violence and brutality against innocent civilians to welcome pontiff to South Sudan. The Dinka Bor cattle herders have chosen to welcome the pope and the accompanying religious leaders with the blood of innocent civilians of Kajo-Keji.

The Leadership of NAS condemns in strongest terms possible, these heinous acts of barbarism and brutality by the Dinka Bor cattle herders. On the same note, NAS equally condemns the regime of Salva Kiir in Juba for its complicity in arming the Dinka Bor cattle herders to wage a proxy wars against the people of Equatoria and other vulnerable people in South Sudan. It is unfortunate that, the Pope and the accompanying religious leaders will be shaking hands with the government leaders whose hands are dripping with the blood of innocent civilians.

Email: samuelsuba@yahoo.co.uk

The Leadership of NAS maintains that the regime of Salva Kiir has failed to govern and is unable to provide security to the citizens of South Sudan.

NAS as peoples' centred revolution would like to assure the people of South Sudan that it will defend and protect the people in Kajo-Keji, the whole of Equatoria and indeed, the entire country from any group who are causing atrocities and massive displacement of people from their ancestral lands, for the purpose of occupation. From here onwards, this kind of barbaric behaviour which is threatening the lives and existence of our people will not be tolerated.

NAS therefore calls on the communities in South Sudan who have become targets of armed cattle herders, especially in Equatoria to organize themselves into vigilante groups to defend and protect themselves, their land and property since there is no government to protect them.

The Leadership of NAS sends its heartfelt condolences to the families of those massacred in Kajo-Keji, pray for the Souls of the deceased to Rest in Eternal Peace and wishes quick recovery to the injured.

Suba Samuel Manase

NAS Spokesperson.



Annex 23: SSOMA statement on Kajo Keji killings, 4 February 2023

SOUTH SUDAN OPPOSITION MOVEMENTS ALLIANCE (SSOMA)

"Launching the New Vision of Hope & Transformation in South Sudan"

FOR IMMEDIATE RELEASE

04 February 2023

Statement on the Killing of Innocent Civilians in Kajo-Keji by the Cattle Herders

The South Sudan Opposition Movements Alliance (SSOMA) is appalled with the cold-blooded massacre of innocent civilians in Kajo-Keji County in Central Equatoria State on 2nd February 2023 by Dinka Bor cattle herders.

In late 2022, similar massacre of innocent civilians took place in Malakal town, Upper Nile State and in Mongala town, Central Equatoria State. These ongoing killings and revenge killings of innocent civilians are the hallmarks of the lawless state in South Sudan, where civilians have taken the law into their hands, unchecked by the failing regime of President Salva Kiir.

Sadly, this heinous and barbaric killing occurred on the eve of the visit of Pope Francis, the Archbishop of Canterbury and the Moderator of the General Assembly of the Church of Scotland who are visiting South Sudan in the quest for peace in the country. The massacre in Kajo-Keji has stained the papal visit to the Republic of South Sudan as the people of South Sudan were preparing to welcome Pope Francis with joy and warmth.

SSOMA condemns in the strongest terms possible this heinous and barbaric killing of innocent civilians by the Dinka Bor cattle herders. The South Sudan government under the failed leadership of President Kiir is responsible for the ongoing proliferation of cattle herders and their cattle invading and destroying crops of the agrarian communities in the whole of South Sudan, notwithstanding the abduction of children and raping of young girls and women on their path.

SSOMA urges and call upon the Vatican, the International Criminal Court, the African Union, the United Nations, the International Community, and the regional bodies to take note on these heinous and an inhuman crime against humanity and to hold the government of South Sudan to account.

SSOMA would like to extend its profound heartfelt condolences to the families of the deceased, the people of Kajo-Keji County of Central Equatoria in particular, and the people of South Sudan who have suffered and continue to bear the brunt of Juba regime sanctioned cattle herders who are armed by none other the South Sudan Defense Force (SSPDF) and some prominent leaders in the Kiir regime.

###

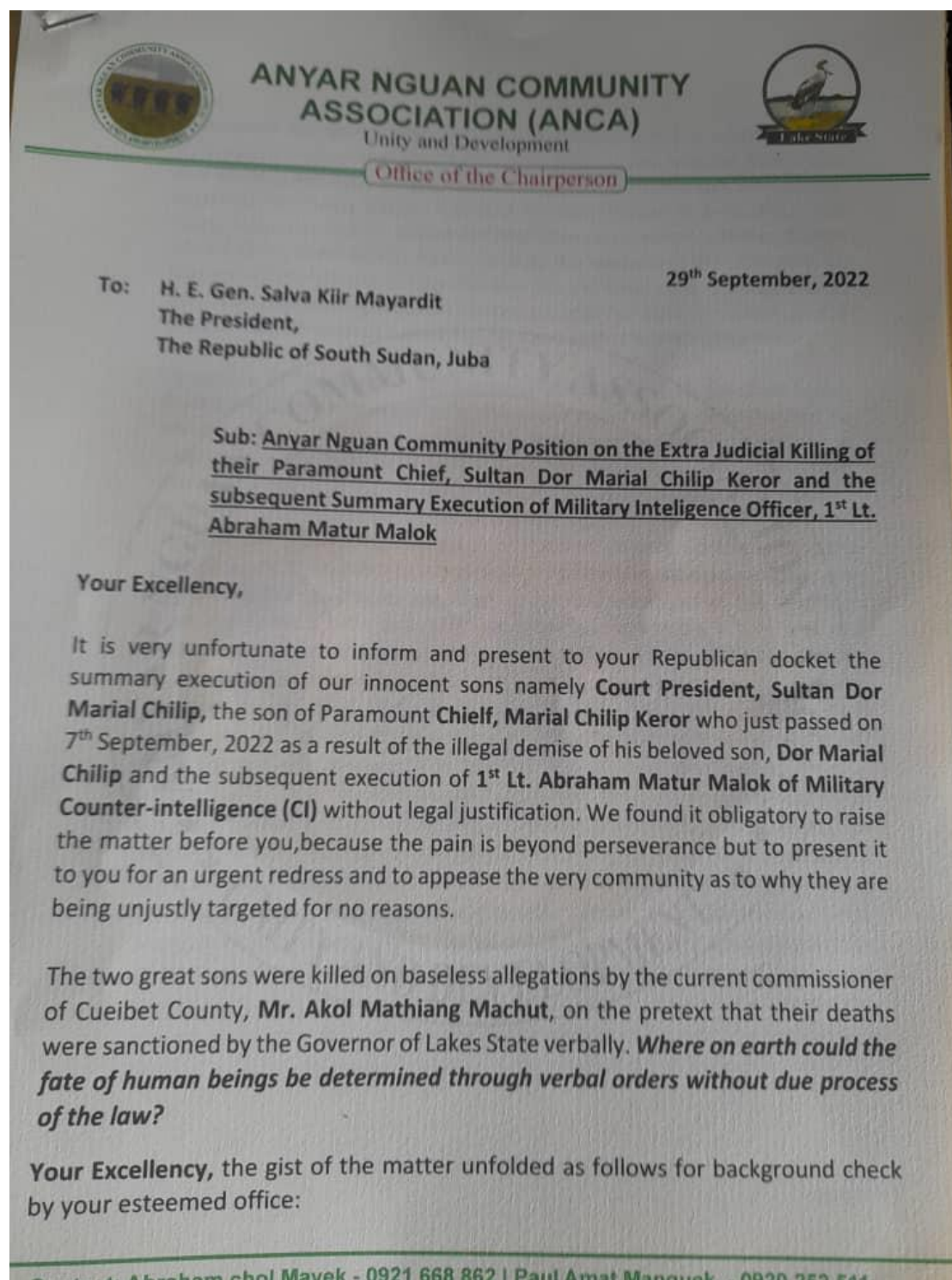
Contacts:

Kwaje Lasu

+1 336 575 5965

Email: jointoppositionpressrelease@gmail.com

Annex 24: Community statement on extrajudicial killing of a paramount chief and a military intelligence officer, 29 September 2022



1. Late **Sultan Dor Marial Chilip** complained the fate of the 12 relatives killed by a culprit hailing from Wat Adol Community named **Machar Deng Agok** and **Warkou Run Arol**, at Lang Cattle Camp in earlier December, 2014 before Governor Rin Tueny Mabor, following his appointment in June, 2021. The killing happened before, **Sultan Dor Marial** could succeed his **Father, Sultan Marial Chilip Keror** and on hearing this by the relatives of the offenders, he was reportedly alleged to be a murderer by the same commissioner and he was executed in unknown place till now, his body has not been found despite being a Court President succeeding his aged **Father Marial Chilip Keror**.
2. Yesterday, 28th September, 2022 at exactly 04:00 pm, **1st Lt. Abraham Matur Malok** was summarily executed by the police squad on the allegation that he killed a civilian. The logic was that **1st Lt. Matur** was on mission to apprehend culprits purportedly to be at large at Tiap-Tiap Payam. On his way, he spotted this armed civilian and clashed with the forces he was moving with resulting to the killing of this civilian by one of the soldiers locally recruited in the name of community police by the administration of current Governor of Lakes state. Instead to investigate the genesis of the matter, the commissioner and the few of his community members ordered the transfer of the CI officer from the Military base at Kaar to his office and ordered the return of the commander escorting this officer to his office. In the evening of 28th September, the Commissioner of Cuei-bet County, Akol Mathiang ordered the execution of **1st Lt. Matur** at the suburb of Cuei-bet Town – a place called Alel (Panthok). He first ordered a squad of SSPDF but the soldiers remained defiance and put, declaring the innocence of **1st Lt. Matur Malok** since the soldier who shot the civilian had admitted the responsibility and was arrested pending investigation by the competent body; why killing an innocent officer who was doing his job according to Lakes State Laws about quelling the insecurity in the area? Was Matur killed simply because he was an intelligence to expose Akol's misdeeds? To us, **1st Lt. Matur** was killed because of a personal vendetta between him and the very commissioner for **1st Lt. Matur Malok** had been against killing of innocent people of the current reign of Mr. Akol Mathiang Machut. **1st Lt. Matur** had also been against the looting spree and the pollicization of the people of Cuei-bet to forcibly join SPLM-IO. These were the reasons that quickened the execution of **1st Lt.**

matur Malok in order to cover the information he thought 1st Lt. Matur had in his possession as counter-intelligent security officer.

According to the Emergency Laws of Lakes State, any civilian found carrying or in possession of firearms could be disarmed and/or failure to adhere to this order, he/she should be forcibly disarmed and this includes usage of proportionate force against the armed civilians. It is what 1st Lt. Matur did and in the process of exchanging fire with this resisting civilian, one of the soldiers reportedly to be his bodyguard killed the civilian. 1st Lt. Matur reported the matter to the SSPDF senior authorities but the commissioner could not heed to all the administrative reports but rushed to quick execution of the officer, for fear of being exposed by 1st Lt. Matur given his intelligence background and about his atrocious deeds in Cunei-bet County.

3. In April, the same Commissioner, Akol Mathiang, executed three civilians and one soldier on the baseless allegation of resisting disarmament. Those civilians did not have arms but were accused on false allegations. The civilians were namely **(01) Mawar Majak Meen, (02) Matur Machueng Akok, (03) Manger Ater Chiran** and **(04) One Soldier** hailing from Anyar Nguan Community.

However, as a community, traumatized and perturbed by the ruthless behaviours of the current commissioner and the administration of Governor, Rin Tueny Mabor, we saw no justice in these particular cases. Had there been justice, competent bodies or legal procedures should have been followed especially on the cases of officer like 1st Lt. Matur and Court President, Paramount Chief, Sultan Dor Marial Chilip Keror, for these are public officials and they could not be executed illegally as these portrayed a bad image on justice system and credibility of the Government of Lakes State.

In this regard, we are strongly requesting your esteemed office and leadership to:

1. Institute a committee to go down in order to investigate into the summary execution of **1st Lt. Abraham Matur Malok Lat** and the disappearance of **Court President, (Paramount Chief) of Anyar Nguan Community, Sultan, Dor Marial Chilip Keror;**
2. Relieve the Commissioner of Cunei-bet County, Mr. Akol Mathiang Machut, in order to undergo investigations for massive extrajudicial killing of innocent


people in Cuelbet County, on unfounded allegations as taking the law into one's hand is a criminality by itself; and

3. Investigate the procedures employed by the authorities in Lakes to arrive to decisions of implementing extrajudicial killing in lakes State as so many innocent people are disappearing in the name of security maintenance.

Your Excellency, Lakes State is not an independent country to have its own laws. We pray for justice and wisdom in Lakes State, for what is happening is beyond legal scope and we are appalled by the administration of justice in Lakes State. We pray for your earliest response as the President of this Republic.

The below is the undersigned Community leader of Anyar Nguan Community on behalf of the people of Tiap-Tiap Payam and Anyar Nguan Community:

Sincerely yours,


Mr. Abraham Chol Mayek Rual
Chairperson,
Anyar Nguan Community

On behalf of Anyar Nguan Community

CC:

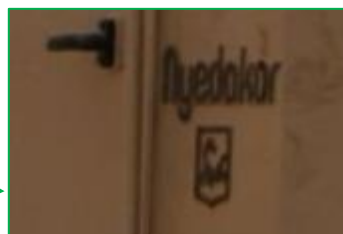
1. Rt. Honourable Speaker of the Transitional National legislative Assembly
RSS, Juba
2. Rt. Speaker of the Transitional Council of States, RSS, Juba
3. Chief of Defense Forces, SSPDF, RSS, Juba
4. Inspector General of SSNPS, RSS, Juba
5. Hon. Governor of Lakes State
6. Director General of National Security Service (NSS), RSS, Juba
7. Chief of Military Intelligence, SSPDF, GHQs
8. Concern Elders and File

Annex 25: New armoured personnel carriers paraded at Bilpham, Juba, around 28 December 2022

Source: various press reporting



Bilpham, Ministry of Defence and SSPDF Headquarters, Juba, South Sudan (4.910524, 31.596673)






Annex 26: Approved 2022/23 pay-scales for the security sector

Source: Ministry of Finance and Planning, Approved Budget for FY 2022/23

Republic of South Sudan - 2022/23 - Staffing Structure by Grade


	Monthly Salary	Monthly allowance	Housing Allowance	Approved positions	Current staff	Provisional staff	New Staff	Total Staff	Monthly salaries bill	Monthly pensions bill
Committee Deputy Chairpe	644,000	600	4,000	48	38		10	48	32,225,800	3,424,608
Assembly Member	560,000	600	4,000	563	412		121	533	317,017,133	33,102,498
President	36,000	-	-	1	1			1	36,000	3,960
Vice-President	32,400	-	-	5	5			5	162,000	17,820
Presidential Advisors	25,200	-	-	18	18			18	453,600	49,896
Auditor General	24,000	-	-	1	1			1	24,000	2,640
Chair of Anti-Corruption Co	24,000	-	-	1	1			1	24,000	2,640
Chair of Human Rights Com	24,000	-	-	1	1			1	24,000	2,640
Ministers	24,000	-	-	35	35			35	840,000	92,400
Deputy Minister	19,200	-	-	10	10			10	192,000	21,120
Other Commission Chairs	19,200	-	-	33	33		-	33	930,600	69,696
Secretary General	19,200	-	-	2	2			2	38,400	4,224
Organized Forces/Security	7,665	125	1,091	356,481	34,173	334,660	104,066	472,899	2,250,602,893	247,566,318
1st Lt. General	19,200	-	4,000	21	15	8	7	30	696,000	76,560
Lt. General	14,400	-	3,000	88	47	60	43	150	2,610,000	287,100
Major General	12,696	400	3,000	498	170	412	362	944	15,194,624	1,671,409
Brigadier	10,836	275	2,500	1,757	189	1,637	634	2,460	33,483,060	3,683,137
Colonel	10,260	251	1,800	2,811	374	2,604	736	3,714	45,723,054	5,029,536
Lt. Colonel	9,466	225	1,200	4,446	460	4,167	732	5,359	58,362,725	6,419,900
Major	9,144	201	900	6,084	884	5,634	1,514	8,032	82,287,840	9,051,662
Captain	8,580	163	900	12,945	1,753	11,764	2,234	15,751	151,886,893	16,707,558
1st Lieutenant	8,419	63	630	11,079	2,320	9,718	4,042	16,080	146,524,176	16,117,659
2nd Lieutenant	7,567	50	630	12,891	2,766	10,916	6,112	19,794	163,245,077	17,956,958
RS/Major	7,075	50	630	8,228	3,297	5,958	19,906	29,161	226,149,387	24,876,433
S/Major	6,540	50	450	14,650	3,188	12,715	8,794	24,697	173,866,880	19,125,357
Sergeant	3,991	38	450	36,579	4,515	34,478	23,800	62,793	281,262,406	30,938,865
Corporal	3,091	38	450	45,175	3,363	42,945	6,506	52,814	189,031,869	20,793,506
L/Corporal	2,645	38	360	32,267	2,284	30,813	3,994	37,091	112,860,495	12,414,654
Private	2,534	30	360	166,962	8,548	160,831	24,650	194,029	567,418,408	62,416,025

Annex 27: Statement by the Office of the Chairman, Bari Community, 28 February 2023



B.C

Bari Community
Juba - South Sudan



OFFICE OF THE CHAIRMAN

Date: 28th Feb 2023

For immediate Press Release

Press Release on the Conflict between Land Grabbers and Bari Youths in Gondokoro Payam.

The leadership of the Bari community is once again appealing to you in the Government of the Republic of South Sudan; the international community, United Nations (UN), Troika (USA, UK and Norway), IGAD, AU, RMEC and all South Sudan Peace guarantors, people of Greater Equatoria and Equatorians in diaspora and all peace loving people to stop all too familiar heinous acts of killings, looting, displacement, and land grabbing being meted out on the Bari People of Mori Boma of Gondokoro Payam, Juba County in Central Equatoria State, that the culprits are not only Dinka Bor but include, Riverine Unit of South Sudan People Defense Forces and Some Nuer.

1. On Saturday 25th February 2023, the clashes started in Mori Boma of Gondokoro Payam between the Bari and the land grabbers supported by South Sudan People's Defense Forces (SSPDF) of River Defense Forces and some other organized forces who are supposed to return the cattle to their places of origin.
2. On Saturday 25th -28th February, 2023 up to date, there is a total absence in action of all level of governments to rescue the Bari people from the atrocities being done against them. These invaders are determined to illegally occupy the Bari land by forcefully displacing the Bari from their areas of origin.
3. On the 5th of January 2023, the Bari Community of Gondokoro, in the person of the head Chief, Peter Ladu Tongun of Mori Boma wrote a letter to both the Commissioner of Juba County, Hon. Charles Joseph Wani and the Commander of Riverine Defense Force, Major Gadiak informing and complaining against land grabbing and cattle keepers at Gondokoro Payam and Mori Boma in particular.
4. Subsequently, on 5th January 2023, the Bari Community of Mori Boma of Gondokoro Payam requested the Commissioner of Juba County and the Commander of the Riverine Defense Forces to stop the illegal demarcations of the land in Gondokoro by the communities of the Dinka Bor and Nuer.
5. Furthermore, the Bari Community of Gondokoro also requested the Commissioner of Juba County and the Commander of the River Defense Force to use their

1

BCA/ HQs : Juba, Jubek Square - South of Ivory Bank - Juba Branch, Tel: +211914 642 552 - +211 929 992 230

authority to remove the cattle from the area to avoid escalation of the situation on the ground.

6. This shows how the Bari Community has been working together with all levels of the governments to avoid violent conflicts in the area but the government never took any necessary steps to arrest this situation before developing into this violent conflict.
7. On 28th December 2022, the invaders and enemies of peace in South Sudan against the Bari Community in Gondokoro started by the two communities of Dinka Bor and the some Nuer that entered Gondokoro Payam by force of guns and started demarcating the land illegally without the approval of the indigenous people of the Gondokoro.
8. These events happening in Gondokoro is the continuation of what happened in Mongalla, Ngagala, Lokiliri, Lobonok, Rejaf, Kajo-Keji, Wonduruba, Luri, Lodu, Bungu, and Ganji and in many other areas of the Bari Community in Central Equatoria and the Greater Equatoria at large.

The Violent Conflict Resulted to the Following on the Ground:

This violent conflict has resulted to the massacre of men, women, children, and elderly people. Hundreds of people killed, wounded, thousands displaced and burning of villages plus the looting of valuable properties such as

1. More than one hundreds (100) motorbikes looted by the attackers
2. Hundreds of people killed, wounded and disappeared.
3. More than twenty youths (20) were arrested and some of their names are Jimmy Ladu Alisio, Rino Gore Lodu, and Emmanuel Tongun Ruben until now we don't know whereabouts.
4. Houses were burnt to ashes and properties looted.

Therefore, the leadership of the Bari Community and entire Bari People, would like to make the following clear to the Government of the Republic of South Sudan, International Community and people of South Sudan that:

1. The leadership of Bari Community strongly condemned the Dinka Bor, Riverine Defense Forces and Some Nuer land grabbers for illegally demarcating Bari land in Mori Boma of Gondokoro Payam.
2. The incident in Gondokoro Payam happened concurrently with the closure of the Bari Community Centre in order to prevent the people of Bari community, Juba County, Central Equatoria and Greater Equatoria from meeting together so as to discuss and make resolutions on the events happening on ground. We suspect the motive of closed is to give cover to enable the land grabbing and the burning of the villages in Gondokoro Payam. We believe this is a serious crime of genocide that all levels of governments are condoning against the Bari Community.



3. The SSPDF and all the other security organs who are supposed to protect the people and their properties are now the very agents of chaos killing, looting properties and grabbing the land in Mori Boma of Gondokoro Payam.
4. As we write this press release, the SSPDF and land grabbers are continuously destroying buildings, arresting people & beating people and looting the properties in Mori Boma in Gondokoro Payam.
5. The SSPDF together with the illegal land occupants (Land grabbers) are fighting the Bari labeling and accusing them of being National Salvation Front (NAS) rebels simply because the Bari have managed to defend themselves.
6. On Saturday 25th February, 2023, the SSPDF and land grabbers went to Gondokoro land and stated shelling heavy weapons of all types claiming Gondokoro and Mongala are strongholds and bases of NAS rebels.
7. This is a lie which is fabricated to warrant the massacre of the Bari and Equatoria people to pave way for the total occupation of Bari and Equatoria land. And this is the same claimed made by the SSPDF Spokesperson in the incident of Mangalla Payam.
8. The Bari Community Leadership would like to put it categorically clear that the Bari people are under real existential threat. Therefore we will fight for our survival as a community and we will continue to protect our ancestral lands from being illegally occupied by these invaders.

The Way forward:


1. The Bari Community is reiterating that the facts the Bari people are not rebels and not National Salvation Front (NAS) but simply defending themselves and their land from being grabbed. We will never give up struggling for our right because we are born free and we will die as free people
2. The Government should identify the leaders of the land grabbers and bring them on book.
3. The Riverine Unit of SSPDF should stop the harassment and intimidation of the people as it is their mandate, otherwise we will treat them as enemies.
4. The Bari Community is requesting SSPDF Headquarters to withdraw the Riverine unit of SSPDF from Gondokoro.
5. The government to direct the commander of the Cattle evacuation force to finalize the moving of the cattle out of the Bari land and to disband the forces immediately.
6. We are appealing to the National and State Government, National & International NGOS, people in Diaspora and well-wishers to come to the aid of the displaced people of Gondokoro. Also, we are calling for the resettlement of the Bari people to their ancestral land.
7. We are calling for the National Government to intervene because the primary responsibility of any competent government is the protection of their people and property rights.
8. The Bari Community Center at the Jubek Memorial Square is illegally closed but the Bari Community Executive Committee Members are continuing to operate within



Bari territory because there is no power other than that of the BC General Assembly that can suspend the operations of the BC Executive.

9. We are calling for the immediate withdrawal of the security forces and unconditional opening of the Bari Community Centre.
10. In conclusion, we are urging **H.E.Gen. Salva Kiir Mayardit**, the President of the Republic of South Sudan, Commander in Chief of SSPDF and Supreme Commander of all the Organized Forces to intervene in the current political, social and security situation in Central Equatoria State because there is a total breakdown of social fabric, security and political status.

Kind regards,


 Hon. Stephen Pitia Lako
 Mor Lo Bari (Chairman)
 Bari Community (BC)
 Juba- South Sudan



Cc: H.E Gen. President of the Republic of South Sudan
 Cc: United Nations (UN)
 Cc: UNMISS
 Cc: Troika (USA, UK, Norway)
 Cc: African Union (AU)
 Cc: IGAD
 Cc: East Africa Community (EAC)
 Cc: Peace Guarantors (Sudan & Uganda)
 Cc: RJMEC
 Cc: Speaker, R-TNLA
 Cc: Speaker, Council of State
 Cc: Governor, Central Equatoria State
 Cc: Commissioner of Juba County
 Cc: Chief of General Staff SSPDF
 Cc: IGP Office
 Cc: DG, NSS/ISB
 Cc: All Media Houses
 Cc: File

Annex 28: Riverine boats and equipment



Riverine facility in Juba: 4.831628, 31.614827







Annex 29: Riverine unit outreach with foreign governments

The Riverine Unit has expanded its public sector engagement abroad. In October 2022, Lt. Gen. Akol, along with other senior representatives of South Sudan's security organs traveled to India to attend a defense exposition.²⁴ During the visit, they reportedly conducted bilateral meetings with members of India's private sector defense industries to "[explore] new areas of convergence for mutual engagement, including in areas like capacity building, training, cyber security, maritime security and counter-terrorism".²⁵ South Sudan's representatives also met with senior officers in India's navy to "develop strategies and military relations between South Sudan and India in the military fields".²⁶

In an interview with Al Watan newspaper in November 2022, Akol also suggested ongoing efforts to engage Uganda for additional training for the Riverine Forces (see clip below).

²⁴ Reports and photographs obtained by the Panel, November 2022. Interviews conducted with members of private sector representatives of India's defense industry, by phone, November 2022.

²⁵ Statement issued by the South Sudan National Police Service, 21 October 2022, on file with the Panel.

²⁶ Statement issued by the SSPDF, 19 October 2022, on file with the Panel.

الجنرال / قرنق أيي اكول اقانج

قائد سلاح البحرية... ضيفا على شواطئ الوطن يتحدث!!

فهمه الواسع لعلوم العسكرية، ولم تغفل بالحديث عن الخوادر التي كانت تعمل في الجيش السوداني في وحدة البحرية وفصل وشرح ما حدث لهم، وفي ناحية أردنا أن نعرف علي مهام وواجبات سلاح البحرية وأفاض في الشرح والتفاصيل، وكشف لنا عن لقاء جمعه مع قائد قوات البحرية الهندية في إحدى المؤتمرات، أخذنا الوقت سريعا بعد المرور بعدة محطات مع ضيفنا الذي تلمسنا عمق التضامن بالجندي، مدركا للواجب من أجل الوطن، ثم انطلقت صافرة الختام معلنة الوصول لتسرع لعرض هذا الحوار التاريخي الوثائقي لواحد من أبناء جنوب السودان المخلصين بواجب الدفاع عن أرضه وسكانه وإنهائه، وقبل أن نغلق التسجيل تكرم الجنرال بإرسال رسالة لقيادة الدولة، ورفع التهانئ بأه مع جيش بلاده جاهزون دوما من أجل استتباب الأمن وتثبيت ركائز السلام والاستقرار وحراسة مكتسبات الشعب..

حاوره / مايكل ريال كرستوفر - جوبا

طبعاً نعم في جنوب السودان كل شخص لديه السمعان بأخبار القيادة والثقة اسم من أسماء القلبية..

أنا اسمي قرنق أيي اكول اقانج وهو اسم من اسماء قبيلتي وهي النينكا وهو الاسم الضد في مستقباتي الشخصية الرسمية وبهذا الاسم تفرجت من القلبية العربية في السودان، والاسم الثاني هو نور الدين بأختياري مستم..

قوات

سعيد بنان
تلقني بك البحرية، هي

والت من

أول مرة عام ٢٠٠٩

وكان قوامها

فصيلة

فخامة رئيس الجمهورية

وتم تكليفك لقيادة القوات

البحرية، حدثنا عن هذه

القوات وهي واحدة من

تشكيلات جيشنا الوطني؟

حقيقة قوات البحرية، هي حديثة تم تأسيسها

أول مرة عام 2009 وكان قوامها فصيلة بقيادة

عليه، في العام 2010 أصبحت كتيبة ورتبتها

هنا في جوبا على شاطئ النهر، وهي قوات

جديدة مازالت تحت التأسيس..

هل بدأتكم فعليا في تكوين

وحدات سلاح البحرية لجنوب

السودان؟

حقيقة الوحدات موجودة لكن فعاليتها ما كانت

على المستوى المعروف أن تصل إليه، وهي

شاركت في مشاغل البلاد عام 2013 وكانت

فعالة..

تأبعا بإعجاب شديد الإنجاز

الكبير بتدريج أول قوة مشتركة

في قوات دفاع جنوب

السودان في إقليم بحر الغزال،

حدثنا عن ذلك التدريج الذي

كانت لك فيه بصمة واضحة؟

ومرحبا بك ضيفا عزيزا في بداية هذا الحوار نرجو أن تقدم نفسك في لوحة التعارف فمن أنت؟

شكرا جزيلا ومرحبا بصحبة الوطن على هذه الساحة الحوارية..

أريد أن أقول بأني لدى

دخلت إلى مكتب السيد قائد سلاح البحرية وهو رجل عسكري من الكفاءات التي يعتز بها في جيشنا، كانت الإشواق تسبقنا للتلقي به ونستضيفه باسم كل فراء الوطن..

سعادتك اهلا



7

دوار

البريد: الأربعاء 16 نوفمبر 2022 - العدد: 1651 - الطبعة: السبوعية

AL WATAN

الوطن

بمقر التحرير في الخرطوم



وتعدنا عن التدريب وتبادل الزيارات والخبرات. كان مؤتمر كبير جدا، وكل شخص تلقى بظيروه في الجانب الآخر...

هل لديكم تنسيق مشترك بينكم وقوات البحرية في دول الجوار؟

حديقة الدولة التي تشيها شوية هي يوحدا، لديهم بحيرات وانهار ويمكن أن تستفيد منها، وحتى دولة السودان المجاورة يمكن أن تستفيد من خبراتهم وخاصة التأهيل. وكما قلت لك البحرية هي وحدة حديثة ولا زالت تحت التأسيس ولهاج ليل مجهود ويمثل في تبادل الخبرات ولها أنشطة مختلفة وأقسام كثيرة...

كنا نتحدث دوما عن القدرات الرفيعة والصمات الواضحات داخل المؤسسة العسكرية، وحدثت تحولات بعد اتفاقية السلام بدخول نماء جديدة إلى جسد العسكرية منهم بلا شك الفريق نور الدين المول عبد الباقي، وشاهنا وسماها عن العمان والمواصلة العمل بلا كلل أو ملل لبناء الجيش الوطني الواعد والتعديت...

سعادتك تتلمس لك التوفيق في مهامك وانت مساعد رئيس هيئة الأركان للقوات البحرية...

ماذا تريد قوله لأبناء جنوب السودان من أجل احترام المؤسسة العسكرية حتى تمضي قدما في تنفيذ واجباتها؟

في الحقيقة العسكرية هي الصود التقري للدولة، دونها الوضع الأمني لا يستقر، والعسكرية لا ينح فيها إلا الشخص الذي يحب العسكرية، انت لو ما كنت تحب العسكرية لن تنجز شئ، هناك شخص تكون العسكرية عنده مجرود رغبة، أنا أأشد الشياح أن يقوموا بالمزيد من التضحيات هذا دور الشباب من أجل الوطن، لا يمكنك أن تقدم وعيك إلا وانت شاب مسند للزريد من التضحيات من أجل بلدنا...

الشكر على السالمة الحاروبة هذه، والشكر للقاء العام لقوات دفاع شعب جنوب السودان و رؤس الجمهورية، والسادة نوابه، وكل أعضاء هيئة أركان الجيش، وكل القوات النظامية وهم يحضرون كل المول الإفريقية، تشكيت في زيارتي من مقابلة قائد القوات البحرية الهنابية

نسبة النجاح كانت مئة في المائة فحالة السيد رئيس الجمهورية كانت دوما يتم ترويضها للجيش

العسكرات، ولم يتلقى إلا مطلقين. معسكر مشاك وبانتشو، يمكن تفريغ معسكر مشاك يكون يوم 18 من هذا الشهر، بعدها سناهب إلى بانتشو يوم الاثنين وبذلك تتصل الحافلة الأولى هو 53 صف جندي يكونوا قد تخرجوا، الخطوة الثانية ستكون نشر وتوزيع القوات على حسب احتياج القيادة العامة هي التي ستحدد، وبعد ذلك حسب التوزيعات من المفروض أن يحصل تدريب، لأنه إذا كان قوات الدفاعية اعطوهم كتيبة مفروض يأخذوا الدورة الأساسية للتدريب وكذلك الدفاع الجوي، وكذلك البحرية، لأن التدريب الذي تلقوه هو تدريب أساسي وبعد ذلك يجب أن يأخذوا تدريب متخصص...

سعادتك قبل الانفصال كان هناك الكثيرين من أبناء جنوب السودان جزء من المؤسسة العسكرية السودانية، بعضهم كانوا في البحرية، ولدينا الكثيرين من الكفاءات من الضباط وصف الضباط الآن يعملون في أعمال هامشية ألم تفكروا في الاستعانة بهم؟

حديقة عندما حصل الانفصال أو إسقاط الجنسية معكم الضباط تم تحويلهم بإجالاتهم لوزارة الدفاع، ومعظمهم الآن في الخدمة إلا الشخص الذي لا يريد أن يخدم، في البحرية كان عددا ضابط هو أول دفعة 46 اسمه عثمان سعد الله، الآن هو يعمل ضمن قوات البحرية، وهو قائد لقوات الآن موجود في طرف البحر...

أنا من ضمن الناس كنت في الجيش السوداني، وهناك ضباط كثيرين يعملون الآن في الخدمة ولديهم مهام هنا في القيادة العامة في بلنهم...

إذا سوف تستعينوا بالأخريين إذا تمكنتم من حصرهم؟

في الحقيقة لا يوجد حصر، لأنهم في الأساس أتوا بإجالاتهم، جزء منهم موجودين في شتون الضباط وجزء آخر في وزارة الدفاع وأخرون مكثين بمهام أخرى...

ب اختصار ما هي الواجبات التي تخص القوات البحرية؟

من مهام قوات البحرية تأمين المجرى النهر، طبعنا ليس لدينا بحار، بل لدينا النهر، نهر النيل من نهومي في حدودنا الجنوبية حتى الجبلين آخر نقطة شمالا في حدودنا مع السودان، طبعنا المجرى صالح لتجارة من جوبا إلى السودان، فواجبات سلاح البحرية هو حماية المجرى النهر وتأمين المدن على ضفاف الأنهار من أي عنوان، وهو واجب عسكري مثل أي واجب يقوم به الجيش وفق التكليف والتوجيهات.

منذ دخولي مكتبك لاحظت الكثير من أجهزة الكمبيوتر، نعود للحديث مرة أخرى عن التدريب، رؤيتك المستقبلية لقوات البحرية في جنوب



116/134

23-05196

Annex 30: Additional incidents limiting freedom of expression in South Sudan

- In Juba, on 7 August 2022, Diing Magot, a South Sudanese journalist was arrested with several others while gathered at a protest in a public market in Juba.²⁷ In remarks to the media on 8 August, the Deputy Mayor of Juba, Thiik Thiik Mayardit, confirmed that one protestor had been shot and threatened to use further live ammunition against protestors.²⁸ Juba's Mayor, Michael Lado Allah-Jabu, also warned citizens not to join protests.²⁹
- In August 2022 in Bor town, government authorities, on orders from Jonglei Governor Denay Jock Chagor, shut down the Jonglei Workers' Union and arrested its senior leadership after local civil servants went on a strike over unpaid salaries.³⁰ The chairperson of the state's teachers' union was also arrested. Bor town's newly appointed mayor, Samuel Ateny Pech, issued a blanket ban on all demonstrations, threatening legal and security action against violators of the ban.³¹ The detained civil servants were not brought to court, and were subsequently reported missing from Bor's central prison, prompting concern that they might have been relocated to another detention facility outside the state.³²
- In September 2022 in Malakal, in Upper Nile, protests against the appointment of a mayor turned deadly as security personnel fired live ammunition to disperse a crowd of over 200 people.³³ Several people were injured and at least six people were reportedly killed.³⁴ Following the violence, at least a dozen people, including several government officials and members of the State Parliament, were arrested, and a dusk-to-dawn curfew was imposed in the town.³⁵
- In Rumbek, Lakes State, on 8 October 2022, local government officials and a senior representative of the Union of Journalists for South Sudan summoned and interrogated staff of a local radio station after the radio station aired a report about the conviction of a traditional judge.³⁶ The following day, security personnel from Panda military barracks in Rumbek entered the radio station and detained a journalist.³⁷ Although the journalist was subsequently released, he continued to receive warnings and threats of reprisals for broadcasting information perceived as critical of state administration.³⁸
- On 27 October 2022, a law firm in Yei in Central Equatoria was raided by security personnel who confiscated confidential case documents and other property, and locked the office with their own padlocks.³⁹ Local staff members of the law firm had been offering legal services in several high-profile human rights cases including investigating the death of an SSPDF officer Yuma Sebastian who was killed in a local military prison;⁴⁰ corruption within the logging sector in Central Equatoria; supporting a local women's group that had had several members unlawfully detained; and defending the People's Coalition for Civil Action, a civil society group that has been critical of the government.⁴¹ Staff members and their families were accused of being rebels. They reported being continuously intimidated or harassed by government security personnel since 2021, including by surveilling their phones.⁴²

²⁷ Statements by the Union of Journalists of South Sudan, 9 August 2022, and the Association for Media Development in South Sudan on 12 August 2022. Radio Tamazuj, Journalist among protestors detained in Juba, 9 August 2022.

²⁸ Video interview on file with the Panel. See also Eye Radio, Deputy Mayor Thiik threatens protestors with live bullets, 9 August 2022.

²⁹ Radio Tamazuj, Juba mayor warns against protests over soaring market prices, 12 August 2022.

³⁰ Eye Radio, Jonglei police arrest three striking civil servants, 12 August 2022; Radio Tamazuj, Jonglei Workers' Union dissolved, leadership arrested, 15 August 2022.

³¹ City Review South Sudan, Bor mayor bans demonstrations in town, 17 August 2022.

³² City Review South Sudan, Family of missing Jonglei unionists demand answer from police, 18 August 2022; Sudans Post, Activists voice concern over disappearance of civil servants from police cell in Jonglei, 18 August 2022.

³³ Eye Radio, Woman killed amid clashes between demonstrators and security forces in Malakal, 5 September 2022.

³⁴ City Review South Sudan, Dusk to dawn curfew declared after six died in Malakal protest, 6 September 2022.

³⁵ Radio Tamazuj, Police begin arresting protest organizers in Malakal, 7 September 2022.

³⁶ Interview with representative from radio station, by phone, November 2022. Corroborated by reports received from human rights observers.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid. Corroborated by social media posts archived by the Panel.

³⁹ Interviews with local civil society organization and law firm representatives, by phone, November 2022.

⁴⁰ Sudans Post, High-ranking SSPDF officer tortured to death at army detention cell in Yei, 11 August 2022.

⁴¹ City Review South Sudan, Frail and hopeless: Ex-governor – Kuel appears in court for the first time in 14 months, 4 October 2022.

⁴² Interviews with confidential sources with first-hand knowledge of the situation, by phone, November 2022.

- In Jonglei on 5 December 2022, a prominent civil rights activist and a journalist were detained and allegedly tortured for taking pictures of a demolished market. They were released after spending several hours in prison.⁴³
- On 28 October 2022, a Member of Parliament, who is also a senior military officer, Salva Mathok, burned down a church in Warrap State, describing it as a “prostitution center” and accusing it of eroding cultural norms.⁴⁴ Mathok’s actions and speech were recorded on video and distributed across South Sudan drawing widespread condemnation from civil society members, religious representatives and South Sudanese academics.⁴⁵ Warrap State officials announced an investigation into the incident.⁴⁶ Despite the widespread coverage, on 8 November 2022, security personnel in Warrap detained a local journalist for several days for reporting on Mathok’s remarks.⁴⁷
- In December 2022, seven journalists employed by the South Sudan Broadcasting Corporation (SSBC), the state-run media outlet, were detained in two separate incidents by agents of the National Security Service.⁴⁸ A press statement on 17 December 2022 by the Union of Journalists for South Sudan initially denounced rumours of arrests and disappearances as misinformation.⁴⁹ Following extensive media coverage of the detention of the SSBC journalists however, UJOSS issued a second statement on 6 January 2023 calling for the NSS to release the reporters.⁵⁰ In February, three journalists were released while the others remained in detention.⁵¹

⁴³ Eye Radio, Activist detained for taking photos of demolition exercise in Bor released, 6 December 2022. See also Sudans Post, Gov’t told to hold security officers who tortured Jonglei activist accountable, December 2022.

⁴⁴ Reports from monitors obtained by the Panel, November 2022. Eye Radio, Salva Mathok: “I burnt down prostitution center”, 31 October 2022.

⁴⁵ Eye Radio, Activist condemns Mathok for “taking law into his own hands”, 1 November 2022; Eye Radio, MP Mathok violated the constitution – says law professor, 1 November 2022; No. 1 Citizen Daily, Freedom to religion denied, Adventist pastor says, 1 November 2022.

⁴⁶ Eye Radio, Warrap State government to investigate church burning, 31 October 2022.

⁴⁷ Statement by Dalwuot Media, dated 9 November 2022, on file with the Panel. Lakes State Media’s appeal to the Union of Journalists of South Sudan, 10 November 2022, on file with the Panel.

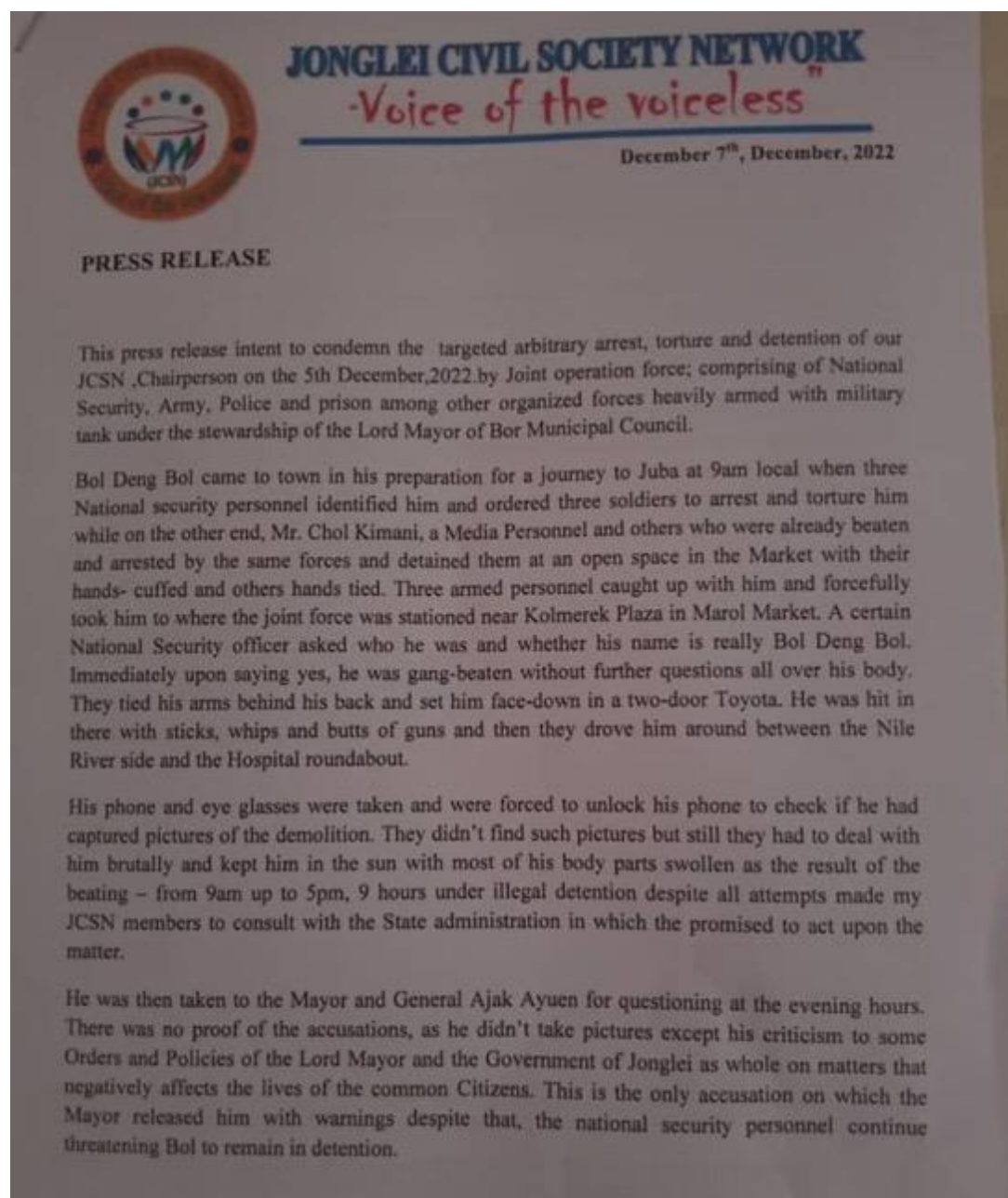
⁴⁸ Radio Tamazuj, National Security arrests 6 SSBC staff, 5 January 2023; Sudans Post, South Sudan security forces detain another journalist over president’s viral video, 17 January 2023.

⁴⁹ UJOSS, Press Release, dated 17 December 2022, on file with the Panel.

⁵⁰ Statement on file with the Panel.

⁵¹ Radio Tamazuj, 3 SSBC journalists released, 4 remain in detention, 18 February 2022.

Annex 31: Jonglei Civil Society Network press release, 7 December 2022



Annex 32: UJOSS press release on detention of SSBC staff, dated 6 January 2023



Date: 6th.Jan 2023

PRESS RELEASE

FOR IMMEDIATE RELEASE

Re; UJOSS Calls for speedy conclusion to investigation of detained SSBC staff.

UJOSS calls for speedy conclusion to the investigation of the six staff of South Sudan Broadcasting Corporation (SSBC) who are currently in the custody of the National Security Service.

The staff are suspected of having knowledge of the release of "a certain footage" to the public.

If there is a prima facie case of professional misconduct or offense then let authorities expedite an administrative or legal process to address the issue in a fair, transparent and in accordance with the law.

UJOSS will continue to work with other stakeholders including the National Security Service to ensure a good environment for all journalists to foster mutual understanding for the development of South Sudan.



Oyet Patrick Charles
UJOSS-President

oyet@u-joss.org/oyetpatrick12@gmail.com

0925440019/0915130165

Annex 33: Clip from South Sudan's Dawn newspaper, 6 February 2023

Annex 34: Statement by Amnesty International Kenya, 8 February 2023




8 February 2023

South Sudan: Investigate reports of arbitrary arrest and detention of Morris Mabior Awikjok Bar

"We are very concerned about the reports of the arbitrary arrest of South Sudanese man, Morris Mabior Awikjok Bar, by armed Kenyan security forces and a South Sudanese man on Saturday, 4 February, and his subsequent detained in South Sudan's main National Security Service detention facility in capital Juba. We call on the Kenyan and South Sudanese authorities to investigate these reports", said Irungu Houghton, Amnesty International Kenya's Executive Director.

Background

Amnesty International has documented numerous arbitrary detentions by the NSS in multiple facilities where detainees are often subjected to torture and other ill-treatment – some held incommunicado without access to a lawyer, or family members.¹

The Government of South Sudan, primarily through the National Security Service (NSS), conducts communications surveillance with equipment bought in Israel, and likely with support from the telecommunication companies. The NSS also conducts physical surveillance through a widespread, cross-border network of informants and agents, penetrating all levels of society and daily life, by monitoring media and social media, and requiring event organizers to seek permission before holding any form of gathering. The NSS has used these forms of surveillance illegally, in breach of the right to privacy, to arbitrarily arrest and illegally detain individuals and infringe on press freedoms and the freedom of opinion and expression and the freedom of assembly.²

The NSS spy network extends throughout East Africa to reach those who find refuge in neighbouring countries. For instance, on 23 January 2017, Dong

¹ Amnesty International, Broken Promises: Arbitrary detention by South Sudan's intelligence agencies continues (Index: AFR 65/8823/2018), September 2018, South Sudan: Broken promises: Arbitrary detention by South Sudan's intelligence agencies continues - Amnesty International

² Amnesty International, "These walls have ears": The chilling effect of surveillance in South Sudan (Index: AFR 65/3577/2021)

Samuel Luak, a South Sudanese human rights lawyer and registered refugee, was forcibly disappeared in Nairobi, Kenya. The next day, on 24 January 2017, Aggrey Ezbon Idri, chair of the SPLM/A-IO's Humanitarian Affairs Committee, was also forcibly disappeared.

In 2019, the UN Panel of Experts on South Sudan found that Dong and Aggrey were forcibly flown to South Sudan on a commercial plane chartered with the help of South Sudan's embassy in Kenya on 27 January 2017. Both the UN Panel of Experts and Amnesty International verified that once in South Sudan, they were detained in the Blue House in Juba. They were then removed from this facility on 27 January 2017. According to the UN Panel of Experts, they were moved to the NSS training facility on President Salva Kiir's farm in Luri, near Juba. The Panel of Experts concluded that it is "highly probable" that the two were executed there on January 30, 2017.³

The forceful disappearance and reported extra-judicial killing of Dong Samuel and Aggrey Idri and the NSS's cross-border operations has had a powerful chilling effect on activists in South Sudan and neighbouring countries.⁴

Dong and Aggrey are not the only South Sudanese who have been abducted in Kenya and illegally transferred back to South Sudan. In November 2016, Kenyan authorities unlawfully deported SPLM/A-IO spokesman James Gadet, a registered refugee, to South Sudan where he was subsequently sentenced to death.⁵ President Kiir pardoned James Gadet on 31 October 2018.⁶ In December 2017, SPLM/A-IO governor Marko Lokidor Lochapio was abducted from Kakuma refugee camp in Kenya,⁷ transferred to Juba and detained in Blue House until his release on 25 October 2018.⁸ On 23 July 2020, Peter Biar Ajak, a South Sudanese academic and chair of the South Sudan Young Leaders Forum, arrived in the USA with his family after having been forced into hiding for five weeks in Nairobi, Kenya after receiving calls from senior government officials, who according to Peter Biar Ajak, warned him that NSS agents had been sent to abduct or kill him in Nairobi.⁹

³ United Nations Panel of Experts on South Sudan, Final Report, S/2019/301, 9 April 2019, www.undocs.org/S/2019/301

⁴ Amnesty International, "These walls have ears": The chilling effect of surveillance in South Sudan (Index: AFR 65/3577/2021)

⁵ Amnesty International, South Sudan: One of just two executing states in sub-Saharan Africa in 2017 (Press Release, 16 April 2018)

⁶ Amnesty International, South Sudan: Relief as president pardons two prominent death row inmates (Press release, 2 November 2018)

⁷ Sudan Tribune, South Sudan rebel appointed governor abducted in Kenya, 1 January 2018, www.sudantribune.com/spip.php?article64385; The East African, Africa: Are Kenya, Uganda Obstacles to South Sudan Peace?, 6 January 2018, allafrica.com/stories/201801150280.html

⁸ Reuters, South Sudan frees five political detainees: intelligence agency, 25 October 2018, www.reuters.com/article/us/southsudan-unrest/south-sudan-frees-five-political-detainees-intelligence-agency-idUSKCN1M221P

⁹ Amnesty International interview with Peter Biar Ajak, remote, 18 June 2020; Peter Biar Ajak, My Escape to America Shows the Price of Dissent in South Sudan, 23 July 2020, www.wsj.com/articles/my-escape-to-america-shows-the-price-of-dissent-in-south-sudan-11595545759

Annex 35: National Consensus Forum statement on abduction of Morris Mabior, 8 February 2023



National Consensus Forum (NCF) Condemns with Concern the Abduction of Morris Mabior Awikjok from Nairobi Kenya.

February 8th, 2023

The NCF, represents various Political Forces, Civil Society, Youth, Women and Faith-based Organizations together with Academic and Professional Associations and a multitude of South Sudanese Citizens who believe in a peaceful resolution of the South Sudan Conflict through an inclusive Roundtable Conference to discuss and resolve the root causes of the conflict and establish a New Dispensation for South Sudan.

NCF received with great concern and trepidation, the disturbing news of the illegal abduction of the respected political activist Mr. Morris Mabior Awikjok from Nairobi Kenya over the last weekend February 3 and 4, while the Holy Triad-Pope Francis, the Archbishop of Canterbury, and the former Moderator of the General Assembly of the Presbyterian were still on South Sudanese soil, in Juba. The NCF condemns this unwarranted humiliation and detention of an honorable patriot in the strongest terms possible. We call for Awikjok's immediate unconditional release with guaranteed safety and bringing the Perpetrators to book in a transparent court of justice.

While the people of South Sudan poured out in millions to welcome the Holy Triad's Peace Pilgrimage to our land and peace-loving people, their hosts in the government of South Sudan were busy planning oppression, torture, death, deceit, and many evil things. That is why even the Dove of Peace, conscious of these evil plans, and insecurity all over South Sudan, could not understandably fly, when freed.

The undemocratic government of South Sudan, which is used to abducting citizens from neighboring countries as it did in 2016 to the late human rights activist Dong Samuel and senior Opposition Politician Aggrey Idri, who were later tortured, maimed and the latter killed in the Blue House. This and the on-going state-sponsored atrocities and killings all over South Sudan have encouraged Kiir's Government to always continue its abhorrent policy of oppression and killings without consequences and in impunity even while South Sudan was the focus of international attention heightened by the historic visit. The souls of Dong Samuel and Aggrey Idri, indeed of many citizens killed by unknown gunmen in various parts of the country based on their opinions, have spoken loud and clear for the world to know and condemn the rogue government of South Sudan which rules by manipulative decrees, impunity, and complete disregard for the basic human rights, in the strongest terms.

Given his dismal failure to heed and fulfil the Holy Father's call to him at the 2019 Holy Pilgrimage in Rome, in the presence of the same Triad, to go and make peace with his people, NCF urges the International Community, to hold President Kiir accountable for the plea he has just made to the Holy Father in Juba to restore peace to South Sudan.

Hon Pagan Amos
Okiche: Real SPLM

General Paul Mahong
Awan: NSUF/A

Mr. Abraham Awolich:
PCCA

Ms Angela Tuma SAA

Mr. Wol Deng Atak: UPDP

Dr. Henry Lejokoh: Academic & Professionals

Mr. Mahor Tut: RCM

Dr Matur Gorjok: NPM

Dr. Jok Madut Jok: Academic & Professionals

General Thomas Cirille: NAS

Ambassador Emmanuel
Ajawin: NDM-PF

Ms Suzanne Jambor: STEPS World

Mr Alex Yatta
Lukadi: SSNMC

Mr. Abraham Lado Loliki: SSC

General Stephen Buay Rohnyang: SNPMA

Simon Reat Maruyout: CODA

Annex 36: Glencore pleads guilty to South Sudan bribery in UK Court

Some of these challenges and institutional weaknesses undermining the effective management of South Sudan's public resources have been fuelled by forces outside of South Sudan.

On 21 June 2022, for example, Glencore Energy UK Ltd pleaded guilty to seven counts under the United Kingdom Bribery Act of 2010, including one count of failing to prevent the bribery of officials in South Sudan.⁵²

Soon after independence, in July 2011, Glencore, via its subsidiary, Glencore Juba International, entered into a Joint Venture Agreement with the Nile Petroleum Corporation (Nilepet), South Sudan's state-owned oil company. The Joint Venture was called Petronile and incorporated in the British Virgin Islands (BVI).⁵³ It was to have the licence to market and sell South Sudan's share of crude oil production after independence. Within weeks of independence, however, the deal was in trouble. The Ministry of Petroleum, in fact, intended to market its oil through its own competitive marketing process.⁵⁴

According to court documents, in early 2011, Glencore had hired a South Sudanese company to act as its local intermediary, as it "had access to government ministers, the President and his assistant."⁵⁵ According to Court documents, on 2 August 2011, a Glencore employee withdrew \$800,000 in cash from Glencore's Swiss office and travelled by private jet to Juba with the money. The cash used, by the intermediary company, "to pay bribes to government officials who could influence the allocation of crude oil cargoes." On 10 August, Petronile was awarded 2 million barrels of crude oil.⁵⁶

On 3 November 2011, Petronile was again told that it had been excluded from the tender process. The same day, a Glencore employee withdrew a further \$275,000 in cash at its office in Switzerland, while meeting with the assistant of the President of South Sudan at Glencore offices in both Zurich and London. The day after, on 4 November 2011, Petronile was awarded a cargo of 600,000 barrels of crude oil.⁵⁷

These efforts to corrupt South Sudanese institutions, while they were in the process of being formed, has undoubtedly cast a long shadow. While UK Courts did not hear any complaints against South Sudanese nationals or companies, several of the individuals and companies implicated in the case remain active in South Sudan's oil economy.

⁵² Rex v Glencore Energy UK Limited, Case Summary, T20227145, dated 2 November 2022, on file with Panel. See also UK Serious Fraud Office, Glencore to pay £280 million for 'highly corrosive' and 'endemic' corruption, 3 November 2022: <https://www.sfo.gov.uk/2022/11/03/glencore-energy-uk-ltd-will-pay-280965092-95-million-over-400-million-usd-after-an-sfo-investigation-revealed-it-paid-us-29-million-in-bribes-to-gain-preferential-access-to-oil-in-africa/> .

⁵³ According to Court documents, Petronile would take 1 per cent of gross revenues as a fee and split remaining profits 30 per cent for Glencore and 70 per cent for Nilepet.

⁵⁴ See, for example, Reuters, Glencore Sudan oil deal at risk amid power struggle, 21 July 2011: <https://www.reuters.com/article/sudan-oil-idUKL6E7IL21520110721> .

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Ibid.

128/134

Annex 39: Government expenditure, including oil for roads, Q1 2022/23

Table 13: Q1 Outturns Government Spending by sectors against the budget (A Revised Table, including spending on Oil for Roads during Q1 2022-2023 Budget – see last two rows in Blue)

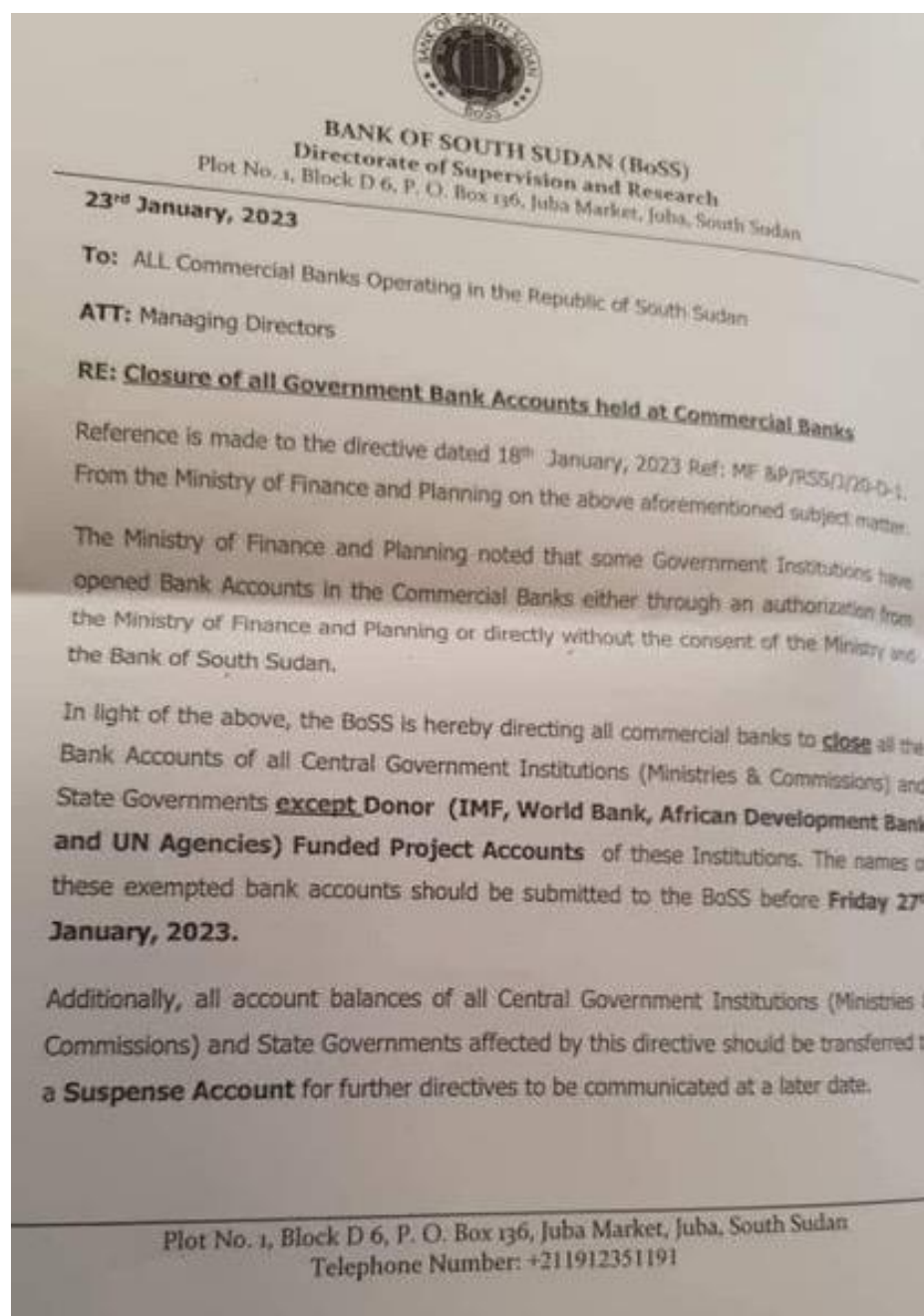
Spending by Sectors	Approved FY 2022-2023	Q1 2022-2023 Approved Budget	Q1 2022-2023 Outturns	% change Against Q1 Budget
ACCOUNTABILITY	2,077,324,806	519,331,202	117,040,248	23%
ECONOMIC FUNCTIONS	97,823,058,741	24,455,764,685	54,856,192,853	224%
EDUCATION	110,497,811,858	27,624,452,065	7,745,615,569	28%
HEALTH	33,569,770,825	8,392,442,706	1,631,617,067	19%
INFRASTRUCTURE	250,010,175,510	62,502,543,878	749,675,031	1%
NATURAL RESOURCES AND rural development	16,146,057,624	1,745,798,575		11%
PUBLIC ADMINISTRATION	129,671,109,227	32,417,777,307	44,781,896,402	138%
RULE OF LAW	30,327,036,743	7,581,759,186	15,263,141,942	201%
SECURITY	72,486,195,499	18,121,548,875	21,498,902,208	119%
SOCIAL AND HUMANITARIA	5,335,454,782	1,333,863,696	1,743,538,146	131%
Grand Total	796,382,168,485	199,895,542,121	158,133,418,041	75%
OIL FOR ROADS (SSP)	241,176,948,120	60,294,237,030	114,807,747,811	190%
OIL FOR ROADS (USD)	541,970,670	135,492,667	174,782,020	129%

Data Source: MoFP, Directorate of Accounts EFMIS

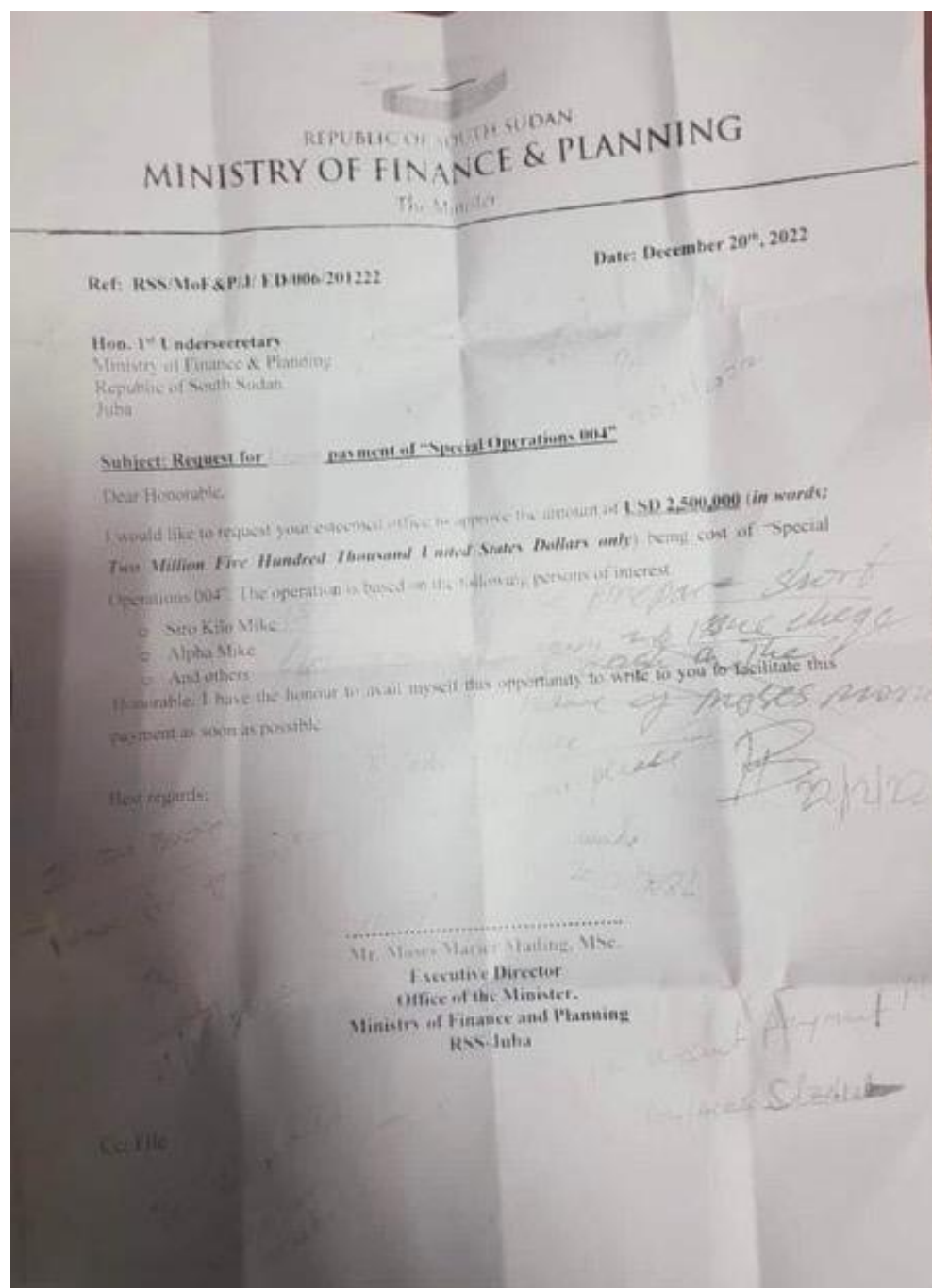
Oil for Roads (highlighted in blue): In Q1 of 2022-2023, government spending on roads amounted to USD 174,782,020 compared to average Q1 2022-2023 budget of USD 135,492,667, or 129%, which indicates that Q1 has overspent by about 29%. In SSP terms, using the prevailing exchange rate during the quarter, government spending on roads amounted to 114,807,747,811 compared to average Q1 2022-2023 budget of SSP 60,294,237,030., or 190%, which indicates that Q1 has overspent by 90%.

(Signature)
16/2/2023

Annex 40: Bank of South Sudan, Closure of Government Bank Accounts held at Commercial Banks, dated 23 January 2023



Annex 41: Payments for “Special Operations”, December 2022



REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
MINISTRY OF FINANCE & PLANNING
1st Undersecretary for Finance

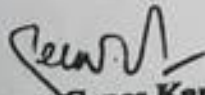
Date: 22nd December 2022

REF: MF&P/RSS/J/20-D-1.

Hon. Governor,
Bank of South Sudan
Republic of South Sudan
Juba

Subject: Authorization for Bona Alith Arow to cash from Account 002
692 1000 1024

Would your esteemed office please allow Bona Alith Arow to cash Cheque number 3939 for the sum of USD 2,500,000 (Only Two Million Five Hundred Thousand United States Dollar) Being cost of Special Operation.


Ocam Genes Karlo
1st Undersecretary for Finance


Dhel Mayuol Tong
Director General of Account

MINISTRY OF FINANCE & PLANNING
RSS-JUBA

Cc: Director of Accounts
Cc: File

Annex 42: Extract from Petroleum Revenue Management Act of the Republic of South Sudan

CHAPTER II PETROLEUM REVENUE ACCOUNT

6. Establishment of the Petroleum Revenue Account

- (1) The Ministry shall establish a Petroleum Revenue Account at the Bank of South Sudan.
- (2) Any Petroleum Revenue due to the Government shall be paid into the Petroleum Revenue Account for subsequent transfers in accordance with provisions in this Act.
- (3) No other revenue shall be paid into the Petroleum Revenue Account.

7. Payments into the Petroleum Revenue Account

- (1) Any company carrying out Petroleum Activities in South Sudan shall pay Petroleum Revenue due to the Government into the Petroleum Revenue Account.
- (2) Petroleum Revenue due to the Government shall include:
 - (a) any amount deriving from the sale of the Government's oil and gas entitlement;
 - (b) any amount of revenue from petroleum in kind that is used for domestic purposes;
 - (c) any amount received from the direct participation of the Government, including participating interests held by the National Petroleum and Gas Corporation on behalf of the Government, in Petroleum Activities;
 - (d) any amount including surface rental fees, signature bonuses and other cost based fees from production sharing agreements and charges, received by the Republic of South Sudan in accordance with Petroleum Act, 2012, and from any licenses authorizing Petroleum activities or any Petroleum Agreement;
 - (e) any amount payable by the National Petroleum and Gas Corporation as tax, royalty, dividend or any other payment due in accordance with applicable law;
 - (f) any amount payable as tax on income from Petroleum Activities;
 - (g) interest deriving from the Petroleum Revenue Account; and
 - (h) any amount received by the Government relating directly to Petroleum Activities not covered in paragraphs (a) to (g) above.

- (3) Petroleum Revenue shall be paid by direct transfer into the Petroleum Revenue Account by the due date.
- (4) Petroleum Revenue shall be paid by the entity liable to make such payment into the Petroleum Revenue Account in accordance with the terms set out in the Sales Contract.
- (5) The amount of revenue under paragraph(2)(b) shall be estimated:
 - (a) based on the average price achieved on export sales for the current month if export sales take place;
 - (b) based on the current international oil price adjusted for the average price differential for the last three months in which export sales took place, if export sales do not take place and
 - (c) the price differential referred to in subsection(b) shall be calculated as the difference between the international price and the actual export price due to the quality of oil.
- (6) If the payment under subsection (2) of this Section is not discharged by the due date, the responsible party shall pay a default rate as prescribed in the regulations to this Act.
- (7) A payment shall not be considered discharged until such payment is received into the Petroleum Revenue Account.

8. Management of the Petroleum Revenue Account

- (1) The Bank of South Sudan shall hold any Petroleum Revenue received in foreign currencies at interest-bearing current accounts abroad with financial institutions with the highest security.
- (2) The Ministry and the Bank of South Sudan shall enter into a management agreement on the management of the Petroleum Revenue Account.

9. Transfers from the Petroleum Revenue Account

- (1) Subject to subsection (2) of this Section, the Bank of South Sudan shall only, after paying the Petroleum producing States and Communities, make transfers from the Petroleum Revenue Account as follows:
 - (a) Up to 75% to the Consolidated Fund in accordance with sections 10 and 11 of this Act;
 - (b) 15% to Petroleum Revenue Stabilization Account; and
 - (c) 10% to Future Generation Fund.
- (2) In the event of overpayment of Petroleum Revenue under Section 7 of this Act, the Ministry is exceptionally permitted to request the Bank of South Sudan to make a transfer from the Petroleum Revenue Account to refund such overpayment of